

Liberté & Sécurité dans un monde complexe

Dirk Holemans

GEF

GREEN EUROPEAN FOUNDATION

oIKOs
DENKTANK VOOR SOCIAAL-ECOLOGISCHE VERANDERING

Liberté & Sécurité dans un monde complexe

Dirk Holemans





À propos de l'auteur

Dirk Holemans est le coordinateur d'Oikos, le *think tank* du Parti vert flamand pour le changement socioéconomique. Il est également coprésident de la Green European Foundation. Holemans est un conférencier et intervenant qui écrit sur des sujets tels que l'économie écologique, les villes vertes, les commons et l'écologie politique.

Edition révisée de mars 2021

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du Parlement européen à la Fondation Verte Européenne. Le Parlement européen n'est pas responsable du contenu de cet ouvrage.

Contribution à la recherche et coédition : Andreas Novy & Kati Van de Velde

Design : Nuno Pinto da Cruz

Coordination : Carlotta Weber & Sara Bettinelli

Corrections : Aurélie Maréchal & Laura Bazen

Fondation Verte Européenne

3, Rue du Fosse - 1536 Luxembourg

Bureau de Bruxelles :

Mundo Madou, Avenue des Arts 7-8,

1210 Bruxelles – Belgique

Tel: +32 2 329 00 50

Email : info@gef.eu

www.gef.eu

Le présent essai est le résultat du projet transnational actuellement en cours de la Fondation verte européenne visant à explorer des modèles de production alternatifs, à encourager le débat sur des propositions d'économie verte et sur les mutations du monde du travail au 21^{ème} siècle. Depuis 2014, la GEF organise des événements et mène des recherches avec ses fondations partenaires dans toute l'Europe pour fournir des perspectives sur l'avenir de la production et de la consommation basées sur la durabilité et l'équité.



Table des matières

Indice	5
Préambule	6
Introduction	8
1. Liberté & Sécurité au 20 ^{ème} siècle : L'État providence	10
1.1 La liberté par la sécurité	11
1.2 Les fondements de l'État-providence	11
1.3 Le Sud et la Terre oubliés	11
2. Le combat indécis pour la liberté : L'État du néolibéralisme	12
2.1 Le projet d'émancipation	12
2.2 Le concept néolibéral de la liberté	13
2.3 Les innovateurs radicaux	14
2.4 La troisième voie : le vide à Gauche	15
2.5 Un sobre équilibre	15
2.6 La promesse non tenue de la croissance néolibérale	17
2.7 L'Europe, une demeure sans toit	18
3. L'Europe à la croisée des chemins	18
3.1 La fin ou l'avenir de l'Histoire	18
3.2 Le terrain de deux courants	19
4. La Grande Transformation	21
4.1 La vision historique de Karl Polanyi	21
4.2 L'avant-garde et la grande transformation	24
5. Liberté et sécurité au 21 ^{ème} siècle : le chemin vers une société socio-écologique	24
5.1 L'écologie comme récit de principes passionnés	25
5.2 Une vision écologique de l'homme et du monde	27
5.3 Le réformisme révolutionnaire	28
5.4 Une ville qui se réinvente	30
5.5 L'autonomie connectée comme principe d'organisation	30
5.6 Des partenariats public-privé aux partenariats public-civil L'État partenaire	32
5.7 L'aperçu d'une nouvelle économie	33
5.8 La résilience comme élément d'une nouvelle réglementation socio-écologique	36
6. Le Bien-Vivre pour Tous	39
6.1 Le temps libéré	39
6.2 Des robots qui créent notre valeur	40
6.3 Travailler autrement pour un monde meilleur	41
6.4 Sécurité : plus qu'un revenu de base	42
6.5 Des robots à la place des emplois ?	43
6.6 Emplois précaires : flexibilité et numérisation	44
6.7 Un nouveau forfait de sécurité pour le 21 ^{ème} siècle	47
7. Conclusion : L'Europe, un nouveau cadre de liberté et de sécurité	47
Références	52
Remarques	53
Description des organisations partenaires	54



Préambule

À travers le monde, de plus en plus de personnes reprennent leur avenir en main. Ensemble, elles prennent des initiatives dans les domaines des énergies renouvelables, de la production alimentaire locale, des outils de partage, etc. C'est le mouvement le plus prometteur de notre époque. Là où le marché et l'État échouent, les personnes agissent : en tant que citoyens libres, ils réinventent le collectif, avec des partenariats ouverts où développement personnel et engagement social vont de pair. Cette observation semble contredire nos expériences quotidiennes. Les erreurs systémiques de notre modèle de société envahissent les journaux : crise climatique, banques instables, flux de réfugiés. Il semble clair que l'incertitude ne fait qu'augmenter. Mais nous sommes en présence de deux tendances qui se produisent au même moment et cela n'est pas dû au hasard.

Il est temps de se réveiller. Pendant trente ans, nous avons cru que le temps des Métarécits était passé. Les idéologies sont devenues inutiles avec la chute du mur de Berlin. Entre-temps, nous sommes mieux avisés. Après trois décennies de mondialisation économique, nous comptons plus de perdants que de gagnants. A défaut de proposer une histoire passionnante pour l'avenir, les politiques progressistes ont mené les perdants dans les bras des nationalistes de droite, qui nourrissent l'illusion que se replier sur soi-même peut être une forme de coopération fructueuse.

Nous devons oser réécrire l'histoire. Au 20^{ème} siècle, l'État-providence est né de la réaction progressiste à une économie de marché libre. Depuis les années 1950, les citoyens des pays occidentaux ont profité d'une liberté accrue tandis que leurs gouvernements instauraient une sécurité sociale. Trente ans plus tard, l'appareil économique s'effondre, conduisant à une période néolibérale qui durera pour les trente prochaines années. Au cours de cette période, une « Constitution de la liberté » spécifique (Hayek 1978) a été mise en place, dans laquelle le marché est redevenu le mode d'organisation dominant. Cela a conduit à un monde plus instable avec des inégalités extrêmes et une crise écologique de plus en plus profonde. La réponse que nous devons développer au 21^{ème} siècle est la société socio-écologique, un projet qui aspire à une liberté égale pour que tout le monde puisse s'épanouir dans la sécurité, dans les limites des capacités de la planète.

Ce n'est pas un projet simple car il relève du paradoxe de notre temps. La préservation de notre monde actuel est tout sauf certaine. Pour construire un avenir certain, nous devons tout changer. Pour nous développer tout à

fait librement, nous avons besoin de systèmes durables. Dans cet avenir, les manières dont nous produisons de la nourriture et de l'énergie, dont nous travaillons et gagnons notre pain seront toutes différentes. Nous avons besoin de nouvelles institutions sociales et d'une mutation culturelle autour de notre conception du « bien vivre ». Heureusement, ce n'est pas un rêve inaccessible. Alors que la plupart des gouvernements vont droit dans le mur, de plus en plus de citoyens prennent le pouvoir entre leurs propres mains. Bien qu'ils soient rarement mentionnés dans les médias, ils sont le contre-courant croissant et positif de notre société. Avec les gouvernements locaux progressistes, ils représentent les incubateurs d'une nouvelle société socio-écologique. Le sujet de cet essai est comment nous pouvons parvenir à une telle société, en gardant la liberté et la sécurité au cœur du débat.

Certes, la relation entre liberté et sécurité représente un défi. La philosophe Hannah Arendt soutient que la liberté est liée à l'ouverture du futur : chaque action déclenche une réaction en chaîne d'effets inattendus et imprévisibles. C'est logique et presque évident. Si tout était réglé, il n'y aurait pas de choix, pas de marge de manœuvre. Or, une vie où tout est tellement certain et où rien ne change n'est une aspiration pour personne. Cependant, à quel point sommes-nous libres ? Est-ce que, vraiment, tout doit être incertain ? La vie dans l'incertitude totale ne conduit-elle pas à des sentiments de peur profonde ?

Le sociologue Zygmunt Bauman a déclaré à quarante-cinq ans, après soixante années de recherche, que chaque personne dans sa vie avait besoin de deux choses : la liberté et la sécurité. Ce sont des concepts jumeaux siamois, toujours liés dans une société équilibrée. Bauman décrit notre temps comme une époque de « modernité liquide ». Toutes les institutions qui nous assurent la sécurité (État-nation, famille, etc.) se sont dissoutes dans une société de flux de personnes (des touristes aux réfugiés), de capitaux et de biens qui fournissent peu ou pas de soutien.

Nous devons maintenant quitter cette période et en construire une nouvelle en transformant notre monde en une société socio-écologique. Nous avons besoin d'une liberté égale pour tout le monde, liée à une économie et à un mode de vie qui exigent dix fois moins de la planète. Certes, à notre époque, marquée par l'instabilité, un tel défi immense crée au premier abord beaucoup d'incertitudes et de résistance. Il est donc important de formuler les changements nécessaires en tant que projet sociétal constructif pour l'avenir ; un message



d'espoir politisant à partir duquel nous pouvons assurer la certitude dans le long processus de réalisation. Il appartient au mouvement écologiste et à sa représentation politique de jouer un rôle clé dans cette voie. Ce n'est pas seulement le moment d'avoir des analyses intelligentes et des idées inspirantes - il s'agit aussi de mobiliser les gens pour leur avenir.



Introduction

La première édition de cet essai a été rédigée en 2017, dans ce que j'ai moi-même décrit comme « un contexte d'intensification de tensions, de chocs et de risques systémiques liés les uns avec les autres ». Tous ces éléments se sont renforcés en seulement quelques années. Sur le plan du réchauffement planétaire, 2020 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée avec des incendies de forêts sans précédent et des récoltes perdues en raison de sécheresses extrêmes. Les inégalités se sont encore accrues, de par l'augmentation des emplois précaires dans l'économie de plateformes, tandis que les économies extractives ont continué à dépouiller les pays du Sud de leurs ressources. Dernier point, et non des moindres, utilisant des voies impensables, des populistes autoritaires ont démontré la vulnérabilité de nos démocraties. Pourtant, c'est ce qui s'est passé en plus de tout cela qui dépasse notre imagination. Une pandémie mondiale a mis à l'arrêt des pans entiers de l'économie mondiale, mis à très rude épreuve nos systèmes de santé et causé de grandes souffrances physiques et mentales à de nombreuses personnes. Elle a mis en lumière le manque de résilience de notre économie, qui dépend de chaînes d'approvisionnement mondiales aux stocks très limités. Qui savait, avant la crise de la Covid-19, que l'Europe recevait ses analgésiques principalement de l'Inde et ses masques de la Chine ? La crise nous a tendu un miroir impitoyable, qui a magnifié les aspects où le mât blessait déjà. Notre économie dépendante de la croissance, fondée sur une course de vitesse où tout le monde se fait concurrence, entraîne une accélération de la destruction écologique et une augmentation des inégalités. Elle ne s'accorde plus avec des améliorations du bien-être et la résilience lui fait défaut.

Déjà bien avant la crise, les acteurs verts et progressistes avaient évidemment souligné les failles de notre système économique. Mais, plus récemment, de grandes institutions ont admis que l'avenir ne pourrait pas être une continuation du présent. Par exemple, le rapport « Au-delà de la croissance : vers une nouvelle approche économique », rédigé par le groupe consultatif du secrétaire général de l'OCDE de l'époque, insiste sur la nécessité d'une nouvelle conception du progrès économique, fondée sur la reconnaissance fondamentale de la socialité des êtres humains. L'Union européenne a également changé de cap. En 2017, ses politiques étaient encore totalement immergées dans des logiques néolibérales, la Commission européenne promouvant ce que l'on appelle le « consensus de Washington » : la conviction que les marchés libéralisés sont le meilleur moyen de relever les défis sociétaux, alliée au scepticisme quant à l'intervention des gouvernements, avec en toile de fond des politiques manquant de fermeté en matière de

climat et de biodiversité. La Commission européenne nouvellement établie à l'issue des élections européennes de 2019 a imprimé un réel changement de cap par le lancement du Green Deal européen. Elle poursuit des objectifs clairs, tels que la neutralité climatique en 2050, la transition vers une économie circulaire et la préservation du capital naturel de l'Europe. Nous ne pouvons que nous en féliciter, même si un soutien critique s'avère indispensable. L'accent reste encore largement placé sur la compétitivité et la croissance, dans l'idée que cette dernière pourrait être découplée de l'utilisation des ressources. Comme le montre le rapport « Croissance sans croissance économique » de l'Agence européenne de l'environnement, cette hypothèse est chimérique.

La crise de la Covid-19 pourrait faire office de signal d'alarme pour notre économie dysfonctionnelle, mais ce n'est pas pour autant qu'elle induira automatiquement une économie respectant les limites planétaires permettant d'offrir une bonne vie à tous. Au contraire, de nombreux emplois ont été perdus et davantage de personnes souffrent. Nous sommes désormais conscients que l'augmentation des zoonoses (les maladies infectieuses causées par un micro-organisme pathogène transmis aux humains par un animal vertébré) est liée à la destruction des forêts et d'autres habitats des vertébrés, comme les chauve-souris.

Ces constats n'entraînent pas forcément les changements nécessaires au sein de notre modèle économique. Nous continuons à vouloir produire plus vite, plus et moins cher, en restant motivé par le profit et l'urgence de croître dans une économie mondialisée. Si nous considérons notre modèle agricole, par exemple, le fourrage du bétail européen provient toujours d'Amérique du Sud, où les forêts tropicales humides riches en biodiversité continuent de disparaître au profit de monocultures sans âme, où règnent l'exploitation et les pesticides. Et tout cela parce que nous pensons qu'il est logique que les agriculteurs du monde entier soient en concurrence les uns avec les autres, que la protection sociale et écologique soit une question secondaire et que le poulet au prix le plus bas ait une grande valeur ajoutée. Et si toutes ces affirmations étaient fausses ? Les économistes parlent de chaînes de valeur mondiales. Ne faudrait-il pas parler plutôt de chaînes de dévaluation mondiale ? Pour le bénéfice d'un petit groupe d'investisseurs, nous extrayons ou détruisons ce qui a de la valeur au Brésil, tandis que l'agrobusiness européen ne paie aux agriculteurs que des salaires de misère, polluant les rivières et les sols. Cette économie est encore loin de se décoloniser.



Cette mondialisation sans âme de l'agriculture présente des similitudes avec le tsunami des colis livrés à domicile, illustration du « palais mondial » de la consommation. Les achats en ligne étaient déjà en plein essor ; le confinement international leur a permis de franchir une étape supplémentaire. Le géant technologique multinational Amazon illustre la folie de l'économie actuelle de l'internet : son PDG, Jeff Bezos, est aujourd'hui l'homme le plus riche du monde alors que les travailleurs de ses entrepôts répartis dans le monde entier doivent organiser des grèves pour exiger des conditions de travail correctes. L'année dernière, rien qu'en Autriche, Amazon a détruit plus d'un million de colis renvoyés. Nous savons qu'Amazon détruit systématiquement les nouveaux produits : un autre exemple de la « chaîne de valeur » mondiale. Ce qui constituait un système de sécurité sociale et de droits universels protégeant les travailleurs et leurs familles contre les risques liés au marché du travail est aujourd'hui mis sens dessus dessous. Ce n'est pas une coïncidence si des groupes de personnes précarisées comme les gilets jaunes en France s'organisent pour protester contre les soi-disant écotaxes sur le carburant de leurs voitures dont ils ont besoin pour se rendre au travail (en l'absence de transports publics adéquats), pendant que les élites se réjouissent de l'abolition de l'impôt sur la fortune et utilisent une aviation détaxée dans le monde entier. Il semble que les transformations indispensables ne bénéficieront du soutien suffisant de la société seulement si nous veillons à ce que personne ne soit laissé derrière. La transition sera juste ou ne sera pas.

Pour réaliser une transition juste, nous avons besoin d'une approche systémique pour voir les connexions et les interactions entre des événements et des évolutions apparemment déconnectés. Cette approche part d'un tableau historique qui permet une perspective orientée vers l'avenir. En Europe occidentale, l'État-providence a été transformé depuis les années 1980 en un État néolibéral. Celui-ci a remplacé le gouvernement comme principe central de pilotage et d'organisation de la société par le principe du marché, basé sur la concurrence. Dans cette économie de plus en plus mondialisée, qui continue encore et toujours à négliger l'environnement, une part croissante de la population se sent abandonnée. Cette évolution suscite la colère de plus en plus de personnes contre le système démocratique, ce qui les pousse à voter pour des leaders populistes qui ne se soucient ni de la politique climatique, ni de bien d'autres choses. Dans les pays européens, ce discours inclut toujours la rhétorique populiste voulant que tous les problèmes viennent de « Bruxelles », ce qui rend l'avenir encore plus incertain. Tandis que l'Europe se débat avec les migrations, il n'y a pratiquement aucun débat sur les liens systémiques entre notre soif de combustibles fossiles, l'instabilité du Moyen-Orient, le changement climatique et les réfugiés. De toute évidence, nous aurions besoin d'un nouveau narratif correspondant à

cette ère nouvelle : une société de partage qui offre la liberté et la sécurité : une bonne vie pour tous. Nous avons besoin d'une vision où un État partenaire travaille main dans la main avec la vague émergente de citoyens engagés, recréant les communs, et regardant au-delà du marché ou de l'État, et considérant les communautés locales comme troisième mode fondamental d'organisation de notre société.

En attendant, nous pouvons tirer trois leçons essentielles de la crise de la Covid-19. Premièrement, nous devons écouter la science, tout en reconnaissant les divergences inhérentes au débat scientifique et l'évolution des connaissances. Si les scientifiques nous exhortent à aplanir la courbe climatique, nous ferions mieux de prendre des mesures urgentes et radicales. Deuxièmement : la politique et les services publics sont importants – et le consensus de Washington n'est que misère. Les gouvernements peuvent et doivent piloter la société et réorganiser l'économie pour le bien de tous, à l'intérieur des limites planétaires. Troisièmement : l'explosion de l'engagement civil dans la crise, allant des citoyens qui cousent des masques aux groupes de solidarité qui s'occupent des laissés-pour-compte dans les villes, montre clairement que même si, en leur sommet, nos démocraties sont menacées par les partis populistes, à la base, l'engagement civil est plus vital que jamais.



1. Liberté & Sécurité au 20^{ème} siècle : L'État providence

La construction de l'actuel « État-providence », projet sociétal des pays occidentaux industrialisés au XX^e siècle, s'est faite en deux temps : une avant et une après la Seconde Guerre mondiale. C'est notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale que le gouvernement britannique demande à Lord Beveridge d'élaborer un plan pour un système *national* de sécurité sociale qui fournirait plus d'assurance que la mosaïque existante de petits fonds de soutien sectoriels. Le rapport de Beveridge de 1944, *Le plein emploi dans une société libre*, a jeté les bases de l'État se chargeant de la sécurité sociale et a introduit le rôle central du gouvernement national dans l'élaboration de ce nouvel État providence. Beaucoup de politiciens d'Europe continentale qui avaient fui à Londres pendant la guerre ont importé ces idées à leur retour chez eux après la fin de la guerre.

En utilisant l'exemple de la Belgique, nous pouvons montrer comment l'objectif de la sécurité était au centre de l'établissement de l'État-providence. La loi introduisant l'État-providence avait pour objectif central de « garantir la sécurité sociale à tous ». Cet arrêté-loi de 1944 régissait plusieurs prestations : une pension de retraite adéquate (« pour prendre soin des personnes âgées ») ; l'assurance chômage obligatoire (« la peur d'être au chômage à cause d'un manque de travail ») ; une allocation pour enfants plus élevée ; l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (« la peur d'un accident ou d'une maladie »). Il s'agissait littéralement d'éliminer la peur - l'incertitude fondamentale. Ironie de l'histoire, au moment de l'écriture du présent essai, les conducteurs de Deliveroo soutenus par les syndicats protestent contre le fait qu'ils n'ont aucune assurance en cas d'accident, alors qu'ils sont fortement exposés à ce risque car ils passent leur journée de travail sur leurs vélos dans la circulation urbaine. ²

L'arrêté-loi de 1944 s'appuie sur le travail des représentants des syndicats, des organisations d'employeurs et de certains hauts fonctionnaires et reflète une *vision commune de la répartition des richesses*. Les employeurs s'engagent à contribuer à la sécurité sociale pour améliorer la qualité de vie des travailleurs et de leurs familles. Les travailleurs ont gagné de bonnes perspectives de salaires plus élevés. D'un autre côté, les syndicats se sont engagés à maintenir l'ordre social, ce qui rassurait les employeurs parce qu'ils s'inquiétaient de l'attrait croissant du communisme. Les gouvernements ont mis en place un système fiscal équitable officialisant la répartition de la richesse, y compris via des impôts progressifs élevés sur le capital.

Au cours des trois décennies suivantes (1945-1975), le système de sécurité sociale est passé d'une assurance contre les risques sociaux à une garantie de moyens de subsistance décentes pour tous. L'objectif n'était plus de simplement soutenir les personnes dans des situations problématiques spécifiques. À partir de ce moment tous les citoyens ont acquis un droit égal à une vie décente assurée par le gouvernement. Une dimension essentielle de cette sécurité sociale était son caractère universel qui, selon les spécialistes des sciences sociales, a prouvé sa validité : « *L'expérience de la prospérité dans les démocraties occidentales montre que l'objectif d'un faible taux de pauvreté doit être universel et viser toutes les couches de la population et ne pas se limiter aux pauvres. Dans les pays où le gouvernement ne veut s'occuper que des nécessiteux, la pauvreté est la plus élevée. Prenez par exemple les États-Unis. L'explication est simple : l'approche universelle fonctionne de manière préventive : on n'attend pas que quelqu'un soit pauvre pour intervenir.* » ³

Au cœur du projet de l'après-guerre se trouvait une distribution équitable de la richesse produite pour que tout le monde puisse en profiter. En regardant les débats politiques actuels, il est clair combien nous avons perdu notre aspiration à l'égalité sociale. Quel gouvernement en Europe de l'Ouest ose réclamer plus d'égalité (et donc plus d'impôts redistributifs) pour des systèmes universels, au lieu de l'allègement limité de la pauvreté que les partis de droite sont en train d'instaurer ?

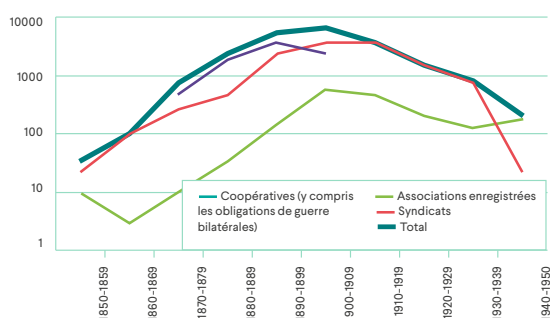
*La vie en sécurité et l'émancipation étaient les objectifs classiques de l'État-providence. Le développement personnel était lié à une liberté accrue. Cependant, il est important de noter que cette vision est plus ancienne que le socialisme. Comme le montre la philosophe Martha Nussbaum dans *Creating Capabilities*, elle fait également partie intégrante de la pensée libérale.*



1.1 La liberté par la sécurité

L'établissement de l'État-providence a conduit à une période de sécurité croissante, que ce soit dans le domaine de l'emploi, de la santé, du logement ou des retraites. Pendant cette période, nous avons également gagné plus de liberté. Cela est dû en partie à l'augmentation du pouvoir d'achat, mais aussi à une partie du projet politique : en particulier, la reformulation idéologique du socialisme. Joop den Uyl, le leader politique néerlandais de l'époque, déclarait : « *Le socialisme a toujours été un mouvement qui envisageait la libération de l'individu.* » Cette idée se reflétait dans son rapport de 1951, intitulé « *The Road to Freedom* » (La voie de la liberté), en référence à la perspective anti-égalitaire sur la liberté d'Hayek (Hayek 1944). Le journaliste Marcel ten Hooen résume cette politique de l'après-guerre : « *Den Uyl a formulé un programme pour donner aux individus un plus grand contrôle sur leur propre existence et plus de liberté. Avec des investissements publics plus élevés, il a voulu offrir le bien-être, la culture, une bonne éducation, des soins décentes et de bons logements à la portée de tous, afin d'augmenter les chances de développement personnel. La pensée sous-jacente était que les gens auraient plus de liberté de se développer si l'État-providence les libérait des incertitudes économiques de la vie.* »⁴

La vie en sécurité et l'émancipation étaient les objectifs classiques de l'État-providence. Le développement personnel était lié à une liberté accrue. Cependant, il est important de noter que cette vision est plus ancienne que le socialisme. Comme le montre la philosophe Martha Nussbaum dans *Creating Capabilities*, elle fait également partie intégrante de la pensée libérale. Elle se réfère à Thomas Paine, l'un des auteurs de la Constitution américaine. Paine militait pour des impôts progressifs, avec un taux de 100 pour cent pour les revenus les plus élevés, et pour la réduction du chômage en mettant en œuvre des travaux publics.



Évolution du nombre de nouvelles institutions d'action collective (coopératives (y compris les obligations de guerre bilatérales), syndicats et associations enregistrées) par décennie aux Pays-Bas, 1850-1950 (échelle logarithmique). Source : De Moor, T, 2013:17.

1.2 Les fondements de l'État-providence

Le développement d'un système national de sécurité sociale après la Seconde Guerre mondiale n'est pas sorti de nulle part. Bien sûr, les gouvernements ont ressenti le besoin de récompenser leurs populations pour leurs énormes sacrifices pendant la guerre. Et en même temps, ils craignaient que les partis communistes ne deviennent trop puissants. Mais, comme l'a montré le rapport Beveridge, le processus de remplacement des systèmes locaux par un système national universel n'a pas commencé à zéro. Dès le début de la révolution industrielle, les travailleurs se sont organisés pour dénoncer les conditions de travail et de vie inhumaines. Cela a conduit à des manifestations dans la rue, parfois même violentes, et à de nouveaux mouvements politiques. Ceux-ci ont mis en évidence comment le capitalisme sauvage de la révolution industrielle avait appauvri la classe ouvrière et déplacé les paysans, transformant les zones urbaines en ghettos pitoyables et insalubres. Accepterions-nous maintenant de travailler douze heures dans une usine pour gagner un salaire de misère, nous forçant à vivre dans des taudis et à faire travailler nos enfants au lieu de les envoyer à l'école ?

Des décennies avant la naissance des systèmes de sécurité nationaux, les citoyens s'étaient déjà organisés autour de deux objectifs connexes. L'un était la lutte sociale pour une meilleure politique, faisant pression sur les politiciens pour introduire des lois sur les heures de travail maximales, les conditions de travail et pour mettre fin au travail des enfants. En même temps, une vaste palette d'initiatives d'auto-organisation ont émergé. Les travailleurs ont créé leurs propres banques d'épargne locales, des coopératives de pain abordable, des formes locales d'assurance maladie (caisses d'assurance maladie), des syndicats et d'autres formes de mutualisation. La recherche montre qu'il y a eu une vague d'initiatives citoyennes pendant plus d'un siècle avant l'introduction de l'État-providence. La professeure d'histoire Tine De Moor l'explique comme une réaction de la population contre une situation d'insécurité, à la suite de l'échec combiné de l'État et du marché. Les gouvernements ne réglaient pas suffisamment les nouvelles formes émergentes de travail et de conditions de vie, qui conduisaient à des changements de vie très inégaux, car les marchés étaient déconnectés du tissu social dont ils dépendaient.

1.3 Le Sud et la Terre oubliés

Dans ces trois décennies de l'après-guerre, il y avait un large consensus sur le fait que l'État et le secteur public définissaient principalement l'avenir du pays. Les marchés, y compris les marchés financiers, étaient strictement réglementés. En se concentrant sur une croissance économique continue, les États étaient



complices et pourtant aveugles vis-à-vis de deux failles fondamentales du système : l'exploitation du Sud et de la Terre. Ce n'est pas une coïncidence si en 1972, à la fin de cette période, le premier rapport *Limits to Growth* du Club de Rome a été publié. Il a démontré que l'exploitation aveugle et la pollution de la terre entraînaient de graves problèmes environnementaux et de santé publique. Le rapport contenait le message clair que sans un changement radical, l'humanité ne serait pas capable de vivre dans les limites de notre planète à l'avenir. Le progrès économique dans le Nord était d'ailleurs basé sur l'exploitation des pays du Sud, à travers l'impérialisme dans le passé jusqu'aux relations inégales centre-périphérie à l'époque actuelle. Comme dans les siècles précédents, les produits du Sud arrivent ensanglantés. L'énorme croissance de l'industrie manufacturière occidentale s'est faite au détriment des pays et des communautés du Sud, en extrayant de plus en plus de ressources naturelles et, ce faisant, en créant une énorme dette écologique.

Pendant cette période de capitalisme social, il y avait un sentiment de certitude spécial en Occident. Cela ne signifie pas que tout le monde avait tout de suite accès à une vie meilleure, mais on s'attendait à ce que l'on puisse faire des progrès dans la vie, ou au moins offrir

à ses enfants un meilleur avenir. Ce sentiment d'un bon avenir se traduisait par l'emploi au format 40/40. Les grandes usines - pensez à l'industrie automobile - offraient aux travailleurs d'éducatons différentes un emploi permanent. La perspective de travailler pendant quarante ans, quarante heures par semaine, avec le même patron, avec les mêmes collègues, était une offre attrayante après la sombre insécurité de l'emploi des années 1930 et 1940. De nos jours, cela semble difficile à imaginer. Qui veut signer un contrat pour la vie à 25 ans ?

Cette période de trente années de progrès a pris fin au cours des années soixante-dix. La surproduction, deux crises pétrolières qui ont rendu l'énergie chère, la fermeture d'anciennes industries et la concurrence croissante de nouvelles zones de production - comme le Japon - ont plongé les pays industrialisés dans une crise profonde.

La recherche montre qu'il y a eu une vague d'initiatives citoyennes pendant plus d'un siècle avant l'introduction de l'État-providence.

2. Le combat indécis pour la liberté : L'État du néolibéralisme

À la fin des années soixante-dix, la politique traditionnelle de la gauche était en mauvais état, manquant de réponses innovantes à la crise économique profonde. Cela a conduit à l'élection de nouveaux dirigeants avec une vision radicalement différente sur la façon d'organiser la société. Aux États-Unis, le républicain Ronald Reagan a remporté les élections avec la vision que « *le gouvernement ne fait pas partie de la solution, mais partie du problème* ». Au Royaume-Uni, Margaret Thatcher, conservatrice, a été élue au poste de Premier ministre avec une vision claire : « *Il n'y a pas de société, il n'y a que des hommes et des femmes qui doivent s'occuper d'eux-mêmes* ».

Ces deux éléments sont cruciaux pour la nouvelle période néolibérale qui allait durer pour au moins les trente années suivantes. Il est désormais admis que le principe du marché (la concurrence) est le meilleur moyen d'organiser différents domaines de la société, ce qui entraîne la libéralisation, la déréglementation et la privatisation des anciens secteurs publics. Ainsi, par exemple, aux Pays-Bas, l'assurance maladie publique

nationale a été remplacée par un système dans lequel les compagnies d'assurance privées jouent un rôle central. La liberté comme la sécurité sont désormais une tâche individuelle, car chacun doit devenir l'entrepreneur de sa propre vie. Dans cette période, nous observons une lutte entre deux concepts de liberté. Plus précisément : deux combinaisons différentes de liberté-sécurité, que nous appelons « émancipation » et « néolibéralisme ».

2.1 Le projet d'émancipation

Le premier projet de liberté, bien que ses racines soient beaucoup plus anciennes, se manifeste durant l'année symbolique de 1968 avec le mouvement des droits civiques aux États-Unis, les manifestations des étudiants partout dans le monde et avec le Printemps de Prague. Ces événements, qui défendaient l'émancipation, se sont transformés en mouvements sociaux axés sur des thèmes tels que la paix, l'environnement et les droits des femmes. Leur concept de liberté était clair : chacun a le droit de choisir son propre chemin, de faire ses



propres choix, de se séparer du joug de l'Église et de l'État. Cela implique relations de pouvoirs plus horizontales et différentes à travers des institutions telles que les écoles, les centres médicaux et la démocratie elle-même. À partir des années 1980, les partis Verts ont reflété cette lutte pour plus d'autonomie et une vie meilleure pour tous en politique. Ils ont réussi à traduire des revendications importantes de la nouvelle vague d'émancipation en politiques distinctes, comme les innovations en matière de sécurité sociale et de libertés (comme le congé parental, le crédit-temps, l'égalité des droits et le mariage homosexuel) et de sécurité écologique (normes environnementales et de santé et politiques climatiques), entre autres.

Le sociologue Bluhdom décrit ce projet de liberté comme une « émancipation de premier ordre », qui peut être comprise en « *Se référant aux années 1970 et 1980, lorsque les citoyens de plus en plus confiants se considéraient comme sujets de raison authentique, luttaient pour leur libération de la tutelle des élites traditionnelles et étaient déterminés à assumer la responsabilité pour le bien commun, qu'ils avaient l'intention de négocier et de mettre en œuvre de manière participative et démocratique* ». ⁵ Cela est en ligne avec l'analyse de l'un des fondateurs de la pensée écologique, Andre Gorz. Il souligne que dès le départ, le mouvement écologique était bien plus que la préservation de l'environnement ou de la nature. La résistance à la destruction de l'autonomie des individus ou des groupes est pour lui à l'origine du mouvement écologique lui-même : « *Le motif sous-jacent est toujours la défense du « monde de la vie » contre l'autorité des experts, contre la quantification et l'évaluation monétaire, contre l'échange d'autonomie et la capacité d'autodétermination de l'individu pour des relations de clientélisme dépendantes et mercantiles.* » ⁶ Sans nier ses succès considérables, le mouvement écologique a, dès le départ, critiqué la dimension paternaliste de l'État-providence, se basant sur l'hypothèse d'une famille nucléaire avec l'homme comme gagne-pain de la famille. Il questionne, de manière fondamentale, l'éthique du travail liée à une économie de croissance fondée sur le cercle sans fin de plus de production et de consommation.

Néanmoins, le concept de liberté émancipatrice n'a pas conquis la société : il réussit, dans une certaine mesure, mais n'atteint pas son but.

2.2 Le concept néolibéral de la liberté

Si l'État est considéré comme le problème et s'il n'y a pas de société avec laquelle établir des liens, le concept d'autonomie acquiert une signification totalement différente. Dans cette vision, c'est chacun pour soi dans un environnement compétitif et la vie devient un concours permanent. La meilleure image pour comprendre cette vision de l'humanité est une course à voile de bateaux en solo. Pour vous déplacer rapidement dans votre petit bateau, vous devez faire deux choses : d'abord, trouver le meilleur vent, et ensuite, mettre vos concurrents hors du vent. Dans cette vie, une telle *navigation stratégique/opportuniste* ne laisse aucune place à l'empathie ou à la coopération. Des auteurs tels que Richard Sennett ont décrit les effets de l'introduction de cette image dans les entreprises, les écoles et les relations humaines, etc. Ce qui était un emploi stable est maintenant remplacé par la tâche de devenir flexible. Sennett s'interroge sur ce que cela signifie si le détachement et la coopération superficielle sont mieux adaptés aux réalités actuelles que les comportements basés sur les valeurs de fidélité et de service. ⁷

Le néolibéralisme ne se limite pas au désengagement des gouvernements ou au *laissez-faire*, mais contient des politiques actives visant à affaiblir les secteurs publics et à soutenir les initiatives du secteur privé. La politique néolibérale développe actuellement des systèmes juridiques qui attribuent un champ d'action maximal aux entreprises internationales (les accords de libre-échange et leur système de règlement des différends entre investisseurs et États sont en sont un exemple clair). Cela est particulièrement vrai pour le secteur financier, où les banques sont maintenant autorisées à spéculer avec l'épargne des citoyens et commencent à développer d'innombrables séries de produits spéculatifs. Le concept néolibéral de liberté ne vise pas à renforcer les citoyens afin qu'ils puissent faire leurs propres choix ; il veut un maximum de liberté pour les entreprises, pour le principe de la concurrence.

Cette approche axée sur le marché est également ancrée dans la construction de l'Union européenne. En février 1992, peu après la chute du mur de Berlin, le traité de Maastricht a conduit à une intégration plus poussée à travers la création de l'Union européenne. Les États membres doivent désormais suivre les « normes de Maastricht » en matière de politique monétaire, tandis que les normes en matière de politique sociale sont totalement absentes. Le professeur Patrick Deboosere décrit cela comme une expérience néolibérale sans filet de sécurité en affirmant que : « ... différents analystes ont souligné le danger d'une démolition systématique de l'État-providence par un nivellement inévitable vers le bas en l'absence de normes claires pour une Europe sociale. » En 2004 et 2007, l'espace économique européen s'est étendu à 27 pays avec de très grandes



différences de salaires et de systèmes de sécurité sociale. Deboosere conclut : « *Les grandes entreprises européennes ont gagné leur bataille : la libre circulation des capitaux, des biens et des services et surtout un marché du travail avec un large surplus de main-d'œuvre où la libre concurrence pourrait suivre son cours.* »⁸

Des analystes plus positifs mettent en avant les avantages d'un marché unifié de l'UE sans frontières. Ils déclarent que l'impulsion économique provenant du marché élargi stimule la croissance économique, ce qui permet aux nouveaux pays entrant dans l'UE d'augmenter leurs salaires et leurs niveaux de vie pour atteindre le niveau de pays comme l'Allemagne. Il en va de même pour les normes environnementales, où les normes de l'UE ont conduit à des politiques nationales plus fortes. Sur le plan individuel, l'approche axée sur le marché présente l'importance de la consommation excessive pour communiquer notre identité. Notre culture de consommateurs dominante nous dit qu'il n'y a que deux choses importantes dans la vie : nous et notre pouvoir d'achat. Si on travaille dur et si on gagne assez d'argent, on peut acheter ce que l'on veut. Si vous passez une mauvaise journée, le centre de bien-être vous accueille. *Parce que vous le valez bien*, murmure la publicité dans vos oreilles. Notre identité est communiquée par les choses que nous achetons. Et avec l'invention du crédit à la consommation, le désir n'a plus besoin d'attendre : Je veux tout et tout de suite. Ce qui nous semble aujourd'hui évident, à savoir que nous ne portons pas un pull mais une marque, est une invention de cette époque. La culture de la consommation dicte qu'on n'achète plus des chaussures de sport mais que l'on désire une nouvelle paire de Nike.

Cette nouvelle réalité crée également de nouvelles formes d'insécurité : si vous n'êtes pas en mesure d'acheter les marques les plus emblématiques, ou de faire les bons choix, vous avez le sentiment d'être en dessous de vos capacités. Nos possessions et obsessions de consommateurs ont pris la place de nos liens réciproques avec les autres et avec notre environnement comme expression de notre identité. L'amour, qui est le reflet de ce à quoi nous sommes connectés, a été mis de côté par une faim omniprésente dans les publicités pour ce que nous ne possédons pas encore. C'est une période de néologismes et d'abréviations que l'on retrouve déjà sur les terrains de jeu : *loser* (perdant, si vous ne gagnez pas la course) et *YOLO* (on ne vit qu'une fois).

Blühdorn décrit cela comme une émancipation de second ordre ou réflexive. Elle se rapporte à « une tendance dans les faits depuis les années 1990, entraînant *une délivrance partielle de certaines responsabilités, celles-là mêmes pour lesquelles les citoyens avaient lutté précédemment avec enthousiasme. En particulier, elle cherche à se libérer de la surcharge morale et intellectuelle et appelle à une réévaluation des impératifs sociaux ou écologiques*

contraignants. »⁹ On pourrait se demander si l'adjectif « réflexif » est le plus approprié ; on pourrait aussi utiliser « pervers », sur la base des promesses non tenues du néolibéralisme, dont nous parlerons plus tard.

2.3 Les innovateurs radicaux

Cette évolution dominante ne doit pas occulter le fait que des citoyens actifs aient réalisé des innovations cruciales durant cette période. Qui a construit, par exemple, la première éolienne de l'ère moderne pour générer de l'énergie renouvelable et qui a remis à la mode les magasins d'occasion, les précurseurs de l'« économie circulaire » locale ? C'étaient des citoyens engagés, dans différents pays, construisant déjà une autre Europe. De plus, l'économie du partage a été ré-imaginée à ce moment - là par les citoyens qui font campagne pour les moyens de rétablir une bonne qualité de l'air dans leurs villes : bien avant que les entreprises ou les gouvernements aient pensé à ce sujet, les *provos* (provocateurs) ont introduit les *vélos blancs* à Amsterdam, destinés à être utilisés librement par tout le monde.

Cela nous enseigne une leçon importante : les innovations sociales cruciales ne sont pas forcément développées dans les institutions universitaires ou les grandes entreprises. Nous ne devrions jamais sous-estimer ce dont les citoyens sont capables par la coopération. De plus, leurs campagnes politiques ont empêché des projets dangereux, tels que couvrir l'Europe de centrales nucléaires. Au Danemark et en Irlande, les manifestations ont conduit les gouvernements à abandonner leurs projets de construction. En Belgique, plus de la moitié des vingt centrales nucléaires prévues, dont la première sur la côte proche de Bruges, n'ont jamais été construites.

En d'autres termes, en essayant de se libérer de la domination néolibérale, les citoyens n'ont pas seulement protesté, mais ont en même temps développé des alternatives. Ils ont expérimenté de manière très active toute une gamme d'innovations sociales. Ils ont protesté contre les centrales nucléaires tout en jetant les bases de l'*Energiewende* (plan allemand de transition énergétique renouvelable, dont un exemple est Fribourg, ville toujours championne de la durabilité). Beaucoup d'activistes du mouvement écologiste se sont ensuite aussi impliqués dans la politique verte.



Alors que la création de la richesse sociale demeure un objectif important, davantage de responsabilités sont maintenant attribuées à l'individu. La relation entre le risque et la sécurité a changé, au point que la prise de risque active est maintenant considérée comme un élément essentiel d'une économie dynamique et de notre vie personnelle.

En résumé, il s'agit de beaucoup plus que l'héritage badin des manifestations étudiantes et du mouvement hippie. Il s'agit d'aller jusqu'à une remise en question critique des fondements de l'État-providence et à la formulation de la question (écologique) de savoir si plus de bien-être mène encore à plus de prospérité.

2.4 La troisième voie : le vide à Gauche

Nous avons décrit plus haut comment, dans les années 1970, la droite politique avait opté pour le néolibéralisme en réponse à la crise économique. Aussi, depuis cette décennie, la gauche a eu besoin d'un renouvellement de sa vision de la société, ou du moins d'une nouvelle voie pragmatique pour rester au pouvoir en tant que parti centriste. On parlait alors de la « troisième voie » : une alternative aux politiques keynésiennes et au néolibéralisme. Les partis travaillistes centristes ont adopté l'hypothèse néolibérale que le marché est plus efficace que l'intervention du gouvernement. Alors que la création de la richesse sociale demeure un objectif important, davantage de responsabilités sont maintenant attribuées à l'individu. La relation entre le risque et la sécurité a changé, au point que la prise de risque active est maintenant considérée comme un élément essentiel d'une économie dynamique et de notre vie personnelle. Les sociaux-démocrates n'acceptent toujours pas l'inégalité, mais ont redéfini l'égalité, en se concentrant maintenant sur l'égalité des chances, par opposition à l'égalité des résultats. Peter Mandelson (politicien travailliste britannique) a déclaré en 1998 qu'il était « très détendu au sujet des gens qui devenaient bourrés de fric ». Cet accent mis sur la responsabilité personnelle se reflète, entre autres, dans la réforme de la sécurité sociale en subordonnant les prestations à l'obligation de travailler.

Une telle pensée de la « Troisième Voie » partage la critique du mouvement de l'émancipation sur le cadre suffocant de l'État-providence. Cependant, cela ne

conduit pas à un choix de formes sociales d'affiliation nouvelles et libératrices. Au lieu de cela, l'accent est mis sur la responsabilité individuelle et sur les forces du marché.

Cela se reflète également dans la politique environnementale adoptée par le « New Labour », avec le concept de « modernisation écologique » en Europe et de « capitalisme naturel » aux États-Unis. Ce point de vue ne remet plus en question le modèle économique. Il prévoit une politique environnementale efficace basée sur l'innovation technologique, l'augmentation de l'activité du marché et la gestion environnementale des entreprises. Nous n'avons pas besoin de changer le monde : le rendre plus vert fera l'affaire.

Nous connaissons bien les résultats de la Troisième Voie à présent. Sur le plan électoral, elle a d'abord semblé intelligente (par exemple, pour le Parti travailliste britannique de 1997 à 2010). Cependant, cette politique a conduit à une augmentation des inégalités et à une privatisation massive de certaines parties du secteur public. Idéologiquement, cela a signifié une gauche qui se sépare de ses racines. Elle s'est rebaptisée « progressiste », afin de pouvoir se racheter du devoir moral de se battre pour les plus faibles de la société. L'émancipation de second ordre était en plein accomplissement.

De plus, l'accent mis unilatéralement sur l'individu (plus de droits au niveau éthique, comme le mariage homosexuel, avec plus d'obligations sur le plan économique, comme le devoir de travailler) a conduit à un tabou politique sur tout ce qui touche à la valeur collective, la coopération basée sur la communauté, et ainsi de suite. Ce vide à gauche a laissé un maximum d'espace libre aux partis de droite sur le plan politico-idéologique.

2.5 Un sobre équilibre

De loin, il est clair que les concepts néolibéraux de « liberté » et de « sécurité » sont devenus dominants (du moins en Occident) à la fin du 20^{ème} siècle. C'est particulièrement le cas dans le domaine du commerce international et de l'économie à travers la mondialisation économique. La croissance incroyable du secteur financier a conduit à la financiarisation de presque tout (vous pouvez maintenant même spéculer sur le prix futur de la nourriture) et a transféré le pouvoir des gouvernements élus et démocratiques aux élites et aux sociétés internationales. Mais il s'est également immiscé davantage dans la vie de chaque citoyen. Par exemple, les biens publics qui étaient disponibles pour la plupart des citoyens dans les années soixante-dix (services de santé publique et éducation publique de qualité et abordables) sont devenus des services de moindre qualité et plus coûteux et sélectifs dans de nombreux pays. Vous avez moins de sécurité, mais aussi



la « liberté » de choisir dans ces systèmes de plus en plus mercantiles.

Cette évolution va de pair avec l'introduction d'un modèle de responsabilité personnelle et de faute. C'est votre tâche personnelle « d'y arriver » dans la vie pour réussir. Vous avez de nombreuses opportunités (ou cela semble être ainsi). Si vous y arrivez, vous êtes fantastique. Si vous échouez, il n'y a qu'une seule personne à blâmer. Le film « I, Daniel Blake » de Ken Loach montre comment la sécurité sociale, déformée par l'austérité et les principes du marché, peut conduire à des catastrophes sociales. Blake, un menuisier qui n'a jamais travaillé avec des ordinateurs, tombe malade et est littéralement détruit par les autorités sanitaires qui doivent travailler selon les principes du marché (toute communication avec le système est numérique). Le film montre comment la solidarité et la compassion sont remplacées par des gens solitaires et des systèmes impitoyables.

L'histoire de Daniel Blake ne concerne pas seulement la sécurité sociale. La transition économique vers une économie de services a aussi signifié la perte de beaucoup d'emplois pour les travailleurs. Pour les hommes d'Europe occidentale n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires, l'emploi est passé de 70% en 1976 à 33% en 1997. Près de la moitié de ces chômeurs vivaient dans la pauvreté sans l'intervention de l'État. C'est plus qu'une question rhétorique : cette situation est-elle liée à la montée des partis populistes de droite en Europe ?

Pour les mouvements émancipateurs et leur traduction politique, les partis Verts, les années 1990 sont les années de prospérité et de rechute. Par exemple, la conférence de Rio sur le développement durable a été couronnée de succès en 1992, et les partis verts ont commencé à prendre part aux gouvernements de nombreux pays européens. Des politiques environnementales fortes ont été élaborées, les zones naturelles ont été protégées, de nouvelles formes de crédit-temps ont été introduites, ce qui a accru l'autonomie des citoyens. Néanmoins, le concept de liberté émancipatrice n'a pas conquis la société : il réussit, dans une certaine mesure, mais n'atteint pas son but. Ce changement de société et de politique, avec le succès puis la chute de l'idéal émancipateur, est lié au succès plus important du concept néolibéral de liberté. Ce concept de liberté réussit à réduire la construction de l'identité en un projet individualiste, où la consommation joue un rôle important.

Comment en est-on arrivé là ? Une première explication concerne la lutte pour l'espace sociétal libéré. Le mouvement émancipateur voulait plus d'espace pour les citoyens en réduisant la portée de l'État et d'autres structures traditionnelles disciplinaires, bureaucratiques et paternalistes. L'idéologie néo-libérale préconise également un autre rôle du gouvernement : il ne s'agit pas tant

de repli que de création d'un espace actif pour les entreprises dans le marché (Hayek, 1978). Les années 1980 et 1990 sont le champ de bataille de ces deux concepts de liberté, de deux acteurs en dehors de l'État : la société civile et les entreprises. Une différence cruciale réside dans l'échelle : alors que les entreprises sont organisées à l'échelle internationale, cela est moins évident pour les nouveaux mouvements civils et les syndicats. Seul le mouvement anti-mondialisation regroupera plus tard ses forces au-delà des frontières. Dans le même temps, les grandes entreprises ont largement pris possession de l'espace libre et la concentration du pouvoir de marché a atteint un niveau sans précédent (CNUCED 2017).

Une deuxième explication concerne l'évolution de la plupart des nouveaux mouvements sociaux. Partant principalement d'une position de critique radicale, la professionnalisation et la construction d'une relation avec les politiciens élus mènent à une attitude pragmatique. Les propositions doivent maintenant être réalisables dans le cadre de la politique actuelle. La dépendance croissante à l'égard des subventions ainsi que les frais d'adhésion des électeurs traditionnels à de nombreuses organisations non gouvernementales ont parfois conduit à une acceptation sans critique des options politiques du gouvernement. Les mouvements se transforment en ONG dépolitisées, souvent avec une approche de consultation claire ; parce qu'ils se concentrent fortement sur les politiques actuelles, ils ne remettent plus en question le système global. Bien sûr, tous ces mouvements sont le fruit de leur époque. Ils ne se concentrent pas arbitrairement sur le faisable et ne veulent effrayer personne ; leur base radicale de citoyens critiques a évolué au fil des années pour inclure un nombre grandissant de consommateurs, exprimant le type d'émancipation de second ordre.

L'écologie politique doit être mise à jour, alors que ses questions et principes fondamentaux n'ont rien perdu de leur valeur.

Cette analyse mène à deux conclusions.

Premièrement, la remise en question radicale de la société de consommation industrielle et sa traduction idéologique dans *l'écologisme* ont été élaborées et épuisées à travers différentes phases, des idées radicales aux propositions réalisables, en passant par les réalisations pratiques. Ce n'est pas une catastrophe - bien au contraire, il y a de quoi être fier- mais c'est une observation qui requiert la bonne conclusion : la nécessité d'un *retour aux racines*. L'écologie politique doit



être mise à jour, alors que ses questions et principes fondamentaux n'ont rien perdu de leur valeur. On peut ainsi dire que la boucle est bouclée. Le temps d'un deuxième mouvement circulaire est arrivé pour relancer une mise en question radicale de notre société actuelle, de ses relations de pouvoir, de l'inégalité croissante et de la destruction écologique.

D'autre part, le rêve de l'autogestion par les citoyens autonomes n'a pas été réalisé. Le mouvement d'émancipation espérait que de plus en plus d'activités pouvaient être détachées de l'emprise du marché et de l'État. Cela a certainement été réalisé à plusieurs niveaux, mais en payant un prix élevé. Il en va de même au niveau individuel. Alors que le mouvement écologique souhaitait travailler sur le développement personnel dans le cadre de la prise en charge mutuelle, l'individualisation s'est développée sous la forme d'une *traversée opportuniste* au lieu d'une *autonomie qui repose sur les liens sociaux et environnementaux*. Dans un environnement concurrentiel, nous sommes encouragés à ne plus être structurellement connectés, mais à choisir plutôt les gains à court terme dans un contexte d'incertitudes multiples. Tout cela mène à un grand devoir de créer un projet sociétal plein d'espoir ; un qui relève la barre entre la liberté de choix individuelle et la responsabilité et l'engagement de la société.

Nous pouvons heureusement ajouter à cette analyse le fait que le mouvement circulaire a débuté. Depuis plusieurs années, nous constatons que de nouveaux mouvements remettent radicalement en cause l'insuffisance des progrès réalisés pour atteindre l'objectif d'une bonne vie pour tous à l'intérieur des limites planétaire. Les mouvements Youth for Climate et Extinction Rebellion soulignent à juste titre que les politiques climatiques manquent d'ambition alors que la biodiversité continue de s'effondrer. Quant au mouvement Black Lives Matter, il dénonce la discrimination structurelle et la violence envers les personnes non blanches, luttant pour la justice raciale. Dans le même temps, de nombreux groupes différents dans le monde insistent sur la nécessité de décoloniser, notamment remettant en cause la vision occidentale de l'économie extractive, qui continue de dépouiller le Sud de ses ressources.

2.6 La promesse non tenue de la croissance néolibérale

Alors que le modèle économique de la *société de production* de l'après-guerre s'effondrait, la politique néolibérale promettait des temps meilleurs avec l'émergence de la *société de consommation*. La délocalisation de la production (et de la pollution) vers la Chine nous fournirait des produits bon marché alors que nous pourrions investir dans des technologies propres et un secteur tertiaire bien rémunéré chez nous. Avec l'image

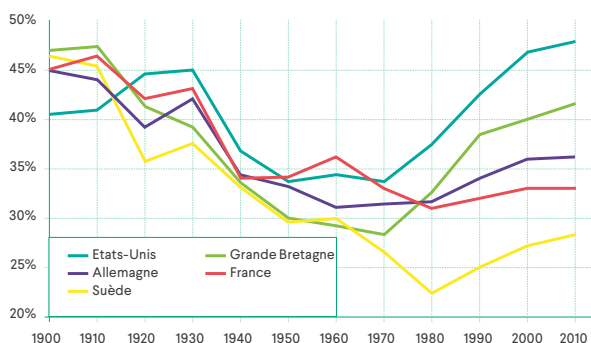
de l'*homo economicus*, chacun en concurrence avec les autres, le monde deviendrait un meilleur endroit pour nous tous. Hélas, cette promesse n'a pas été tenue du point de vue social et économique.

L'État providence, en tant que plus grand projet sociétal du 20^{ème} siècle, a réussi à réduire l'inégalité sociale au niveau le plus bas jamais mesuré dans les économies de marché capitalistes. Le sociologue français Rosanvallon l'appelle, non sans raison, le *siècle de l'égalité*. Comme Thomas Piketty l'a montré dans *Le Capital au 21^{ème} siècle*, cette grande réussite est maintenant perdue dans des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, dans des pays comme l'Allemagne. Ce qui est parfois décrit comme « gagnants et perdants de la mondialisation » est très visible dans le graphique ci-dessous. Si, au Royaume-Uni, 10% des personnes ayant les revenus les plus élevés recevaient moins de 30% du revenu total au milieu du 20^{ème} siècle, ce pourcentage a augmenté pendant la période néolibérale pour atteindre le niveau inédit de près de la moitié du revenu total au début du 21^{ème} siècle. Même avec une augmentation du pouvoir d'achat en moyenne, cela signifie que les faibles revenus stagnent depuis des décennies. Nous pourrions ajouter à ce graphique une carte de la France, avec les régions ayant un grand pourcentage de personnes peu qualifiées et sans emploi et les régions où le parti d'extrême droite de Le Pen connaît beaucoup de succès. La corrélation entre les deux est beaucoup plus élevée que la coïncidence pourrait le permettre.

Ce n'est pas une coïncidence si les riches s'enrichissent : leur enrichissement est directement lié aux politiques néolibérales par essence, à savoir celles qui réduisent les impôts sur les entreprises et le capital tout en limitant et/ou en privatisant les services publics tels que la santé, les retraites et l'éducation.

La destruction écologique n'a pas non plus été freinée pendant cette période. La croyance selon laquelle *la croissance est une vague qui inondera toutes les bateaux*. (Kuznets) - que la croissance économique est bonne pour la société et le développement socio-écologique - s'est avérée erronée. Malgré le développement de politiques environnementales nationales et l'écologisation du monde des affaires et de la consommation, la croissance économique a conduit à une dégradation accrue et continue des écosystèmes locaux et de la planète en général. Nous sommes maintenant au-delà des limites d'une zone d'exploitation sûre dans les domaines du changement climatique, de la perte de biodiversité et des cycles biochimiques dans nos océans. Donc, nous devons remplacer l'ancien axiome par un nouveau dicton : *la croissance est une marée qui finira par couler tous les maisons*. Nous pouvons décrire la période néolibérale comme le moment où nous, en tant qu'humanité, avons raté l'occasion de changer notre société d'une manière





La part des revenus du décile supérieur en Europe et aux États-Unis, 1900-2000. Dans les années 1950-1970, la part des revenus du décile supérieur représentait environ 30 à 35% du revenu total en Europe comme aux États-Unis. Source : <http://piketty.pse.ens.fr/files/capital21c/pdf/G9.7.pdf>

réelle, forte et durable, en restant à l'intérieur des limites des capacités de la terre des humains. Les leçons du rapport du Club de Rome ont été négligées.

2.7 L'Europe, une demeure sans toit

L'Europe est une demeure sans toit : il y a plusieurs espaces politiques et économiques, mais il n'y a pas de protection sociale pour les citoyens. Métaphoriquement, par mauvais temps, beaucoup de gens prennent la pluie. L'Europe a créé un marché commun, sans pour autant l'intégrer dans un cadre fort de régulation écologique et sociale. Cela a conduit à un nivellement par le bas ; un terrain de jeu où les entreprises mettent les nations en concurrence les unes avec les autres pour minimiser les taxes.

Cependant, l'incertitude dans le système économique est plus profonde que sa conception néolibérale.

L'incertitude fondamentale est liée à l'impératif inhérent de la concurrence et de la croissance, qui à son tour est motivé par un système basé sur l'argent, reposant sur les intérêts et les dettes et sur l'interminable nécessité de surpasser les autres. Celui qui emprunte doit rembourser avec intérêt et gagner plus d'argent que ce qu'il paierait sans prêt, ce qui signifie produire plus. C'était également le cas au 20^{ème} siècle : les crises font partie intégrante du système.

Au cours des dernières décennies, une dimension supplémentaire a été ajoutée au système, nommée la « financiarisation » (une montée de la marchandisation et de la monétarisation). Plus de profits peuvent être faits en spéculant avec des produits financiers que par le commerce et la production de biens réels ou la fourniture de services réels. Cela sape fondamentalement les tentatives de parvenir à un système économique stable et sûr. La finance devrait servir l'économie réelle. Sous la financiarisation, cependant, elle a très peu à voir avec l'économie réelle. La financiarisation est une réalité dans laquelle les marchés financiers, les institutions et les élites prennent de l'importance. Un prêt hypothécaire n'est plus (seulement) un moyen d'acheter une maison, mais un produit financier qui est divisé et reconditionné en de nouveaux produits destinés à être vendus sur les marchés financiers. Les mêmes formes de spéculation se retrouvent dans presque tous les secteurs - pensons à la production céréalière future ou aux prix du pétrole brut d'ici trois ans. Si ça tourne mal, comme en 2008, le système économique et financier risque de s'effondrer. À ce stade, l'Europe a raté une occasion unique d'instaurer des réglementations financières équitables et solides qui allieraient la réduction du secteur financier à son véritable objectif (à savoir d'être subordonné aux objectifs démocratiques et au soutien de la société et de l'économie) avec l'instauration d'un système d'impôts équitables (rendant l'évasion fiscale impossible).

3. L'Europe à la croisée des chemins

3.1 La fin ou l'avenir de l'Histoire

En 1989, l'année de la chute du mur de Berlin, le penseur conservateur américain Fukuyama a publié un essai (et plus tard un livre homonyme) : *La Fin de l'histoire*. Il a été cité partout comme la juste interprétation de la nouvelle ère à nos portes. Les pays qui sont arrivés au stade de la combinaison d'une démocratie parlementaire et d'une économie de marché ont été jugés comme les endroits les meilleurs, les plus stables et la destination

définitive de l'évolution civilisationnelle. C'est comme si vous étiez au paradis, alors pourquoi quitteriez-vous cet endroit ?

Une économie déréglementée, dopée par un crédit illimité d'un secteur financier qui a déraillé, est cependant très instable. La crise financière de 2008-2009 l'a encore une fois prouvé. Ce fut la plus grande crise économique depuis les années 1930, exigeant des dépenses publiques inouïes pour restabiliser le secteur bancaire : la dette



privée s'est ainsi transformée en dette publique. Pour prendre l'exemple de la Belgique, un petit pays, la dette nationale, à rembourser par ses citoyens, a augmenté de l'incroyable montant de 100 milliards d'euros. Cela a rendu la zone euro instable et a forcé la Banque centrale européenne à lancer la création de montants d'argent inimaginables, dont les villes et les citoyens européens n'ont pas vu un seul centime. En même temps, cet argent abondant tire la valeur des actifs vers le haut, créant une inflation des actifs, en particulier sous la forme de la hausse des prix des logements et des loyers.

En 2012, Fukuyama écrit un autre essai remarquablement moins cité : *L'Avenir de l'histoire*. Dans cette analyse, l'auteur admet sa propre erreur de jugement complète, antérieure de 20 ans : « Le modèle de croissance économique permanente était une illusion basée sur l'emprunt de masses d'argent par les consommateurs américains. L'idéologie du marché libre est devenue une religion. Cela a créé une fausse impression de prospérité, et je pense que tout le monde sait que ce système, avec son instabilité inhérente, n'a aucun avenir. C'est clair : la croyance complètement déplacée dans l'autorégulation du marché libre est la cause de la crise. »

Il est également critique envers l'autre élément qu'il avait loué en 1989. Les démocraties développées sont confrontées à des problèmes à long terme pour lesquels leur système politique n'a pas de réponse : « *L'organisation politique actuelle ne permet pas vraiment aux démocraties libérales de s'attaquer aux problèmes et, dans certains cas, ne fait qu'aggraver la situation. Compte tenu de l'échec du marché, nous devons réévaluer l'importance de la politique, réfléchir sur nos institutions politiques.* »¹⁰

3.2 Le terrain de deux courants

Depuis le début de la crise financière de 2008, l'Europe est à la croisée des chemins : deux courants différents y creusent leur sillon. Le courant dominant était le néolibéralisme, incarné par des gouvernements tournés entièrement vers des politiques d'austérité. La Commission européenne appliquait des politiques similaires, le traitement de la Grèce dévoilant une focalisation dogmatique sur l'austérité, les objectifs monétaires et un aveuglement inhumain quant aux conséquences du démantèlement des systèmes de sécurité sociale. Résultat de plusieurs décennies de dérégulation et d'accords de libre-échange, les grandes multinationales ont désormais plus de pouvoir que les petits États-nations.

Qu'attendre d'un scénario néolibéral sinon une marchandisation croissante de la société et la réduction systématique des services publics sur une planète en péril. Nous y recevrons constamment le message que la vie est une fête à condition que nous la prenions en

main, sur fond de recul des équipements collectifs et des services écosystémiques qui rendent la vie possible. Certes, beaucoup de gens auront un smartphone. Et il y aura du WIFI gratuit partout. Et pendant un temps encore, un « citytrip » pour Barcelone restera pour ainsi dire gratuit. Cette liberté semblera vous sourire à travers un sympathique émoticône. Mais, pendant ce temps, le prix des soins médicaux augmentera, tout comme les frais d'inscription à l'université, et de plus en plus de jeunes enfants souffriront d'asthme à cause de la pollution atmosphérique. Dans ce scénario, l'insécurité s'insinue chez chacun d'entre nous, nous rendant mal à l'aise et constamment stressés.

Les néolibéraux croient encore et toujours que l'avenir ne sera que la continuation d'aujourd'hui. Ils oublient que nous sommes et serons de plus en plus confrontés à des stress et à des chocs auxquels nous devons nous préparer ou, mieux encore, contre lesquels nous avons entrepris des actions préventives. Tous ces risques systémiques sont interconnectés : le système financier chancelant pourrait connaître un nouvel effondrement ; l'augmentation rapide des émissions de gaz à effet de serre entraînera des chocs climatiques ; les mouvements migratoires peuvent emporter des démocraties précaires pour en faire des régimes autocratiques. Entre autres exemples, le changement climatique affecte déjà la sécurité alimentaire en Afrique et aggrave l'instabilité et la violence au Moyen-Orient, tandis que la surévaluation des stocks de combustibles fossiles menace la valorisation boursière des compagnies pétrolières. Toutes ces incertitudes alimentent les politiciens qui cherchent à exploiter nos craintes et fondent leurs réponses sur l'insécurité. Ces pratiques se traduisent le plus souvent par des plaidoyers en faveur d'un renforcement de la loi et de l'ordre, c'est-à-dire des budgets gonflés pour la police, l'armée et la discipline, des choix qui génèrent le plus souvent de nouvelles craintes tout en ne s'attaquant nullement aux causes profondes. Ces charlatans cherchent à gagner et à conserver le pouvoir en ne s'attaquant pas aux grands problèmes de notre époque.

Le néolibéralisme a été le courant dominant en Europe jusqu'en 2019. Les gouvernements et la Commission européenne étaient emprisonnés (nous emprisonnaient dans le même temps) dans leurs politiques néolibérales – la croyance selon laquelle les marchés libéralisés sont le meilleur moyen de relever les défis sociétaux, doublée d'un scepticisme par rapport à l'intervention étatique. C'est le courant des oublieurs du futur. Leur soutien sans démenti à l'AECG et au MERCOSUR a démontré une adhésion permanente à l'illusion qu'une économie de marché libre englobant le monde entier – basée sur le profit et la concurrence – nous permet de construire un monde humain orienté vers la prospérité. Cette vision supposait qu'une intégration économique mondiale plus poussée dans le sens de la financiarisation et de la concentration des marchés favoriserait une coopé-



ration politique croissante dans et au-delà de l'Union européenne. C'est pourtant le contraire qui est devenu réalité, comme l'a montré le triste exemple du Brexit.

Mais la donne a désormais changé, à deux niveaux. Premièrement, les élections européennes de 2019 ont fait naître une nouvelle Commission européenne qui insiste de manière beaucoup plus nette sur certaines politiques décisives dans les domaines du changement climatique, de l'économie circulaire et de la biodiversité. En lançant le Green Deal européen, la nouvelle Commission européenne a réellement changé de cap. Elle poursuit des objectifs clairs, tels que la neutralité climatique en 2050, la transition vers une économie circulaire et la préservation du capital naturel de l'Europe. Nous ne pouvons que nous en féliciter, même si un soutien critique s'avère indispensable. L'accent reste encore largement placé sur la compétitivité et la croissance, dans l'idée que cette dernière pourrait être découplée de l'utilisation des ressources. Seulement voilà, le rapport « Croissance sans croissance économique » de l'Agence européenne de l'environnement démonte l'illusion du découplage. L'écart entre les ambitions politiques et les budgets, au sens concret, est un autre point faible. Le Green Deal européen est loin d'être parfait, comme nous le rappelle par exemple le décalage entre sa vision progressiste « de la ferme à la fourchette », en matière de politique agricole, et la réalité en vertu de laquelle la Politique Agricole Commune stimulera également l'agrobusiness dans les prochaines années, 80 % des subventions allant aux 20 % des exploitations les plus importantes.

Toutefois, l'Union européenne souhaite de nouveau jouer un rôle de premier plan dans l'arène politique climatique mondiale et a revu ses ambitions à la hausse. Le Green Deal européen a au moins un grand mérite, en ce sens qu'il repose sur une approche systémique : il reconnaît que pour mettre en œuvre des changements réellement transformateurs, il faut des changements substantiels dans tous les secteurs, de la mobilité à la finance en passant par l'économie et le logement.

Le second élément à perturber la donne a bien évidemment été la crise de la Covid-19. Notre économie mondialisée, alimentée par la croissance et le profit, fondée sur des chaînes d'approvisionnement mondiales et l'absence de stocks, s'est soudain révélée d'une vulnérabilité extrême. Nous avons découvert, non sans douleur, que l'externalisation de l'économie se paie au prix fort : nous ne sommes plus en mesure de produire dans nos industries des masques ou des analgésiques, la plupart de ces produits arrivant en Europe depuis la Chine et l'Inde respectivement. Du jour au lendemain, les PDG des entreprises qui avaient toujours réclamé la dérégulation et le moins d'intervention étatique possible ont exigé le soutien le plus rapide possible de leurs entreprises par l'État. Les gouvernements ont re-

découvert qu'ils avaient le pouvoir de diriger l'économie et de fermer des entreprises manufacturières si la santé publique était menacée. Ils se sont rappelés qu'il fallait faire passer le bien-être avant les profits. D'autres tabous ont disparu en un tournemain, comme l'idée que l'endettement public est très mauvais et très dangereux. Sur cette toile de fond, et même si le processus ne s'est pas fait sans heurts, la coopération européenne en matière d'achat de vaccins a permis d'éviter un nationalisme vaccinal débridé, une course que les pays les plus riches auraient remporté, aggravant les clivages existant au sein de l'UE. Dans le même temps, les relations entre l'UE et les gouvernements nationaux, d'une part, et les grandes entreprises pharmaceutiques, d'autre part, atteignent désormais un point critique. Il est honteux que la Commission européenne n'ait pas le courage de mettre en suspens, ne fût-ce que pour une période limitée, les brevets sur les vaccins, pour que les usines du monde entier puissent produire assez de vaccins pour chaque terrien. Mais tout comme avec la politique agricole, le débat porte sur la manière dont il faudrait recalibrer le rapport de force entre secteur public et secteur privé.

La crise de la Covid-19 a également mis en lumière un autre point crucial : la volonté et la capacité des citoyens à s'auto-organiser. En peu de temps, les gens ont commencé à produire leurs propres masques et à développer des groupes d'entraide dans les villes et les quartiers. Pour les chercheurs qui se penchent sur l'essor des initiatives citoyennes, ce phénomène n'a pas été une surprise. Eux parlaient déjà d'une nouvelle vague de ce qu'on appelle les « communs ». Et c'est cette nouvelle réalité, qui constitue le deuxième courant, la deuxième voie qui s'offre à nous, Européens, depuis la crise financière de 2008.

Ce second courant peut être qualifié de « sous-courant » et a connu une croissance régulière au fil des années, puis une impulsion colossale en 2020 avec la crise de la Covid-19. Il se compose d'initiatives citoyennes, partout en Europe, qui font germer les pousses de nouveaux systèmes destinés à la production alimentaire, aux transports, à l'énergie, à l'argent, etc. Prenons par exemple l'agriculture à soutien collectif (CSA), où les citoyens rétablissent leur relation avec des producteurs locaux. En Belgique, en région flamande, la première ferme de ce type a débuté en 1997 et il a fallu une année entière avant qu'une deuxième ne se lance dans l'aventure. C'était bien avant la crise financière de 2008. A cette époque, les initiatives de ce type étaient considérées comme naïves. Or, en 2015, on dénombrait une bonne quarantaine de fermes CSA au sein d'un spectre d'autres initiatives citoyennes dans le domaine de l'agriculture en circuit court. En 2020, plus de 80 fermes CSA sont actives en Flandre, souvent avec la liste des familles désireuses d'en devenir membres brève voire inexistante.



C'est plus qu'une simple impression. Les recherches menées aux Pays-Bas et en Flandre montrent une augmentation significative des initiatives citoyennes : en 2014, il y avait dix fois plus d'initiatives que celles qui existaient en Flandre dix ans plus tôt. Et cette progression s'est poursuivie les années suivantes. Comme nous le verrons plus loin, il est primordial que les Verts se saisissent des enjeux et des opportunités de cette nouvelle vague d'initiatives citoyennes, non seulement parce qu'elles incarnent une valeur centrale de l'écologie politique – l'autonomie – mais aussi parce qu'elles contribuent la plupart du temps à une véritable transition vers une société socio-écologique.

Aux côtés des citoyens, la façon dont les administrations locales réorientent leurs politiques pour un avenir durable, est incroyable. Si nous prenons l'exemple de la mobilité, nous constatons que dans de nombreux pays les gouvernements nationaux continuent d'investir dans de nouvelles routes alors que les villes mettent tout en œuvre pour que leurs centres-villes soient sans voitures. A Copenhague, les politiques résolument favorables aux modes de transport durables ont fini par mener à une situation remarquable : en 2016, les personnes se rendant à leur lieu de travail en vélo ont été plus nombreuses que celles qui prenaient leur voiture, et ce pour la première fois depuis longtemps. Nous pouvons citer un autre exemple, celui de Gand, qui a mis en œuvre avec succès en 2016 un plan de mobilité très ambitieux pour lutter contre les embouteillages et permettre un cadre de vie plus sain pour l'ensemble de la population. Ces cas de figure démontrent que des changements radicaux sont possibles. Un rapport d'évaluation publié en mai 2019 a

montré que l'utilisation de modes de transport durables avait sensiblement augmenté depuis l'introduction du plan de mobilité de Gand. Le rapport cite une baisse de 17 % de l'utilisation de la voiture et une augmentation de l'utilisation quotidienne des transports publics de 6 % en moyenne, passant à 25 % à l'heure de pointe le soir. L'utilisation de la bicyclette a augmenté de plus de 50 %. D'autres villes, comme Milan et Nantes, ont investi massivement dans le développement d'une politique alimentaire locale. Dans le domaine de l'énergie, comment ne pas faire mention de la ville d'Helsinki où le conseil municipal a voté à l'unanimité en 2017 en faveur d'une nouvelle stratégie municipale fixant l'objectif de rendre la ville neutre en carbone d'ici 2035 ; le maire a justifié cette décision ainsi : « Helsinki doit être un précurseur dans la recherche de solutions locales pour l'action climatique ».

Dans le même temps, nous constatons que les partis verts connaissent un succès croissant dans un nombre croissant de villes en Europe ; avec des Verts élus au sein de leurs conseils municipaux et, dans certains cas, l'élection de maires Verts. En France, à l'issue des élections municipales de 2020, Marseille et Bordeaux ont élu des maires écologistes.

Comme le montre certains documentaires à succès tels que *Demain* (2015), ce sont les gens et les administrations locales qui construisent l'avenir dès aujourd'hui. Avant de développer des scénarios pleins d'espoir pour l'avenir, nous devons regarder une fois de plus en arrière afin de saisir dans quelle situation terrible et dangereuse nous nous sommes mis.

4. La Grande Transformation

4.1 La vision historique de Karl Polanyi

Nous luttons pour une société capable de garantir la sécurité des personnes afin qu'elles puissent développer librement leur vie à l'intérieur des frontières de la planète. Pour cela, nous devons changer presque tout, ce qui signifie qu'aujourd'hui nous ne savons pas à quoi la société ressemblera demain. Un exemple de la nature montre à quel point une telle transition est radicale : la chenille qui s'enferme dans un cocon pour se métamorphoser en une forme et une structure différentes. Cela se produit lorsque des « disques imaginaires » commencent à se former et à résister à la volonté d'expansion constante de la chenille, et à restructurer l'organisme pour concentrer son énergie à créer un papillon qui prendra sa place. Quand le cocon s'ouvre et

le papillon s'envole, le même organisme s'est transformé en une nouvelle manière d'être.

L'écrivain hongrois Karl Polanyi décrit le bouleversement précédent de notre société par cette image. Dans son livre *La Grande Transformation*, il analyse la transition de la société agricole féodale européenne vers la société de marché industrialisée. L'arrivée de grosses machines a transformé la production domestique dans des usines qui nécessitaient beaucoup de capitaux et de main-d'œuvre ; leur production de masse nécessitait plus d'exportations et de commerce mondial. Une nouvelle réalité a été créée qui aurait été littéralement impensable pour un travailleur de campagne ou un noble un siècle auparavant. Polanyi a souligné le lien entre l'économie et les relations sociales : les systèmes économiques affectent la façon dont les gens se relient



les uns aux autres. Ils augmentent ou diminuent la qualité de la société. Une transformation perturbe initialement une société parce que les anciennes méthodes de gestion des problèmes ne fonctionnent plus alors que de nouveaux problèmes surgissent. Des auteurs comme Charles Dickens nous rappellent l'extrême pauvreté qui était le produit de la transformation du 19^{ème} siècle.

Polanyi veut nous faire comprendre pourquoi d'un siècle sans guerres majeures (1815-1914) nous passons à la Première Guerre mondiale, à l'effondrement économique dans les années 1930, à la montée du fascisme et à la Seconde Guerre mondiale. Dans sa réponse, il souligne les penseurs anglais qui ont développé la théorie du laissez-faire du libéralisme de marché en réponse à l'économie perturbatrice de marché, avec la croyance clé que la société doit se conformer aux marchés autorégulateurs. Ce point de vue, quand l'Angleterre était l'usine du monde, fournissait les principes organisateurs de l'économie mondiale : l'étalon-or, le commerce mondial libre et un marché du travail concurrentiel.

Un concept important de Polanyi est celui du *double mouvement* : parce qu'une économie de marché autorégulée ne peut pas survivre - elle perturberait la société et détruirait la nature - des « contre-mouvements » apparaîtraient pour contrecarrer les effets négatifs. Alors que le marché autorégulateur mène à des « améliorations » et à la croissance, les contre-mouvements défendent le bien-être. L'introduction de l'économie de marché était le résultat d'une politique gouvernementale consciente, conduisant à un contre-mouvement spontané, qui comprenait le mouvement ouvrier et d'autres groupes sociaux. Une telle contre-culture peut se développer de deux manières différentes. Si le but est la sécurité tout en sacrifiant la liberté, cela conduit au fascisme. Alternativement, si le but est aussi de garder cette revendication de liberté, cela conduit à un socialisme démocratique qui respecte le non-conformisme. Polanyi définit ce dernier comme « *la tendance inhérente de toute société industrielle à transcender le marché autorégulateur en le subordonnant délibérément à une société démocratique.* » Mais le deuxième mouvement dominant dans les années 1930 fut la montée du fascisme. Et si nous prenons l'exemple de certains pays maintenant, la même offre de « sécurité comme contrepartie de la liberté » est bien trop familière.

Pour Polanyi, il est clair qu'un pays ne peut pas simplement décider comment réconcilier les deux mouvements, car un pays doit s'adapter aux règles régissant l'économie mondiale. Son analyse de la montée du fascisme tourne autour du rôle de la norme monétaire internationale qui « limite les options politiques qui étaient disponibles dans les différents pays. » L'étalon-or était une énorme innovation institutionnelle : il donnait une réponse au problème que les libéraux adeptes du marché libre rencontraient en s'introduisant dans

des marchés internationaux de plus en plus grands : comment des personnes de différents pays avec des monnaies différentes peuvent-elles entreprendre des transactions en toute sécurité ? ¹¹

Pour Polanyi, il est clair qu'un pays ne peut pas simplement décider comment réconcilier les deux mouvements, car un pays doit s'adapter aux règles régissant l'économie mondiale.

Après l'acceptation de l'étalon-or dans les années 1870, ses effets ont été exactement contraires aux intentions initiales. Les pays qui n'étaient pas assez compétitifs et dont la balance commerciale était déséquilibrée n'avaient d'autre choix que d'attendre que les salaires et les dépenses publiques dans leur pays diminuent suffisamment pour réduire la consommation. Cela a eu des conséquences insupportables pour les travailleurs et les agriculteurs. Mais les petites et moyennes entreprises ne l'ont pas non plus accepté, si bien que des sociétés entières ont coopéré pour éviter l'impact de l'étalon-or. Le protectionnisme est un contre-mouvement populaire contre l'hyper-mondialisation. Il a été mis en place en fixant des taxes à l'importation et des quotas, mais aussi par la conquête des colonies. Et quand ce système rempli de contradictions s'est effondré avec la Première Guerre mondiale, la foi en l'étalon-or est restée si forte que les politiciens ont fait tout leur possible pour le réintroduire. Après quoi tout le drame s'est répété dans les années 1920 et 1930 : les pays devant choisir de protéger leur taux de change ou leurs citoyens. Devant cette impasse, le fascisme a réussi : protéger la société contre le marché en sacrifiant la liberté humaine.

On peut difficilement nier la pertinence de Polanyi dans le débat actuel, alors que les néolibéraux proclament la même vision qui a inspiré l'étalon-or. L'avènement de l'économie mondiale a rendu obsolètes les frontières nationales. Si tous les pays adoptent ce système et ouvrent leurs économies pour la libre circulation des biens et des capitaux, les conflits internationaux seront remplacés par une concurrence fertile pour produire plus de biens et de services. Bien sûr, le système actuel diffère de celui de l'étalon-or (bien que des auteurs tels que Wolfgang Streeck comparent son impact à celui de l'euro). La monnaie et les taux de change sont maintenant déconnectés de la valeur de l'or. Il existe des institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale pour réguler le système mondial. Néanmoins, il y a aussi la ressemblance sous-jacente à savoir la conviction que, si nous donnons aux individus



et aux entreprises la liberté maximale de poursuivre leur intérêt économique, le marché mondial assurera que tout le monde soit plus riche.

Le point fondamental de Polanyi est que cette autorégulation conduit à des situations insupportables pour les gens ordinaires : les travailleurs, les agriculteurs et les petites entreprises ne peuvent pas faire face aux grandes fluctuations du système - dans lequel, par exemple, ils perdent leurs revenus. Cela mène à la protestation et à l'agitation sociale, à la désintégration des sociétés et aux distractions par des politiciens qui blâment des boucs émissaires. Par exemple, les politiciens de droite qui défendent aujourd'hui l'économie néolibérale - par laquelle des dizaines de milliers de chauffeurs routiers perdent leur emploi en Europe occidentale - profèrent en même temps un nationalisme populiste qui accuse les étrangers de la misère néolibérale.

En conclusion, nous pouvons certainement apprendre beaucoup de la situation des années 1920 et 1930. Il y avait aussi une économie mondialisée qui poussait le libre-échange et les marchés du travail libres au-delà du contrôle démocratique et de l'intégration sociale. Nous parlons bien-sûr d'une situation sans les menaces écologiques et climatiques qui planent maintenant au-dessus de nos têtes.

Dans l'analyse de Polanyi, le travail, la terre et l'argent jouent un rôle particulier. Il les décrit comme des marchandises fictives, définissant les marchandises comme des articles qui sont produits pour la vente sur un marché. Par conséquent, ils sont fictifs parce qu'ils n'ont pas été produits à l'origine pour être vendus sur un marché. Le travail est simplement une activité humaine, la terre est une division de la nature et l'argent est lié à la politique gouvernementale. L'hypothèse que ces choses se comportent comme de véritables marchandises a des conséquences fatales. Pour Polanyi, cette marchandisation est moralement répréhensible et ignore les interventions « inévitables » du gouvernement. Même en supposant que le marché soit autorégulateur, l'État *doit* gérer la masse monétaire ainsi que la demande de main-d'œuvre fluctuante (par exemple, par des allocations de chômage et en protégeant les agriculteurs contre les fluctuations excessives des prix du marché et des récoltes). Si nous réduisons trop ces interventions de l'État et si nous désincitons l'économie, les gens ordinaires en paient le prix. Les travailleurs et leurs familles sont frappés par le chômage et perdent le pouvoir d'achat nécessaire, alors que les agriculteurs perdent leur marché à cause des importations. C'est exactement ce qui s'est passé aux États-Unis d'Amérique au cours des dernières décennies et d'où les politiciens comme Trump tirent leur soutien populiste de base.

Il est crucial de rappeler un point important de Polanyi : il n'y a rien de mal dans un marché en soi. Le marché

n'est qu'une partie de l'économie plus large, qui doit à son tour être intégrée dans la société. Dans une telle situation, l'économie de marché n'est pas une fin en soi, seulement un moyen pour des fins humaines. Les marchés ont toujours existé. Ce qui était radicalement nouveau lors de la « grande transformation », c'est que ces marchés sont devenus internationaux, que la plupart des activités économiques étaient menées par le profit et que le marché était considéré comme la seule institution économique efficace. La politique démocratique dépend cependant d'un ordre économique basé sur une économie mixte. La portée et l'échelle du marché doivent être réglementées ; différentes institutions économiques telles que les marchés, les communs et les services municipaux et les initiatives citoyennes fondées sur la réciprocité doivent coexister pour accroître la résistance des systèmes économiques.

En revenant à Polanyi, on pourrait penser que comme son livre a été écrit en 1944, il doit se terminer de façon pessimiste. En fait, c'est exactement le contraire : ce livre intrigue du fait de sa fin optimiste. En 1944, Polanyi voit l'opportunité de réaliser « la liberté dans une société complexe ». La liberté pour lui est autant la « liberté contre la faim et contre la soif », que les libertés politiques et le droit d'être soi-même en tant qu'individu unique. En d'autres termes, la liberté est pour lui à la fois une liberté négative et positive : la liberté contre la coercition et le droit au non-conformisme, ainsi qu'une liberté positive basée sur un ensemble de règles qui habilite aussi les segments défavorisés de la société. Alors que Hayek privilégie la liberté économique par rapport à la liberté politique, Polanyi reconnaît l'importance des deux formes de liberté. Polanyi est optimiste parce qu'il suppose que le cycle des conflits internationaux peut être rompu ; la clé est de saper la conviction que nous devons subordonner notre vie sociale aux mécanismes du marché. De cette manière, l'économie peut revenir sous un contrôle démocratique. Il a basé cela sur la politique du New Deal du président américain Roosevelt. Roosevelt a permis l'existence des marchés, mais a protégé les personnes des forces du marché, par exemple, par des pensions pour les personnes âgées qui ne sont plus en mesure de gagner un revenu sur le marché du travail.

La pensée de Polanyi sur les relations entre les pays ressemble beaucoup à ce que Streeck écrit à propos de l'Europe (et de l'union monétaire européenne). Sans la force étouffante du marché néolibéral, les pays peuvent décider librement de coopérer, notamment par le biais d'accords commerciaux qui combinent un commerce intense et la protection des sociétés. Et les pays en développement peuvent choisir leur propre voie pour améliorer le bien-être de leurs populations.

La leçon de Polanyi à appliquer à notre époque est claire : c'est précisément en régulant démocratiquement



l'économie qu'il y a plus de liberté pour nous offrir une certitude nécessaire : « *Tant que (l'homme) est fidèle à sa tâche de créer une liberté plus abondante pour tous, il n'a pas besoin de craindre que le pouvoir ou la planification se retourne contre lui et détruise la liberté qu'il construit par leur intermédiaire. C'est le sens de la liberté dans une société complexe ; elle nous donne toute la certitude dont nous avons besoin.* »

L'objectif de Polanyi est donc évident : engager le monde entier dans un effort commun pour assujettir l'économie à la politique démocratique et reconstruire une politique mondiale basée sur la coopération internationale, tout en soutenant la nouvelle vague d'initiatives citoyennes et de gouvernements locaux, éco-sociaux et progressistes.

4.2 L'avant-garde et la grande transformation

Au cours de la dernière décennie, nous avons vu une avant-garde florissante parmi nous qui repense et revitalise notre société et notre économie : des fermes communautaires aux monnaies locales et aux entrepreneurs sociaux, toutes ces initiatives permettent de réaliser des alternatives - au moins à l'échelle locale. Elles présentent de nouvelles réponses, telles que des droits de propriété et d'utilisation alternatifs, des coopératives ouvertes et des banques de temps.

La question cruciale, posée par le penseur autrichien Andreas Novy, est de savoir comment nous pouvons songer à une autre société qui offre une bonne vie à tous, dans le monde entier. Cet horizon utopique doit

devenir notre boussole pour penser à la transformation cruciale, par laquelle nous pouvons faire la transition d'un café-atelier de réparations à une économie circulaire sociale et écologiquement durable (c'est-à-dire locale), d'une coopérative alimentaire à un système alimentaire local, d'un projet de partage de voitures à une ville zéro carbone - fonctionnant dans un monde sans carbone.

Cette transformation nécessite *des infrastructures mentales* accrues qui nous libèrent de l'impératif de croissance et d'accélération, ainsi que de l'obsession néolibérale de concurrencer, grâce à *des infrastructures sociales* revisitées qui permettent et recréent une société solidaire, des aménagements d'assistance sociale et des services publics permettant la liberté de chacun d'entre nous. Ceci est compatible avec le développement libre de tout le monde ; et *des infrastructures matérielles* renouvelées pour une économie post-fossile qui respecte les limitations de la planète.

Une telle révolution de la durabilité au 21^{ème} siècle, à la suite de la transformation précédente, ne peut se faire qu'en laissant loin derrière les institutions fondamentales de la vieille société - c'est à dire la croissance et le consumérisme. Elle implique de nouvelles infrastructures, des institutions et la régionalisation de l'économie. Il ne s'agit pas seulement d'écologiser l'économie ; le défi consiste à ne plus chercher à devenir une plus grande chenille mais un papillon aux mille couleurs par le biais de l'adaptation transformationnelle – un papillon, dont nous ne connaissons pas l'apparence future en détail.

5. Liberté et sécurité au 21^{ème} siècle : le chemin vers une société socio-écologique

Partant du carrefour de deux courants différents, le défi est décourageant : comment la création d'une société socio-écologique, en quête d'une vie meilleure pour tous, en respectant les limites de l'environnement, peut-elle devenir le courant dominant, la « nouvelle normalité » ? Comme au 20^{ème} siècle, cela nécessite un projet de société visant à une nouvelle combinaison de liberté et de sécurité. Alors que les économies locales et nationales se sont mondialisées et que le pouvoir des États-nations a diminué, nous avons besoin d'une gouvernance de type innovant à plusieurs niveaux. En cela, le niveau européen devra jouer un rôle décisif. Il possède, en principe, l'échelle pour réguler l'économie, la réintégrer dans un cadre démocratique et dans les normes culturelles. Ce qui manque, cependant, c'est une vision d'espoir

qui permette aux citoyens de participer en s'assurant que les gouvernements (y compris l'UE) fournissent l'espace protecteur et libérateur dans lequel de nouvelles notions de liberté et de sécurité peuvent être co-crées à notre époque. Cela impliquerait d'adapter l'UE à un nouveau modèle de gouvernance à plusieurs niveaux avec beaucoup plus de marge de manœuvre dans « une démarche ascendante ». Aujourd'hui, les réseaux de villes-régions localisent la prise de décision politique et économique et cette régionalisation a un énorme potentiel pour une économie de base (*foundational economy*) (Bowman et al. 2014). Cela permet à l'UE de devenir un espace de médiation et de partage, plutôt que de contrôle et de négoce, comme au 20^{ème} siècle. Ce ne sont pas les gouvernements nationaux, par exemple,



mais les villes qui ont été les premières à développer de nouveaux modes de régulation pour les plateformes numériques perturbatrices telles qu'Airbnb et Uber. Ce sont Berlin et Barcelone qui ont mené ce combat et non leurs gouvernements nationaux respectifs.

Lorsque nous voulons changer la société, il ne suffit pas d'en rêver. Il faut élaborer une stratégie de changement claire - qui peut se traduire par des plans d'action locaux distincts - qui reflètent la véritable nature et l'ampleur des défis actuels. On peut comparer la transformation nécessaire à un voyage dans une région inconnue. Pour ce voyage, vous avez besoin de trois choses : un guide de voyage avec une carte, une boussole et un véhicule. En ayant ces éléments, on connaît le chemin, on voit la bonne direction et on se déplace assez rapidement. Si nous traduisons cela par les éléments constitutifs de notre stratégie de changement, la carte est la vision que nous avons du monde et de nous-mêmes, la boussole est notre idéologie (ou la vision de l'avenir que nous voulons) et le véhicule est notre notion de changement.

Par la suite, nous utilisons l'écologie politique comme boussole politique. C'est une idéologie progressiste contemporaine qui a émergé du mouvement de 1968. Elle s'inscrit dans la tradition des Lumières mais indique aussi le besoin d'une nouvelle direction. Le guide de voyage est la vision écologique et humaine du monde qui perçoit les êtres humains comme intégrés, relationnels et sociaux. Leur relation avec les autres et l'environnement est placée au centre des préoccupations.

Le cadre d'action tourne autour du réformisme révolutionnaire qui relie la Realpolitik et la révolution de manière productive. Ce n'est pas au moyen d'une révolution politique que nous pouvons mettre en place une société utopique préconçue. Nous devons changer non seulement le système politique, mais aussi transformer les systèmes économiques, sociaux et culturels.

5.1 L'écologie comme récit de principes passionnés

Une société qui trouve des notions telles que l'idéologie et l'utopie obsolètes imagine difficilement un monde meilleur. Nous vivons depuis longtemps dans une société sans aspirations pour les désirs futurs. Mais une société purement fondée sur la préservation de l'ancien devient inévitablement repliée sur elle-même, défensive et réactionnaire. C'est le terrain idéal pour la peur et l'insécurité. C'est le noyau de notre société dépolitisée actuelle : il y a toujours des partis politiques, mais il n'y a guère de projets collectifs pour un avenir alternatif.

Si nous voulons être préparés pour l'avenir, nous devons redécouvrir l'idéologie et créer un espace pour le désir utopique, sans ignorer les leçons de l'histoire.

Nous savons que la pensée utopique, en tant que foi aveugle, a causé beaucoup de dommages à l'humanité. Mais l'histoire de l'idéologie est plus riche que ces pages sombres. En raison des deux côtés de la médaille, nous décrivons l'idéologie comme un récit de principes passionnés. Les récits sont toujours écrits par des gens et il est donc possible de les changer ; ce récit pourrait donc aussi prendre une forme différente dont chacune ouvre la voie à de nouvelles versions. Une bonne histoire attire aussi notre attention, en donnant un sens aux événements. Et surtout : il y a une variété d'histoires qui peuvent être discutées en public. Les principes sont beaux : ils incitent, en un mot, à un débat sur l'ordre social désiré. C'était bien là le pouvoir de la Révolution française : définir une image du futur en trois principes, « liberté, égalité et fraternité ». N'oublions pas l'importance de la passion. Cela peut aussi être le paradoxe des Lumières : un projet qui met l'accent sur l'importance de la raison ne peut que convaincre les gens quand il les touche d'une manière émotionnelle. Par conséquent, un principe fort ne fonctionnera que s'il nous touche, à un niveau différent au-delà de la raison. Les principes sous forme de nouvelles pratiques collectives (comme la réparation d'objets cassés qui nous intéressent dans un café-atelier de réparation) qui nous unissent émotionnellement peuvent être une alternative à la politique fondée sur la convoitise qui canalise unilatéralement nos désirs vers l'accumulation et la consommation.

C'est peut-être le paradoxe de notre temps. Nous pensons que nous vivons maintenant sans « grands récits » (la fin de l'histoire) alors que nous vivons réellement sous la domination de l'unique idéologie puissante de notre temps : le néolibéralisme. Parce que cette *pensée unique* représente l'ordre existant, elle semble presque invisible. Néanmoins, elle affecte presque tous les aspects de nos vies. Si nous voulons changer le monde, nous avons besoin de scénarios de changement cohérents. Pour conclure : nous devons lever le moratoire sur l'idéologie.

Une idéologie n'est jamais née du néant. Elle se développe en réponse aux changements majeurs de la société et aux conflits et défis associés. Pas à pas, de nouvelles idées et de nouvelles perspectives se développent en un ensemble cohérent. Ainsi, le libéralisme et le socialisme, pour parler franchement, sont les réponses aux sanglantes guerres de religion, où la vie n'avait aucune valeur, et à l'exploitation des travailleurs pendant la révolution industrielle. Les deux idéologies font partie de la tradition progressiste de la pensée des Lumières qui caractérise la modernité.

Les philosophes libéraux du 17^{ème} siècle ont développé les bases de notre démocratie. Ils ont examiné comment ils pourraient réaliser la liberté de l'individu dans le contexte du système politique. Quel type d'institution



peut protéger la vie, la liberté et la propriété ? Ils ont développé l'idée de « contrat social ». Dans une telle notion, le citoyen, en échange d'une protection et sécurité, transfère une certaine partie de son pouvoir et de son autodétermination à l'État.

Les penseurs socialistes du 19^{ème} siècle ont considéré l'idée libérale d'un état neutre qui ne se soucie que de la règle du droit comme un mensonge. Quelle est la valeur de votre liberté d'expression si vos enfants souffrent de la faim ? Pour atteindre la liberté, il y a un besoin d'égalité qui va au-delà des droits civiques. En premier lieu, le mouvement ouvrier était un moteur essentiel de la mise en œuvre de la démocratie libérale, souvent contre la résistance des libéraux qui craignaient « la tyrannie de la majorité » (Mill, 1985). En second lieu, la sécurité sociale, des modèles novateurs de régimes de protection sociale locaux et des services sociaux universels sont devenus l'épine dorsale de la citoyenneté sociale (Marshall, 1950). Seules la citoyenneté sociale et la liberté égale pour tous permettent aux personnes de s'émanciper. Les socialistes visent à assurer la sécurité en atteignant le maximum d'égalité sociale. Cependant, la façon dont cela sera réalisé influera, bien sûr, sur le degré de liberté de chaque citoyen - pensez à l'ex-Union soviétique.

Ainsi, nous arrivons à la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, quand les écologistes commencent à remettre en question ce que les libéraux et les socialistes embrassent traditionnellement, comme l'idée que produire toujours plus est une bonne chose. Ce n'est que lorsque le gâteau devient plus gros que tout le monde peut avoir un morceau satisfaisant. Mais les écologistes prétendent que produire de plus en plus sur une planète finie affecte également la qualité du gâteau. Ils introduisent la notion de limites par opposition à la croyance aveugle au *productivisme*. Plus de prospérité matérielle mène, en traversant certaines limites, à moins de bien-être social et à des dommages irréversibles sur notre planète vivante.

Ainsi, nous considérons l'écologie politique comme le troisième enfant des Lumières et l'innovateur clé du 21^{ème} siècle. C'est la ligne de pensée politique la plus récente des temps modernes, mais elle critique certains de ses aspects en même temps : elle se penche sur la dialectique des Lumières (Horkheimer/Adorno 2003/1944). Elle appelle à une seconde modernité car la modernité a deux visages. Premièrement, le côté positif est l'émancipation de l'individu, la « libération » de la nature, l'importance de la raison et de la liberté, de la science et de la pensée critique, et des droits de l'homme universels. C'est notre norme civilisationnelle avec son système juridique, sa démocratie, son éducation et ses soins de santé. Cependant, le 20^{ème} siècle nous a également montré ses inconvénients avec le point le plus sombre : l'Holocauste. Horkheimer et Adorno, fon-

dateurs de la théorie critique, décrivent ce côté obscur comme la « raison instrumentale » : la tendance qui ne vise pas la libération de l'individu, mais qui exige que chaque individu s'adapte à la technologie et au marché. Tout est réduit à une approche économique des choses, les gens deviennent objectivés, les limites naturelles sont niées, et tout est axé sur la maximisation du profit et l'accumulation de la richesse. Pour les écologistes, ces inconvénients sont les conséquences structurelles de la réalisation unilatérale de l'idée de progrès. Les écologistes s'en distancent car cela a conduit à la crise écologique actuelle tout en faisant souffrir le plus les pauvres. En d'autres termes, le progrès ne va plus de l'avant. Si nous voulons relancer l'idée d'émancipation, nous devons développer une seconde modernité. Ceci devient clair quand nous examinons les nouvelles valeurs introduites par le mouvement Vert.

Les idées fondamentales de l'écologie politique sont développées par les mouvements écologiques et les penseurs qui résistent à la colonisation du monde de la vie des peuples. Comme l'a dit précisément André Gorz, le motif sous-jacent a toujours été la défense du « monde de la vie » : contre l'autorité des experts, contre la quantification et l'évaluation monétaire, contre l'échange d'autonomie et la capacité d'autodétermination de l'individu pour des relations dépendantes du commerce. Les actions contre le développement des centrales nucléaires, par exemple, sont donc motivées par de multiples raisons : non seulement les risques de matières radioactives pour l'homme et la nature, mais leur structure autoritaire n'est pas acceptée (les centrales nucléaires sont des formes de production d'énergie fortement centralisées).

La critique fondamentale de l'économie de croissance - ou, plus généralement, la critique du productivisme dans le cadre d'une idée progressiste unilatérale - conduit inévitablement à la conclusion qu'il existe des limites à ce que l'humanité et la terre peuvent gérer. Cette critique évoluera plus tard en principes positifs, tels que l'éthique des soins (*care*). En outre, l'attention est portée sur l'importance des *générations futures et de ceux qui vivent ailleurs* : nous n'avons pas le droit de limiter leurs chances de vivre. Cela répond à une lacune fondamentale des systèmes démocratiques et économiques actuels : les générations futures et toutes les personnes actuelles ne sont pas représentées de manière égale. Cela est lié au souci au sujet de l'État démocratique qui, sous sa forme actuelle, ne parvient pas à concilier économie et écologie. Il y a un besoin de *participation* citoyenne pour renforcer la démocratie, avec plus d'espace pour le développement émancipateur de chaque citoyen.

Bref, l'écologie politique est synonyme de préservation d'une terre sur laquelle bâtir un monde humain où chaque personne peut s'épanouir et se développer



de manière autonome par le biais de diverses formes d'émancipation. Il est crucial ici de mettre l'accent sur la nécessité des liens que nous devons tisser aussi bien avec les autres qu'avec la nature. Cette emphase sur l'homme comme être social distingue la pensée écologique de l'idéologie libérale, qui prend comme point de départ l'homme qui, en tant qu'individu, se suffit à lui-même. Être et se sentir connecté se traduit par des formes de solidarité grandes et petites, dans des structures formelles et des réseaux informels qui fournissent la certitude stimulante nécessaire pour se développer. Cela inclut une reconnaissance et une dignité pour la diversité et la différence. Ce n'est pas une coïncidence si le mouvement écologique a défendu dès le départ le droit de vote des immigrés.

Ainsi, voilà les principes importants de l'écologie politique : écologie (entendue comme protection de la nature et de l'environnement, reconnaissance de la signification multiple de la nature au-delà de son utilité - tous les arbres ne sont pas faits pour être coupés), autonomie en connexion (qui amène de la certitude) et émancipation (la liberté de se développer personnellement de manière autonome). Être connecté est à la fois un fait - l'humanité est un animal social - et un choix conscient. Et nous utilisons notre liberté pour définir ensemble et de manière démocratique comment structurer nos propres frontières et limites. Mettre, par exemple, des limites à la liberté des voitures dans une ville peut être une politique vraiment libératrice, rendant la ville plus sûre pour les cyclistes et les piétons.

L'écologie politique introduit une nouvelle image du monde et de l'humanité, en mettant l'accent sur la coopération et le tissage de liens sociaux et environnementaux.

Cet ensemble cohérent de principes de l'écologie politique constitue le contexte contemporain des jumeaux siamois qui encadrent cet essai : la liberté et la sécurité. Ce qui les relie est l'importance des relations : nous ne pouvons être libres qu'avec et par rapport aux autres. Il en va de même pour le développement de nouvelles formes de certitude. Ainsi, le nouveau but d'un monde civilisé inclut désormais le respect des limites planétaires, inclut les générations futures dans nos réflexions et réfléchit à la question de savoir si notre modèle démocratique actuel est adapté à ce défi. Une autre vision de notre monde et de l'humanité est inextricablement liée à ce but.

5.2 Une vision écologique de l'homme et du monde

Si vous voyagez dans un autre pays, vous prenez généralement un guide de voyage avec vous : les cartes et les textes vous aident à vous faire une image du monde que vous allez explorer, à découvrir des endroits fascinants et à éviter les endroits ennuyeux. De même, chaque être humain a une vision du monde : un modèle mental qui vous permet de vous déplacer dans le monde, d'ajuster vos expériences et de comprendre ce qui se passe. Chaque société a également une vision du monde partagée, basée sur un mélange de connaissances, de traditions et de croyances morales. La vision du monde de notre société moderne prend forme autour du 17^{ème} siècle avec l'émergence de la science moderne. Avant cette époque, les êtres humains étaient considérés comme faisant partie du cosmos et la religion était la source la plus importante de connaissances. Les scientifiques comme Isaac Newton reconnaissent que la nature a été créée par Dieu, mais montrent que les humains peuvent dévoiler les lois de la nature. Cela introduit une séparation entre l'homme et la nature. L'être humain ressemble maintenant à un étranger à la nature qu'il considère comme une machine, un objet qu'il peut manipuler sans honte.

Sur le plan économique, Adam Smith a suivi les pas de Newton. Si les humains peuvent comprendre les lois de la nature, cela est également possible pour les règles qui déterminent notre société. Smith présente ce qu'on décrit par la loi de la « main invisible » : si tout le monde lutte pour son propre intérêt, nous sommes automatiquement tous mieux lotis. Ce qu'il a formulé comme une théorie économique incarne la base de notre image moderne de l'humanité : chacun d'entre nous est animé par son propre intérêt et personne ne doit s'en inquiéter ; c'est même ce qu'il y a de meilleur pour toute la société. Avec le néolibéralisme, cette image est encore plus précise. Chaque personne est maintenant entrepreneur, avec une attitude concurrentielle dans tous les domaines de la vie. Passer un bon moment a été remplacé par l'anxiété du statut - nous ne voulons pas être moins performants que nos pairs. La concurrence est ce que le gouvernement doit promouvoir dans chaque domaine par la marchandisation (*marketisation*). Ce qui reste est une piètre image de l'humanité, dont le point de départ et l'image idéale est la personne solitaire.

Cette vue est également présente dans la philosophie politique de l'époque. Le point de départ de Thomas Hobbes était celui de voir les personnes comme des atomes qui ne poursuivent que leur propre intérêt. Et pour Hobbes, cela ne mène pas automatiquement à la prospérité. Bien au contraire, « l'homme est un loup pour l'homme ». Par conséquent, un État fort est nécessaire pour protéger les personnes les unes des autres. Il



est surprenant de voir comment ces idées anciennes dominent toujours notre société. La crise financière a montré comment le monde économique et financier est uni par l'intérêt personnel et la cupidité. Qui ne peut pas penser à Hobbes quand nous voyons des politiciens appeler à une guerre contre la terreur, des politiciens mettant des militaires dans les rues ? Le problème n'est pas seulement que ces idées sont dérangeantes, elles ne sont tout simplement pas correctes. Nos propres observations dans nos vies quotidiennes et nos recherches scientifiques le prouvent. Commençons par le début : que fait-on quand on a un enfant ? Perçoit-on l'enfant comme un jeune parasite qui va abuser de la situation ? Va-t-on, en tant qu'*homo economicus*, calculer combien d'argent coûtera le nouveau venu ? Ou va-t-on chérir cette nouvelle vie en tant que parents et en prendre soin ? Et pour élargir le propos : qui n'a jamais rien fait de désintéressé pour un parent, un ami ou un voisin ?

L'image moderne de l'humanité fait référence à des adultes - disons des hommes - qui sont complètement indépendants. Qu'ils aient un jour été eux-mêmes enfants, par qui et comment ils ont été éduqués, ne rentre pas en compte. En outre, les inégalités et les relations de pouvoir ne sont pas couvertes par cette manière conventionnelle de voir les êtres humains, qui ne raconte que la moitié de l'histoire : « *Sans soin, les enfants ne peuvent pas grandir, les malades ne guérissent pas, Adam Smith n'aurait pas pu écrire et les personnes âgées ne peuvent pas vivre. Grâce aux soins des autres, nous apprenons ce qu'est la coopération, l'empathie, le respect, l'autodiscipline et l'attention. Voilà les compétences fondamentales dans la vie.* »¹²

La recherche scientifique montre que nous ne sommes pas destinés à vivre dans un esprit de concurrence. Au contraire, de nombreuses recherches montrent que les humains (et les autres primates) sont plus susceptibles de coopérer, sont empathiques et ont un sens fondamental de la justice (ou plus précisément, un sentiment instinctif pour les situations de traitement injuste). Mais à mesure que nous construisons notre identité à travers notre interaction avec les autres et l'environnement, nous nous développons de certaines manières et sommes poussés par les forces et les signaux dominants dans notre société. Ainsi, la tâche est de construire des institutions et des environnements qui nous aident à nous développer comme *homo cooperans*. Ce n'est pas une proposition naïve : la biologie évolutionniste montre que la coopération est la plupart du temps une stratégie plus efficace.

La capacité et le désir de coopération et d'altruisme nous appartiennent en tant qu'êtres humains. C'est le fondement d'une nouvelle vision de la société ; une société qui n'est pas basée sur des personnes solitaires dans un marché libre, mais sur des personnes qui travaillent ensemble *pour le bien commun*.

Pour résumer, l'écologie politique introduit une nouvelle image du monde et de l'humanité, en mettant l'accent sur la coopération et le tissage de liens sociaux et environnementaux. Les relations - avec les êtres humains, avec notre environnement naturel - déterminent notre qualité de vie et nos possibilités d'action. Personne ne trouve de sens dans ce monde s'il ou elle se comporte comme une île isolée du reste du monde. Avec ce nouveau guide de voyage et notre boussole écologique, nous avons maintenant une vision différente des défis sociaux auxquels nous sommes confrontés.

5.3 Le réformisme révolutionnaire

Ainsi, nous arrivons au troisième et dernier élément de notre stratégie de changement : un modèle d'action réaliste qui nous permet de rêver d'un autre monde et nous donne la chance de le réaliser. Nous nous basons sur ce qu'André Gorz décrit comme réformisme révolutionnaire¹³. Chacun de ces deux termes est par lui-même incomplet. Nous ne devrions pas attendre une révolution politique qui, d'un coup, changerait tout pour le mieux. Et faire juste quelques réformes du système existant ne conduiront pas à un véritable changement structurel. Par exemple, s'il est bon que les gens partagent des voitures, cela ne suffira pas à nous assurer une accessibilité et une mobilité durables. Cela nécessite une coopération et une planification stratégiques.

Le réformisme révolutionnaire est une chaîne de réformes de grande envergure qui se complètent et se renforcent mutuellement tout en stimulant la conscience politique. En termes de système, il s'agit de mettre en œuvre des réformes complémentaires et qui se renforcent mutuellement. Cela va générer une synergie et même des retours positifs : des cercles vertueux. Par exemple, si le trafic dans une ville devient plus sûr en raison des mesures politiques, plus de personnes prendront le vélo. Ceci à son tour diminuera la circulation automobile, tandis que l'augmentation du nombre de cyclistes encouragera plus de personnes à se joindre à ce qui maintenant semble normal. Cela donnera également plus de confiance au conseil municipal pour prendre des mesures supplémentaires afin de rendre le cyclisme plus sûr et plus confortable tout en décourageant les voitures de traverser le centre-ville. C'est ainsi que des villes comme Groningue et Copenhague (grâce à des décennies de mesures qui se renforcent mutuellement) sont désormais de véritables villes cyclables.

Afin de parvenir à une telle synergie, le moment de l'introduction est également important : il ne faut pas perdre l'élan. En outre, comme toute réforme engendre de la résistance, le système capitaliste est parfaitement capable de neutraliser les réformes. En termes de pensée systémique : une réforme déséquilibre un système, et sans force suffisante, le système cherchera à regagner



sa situation d'équilibre initiale. Il est donc important de maintenir et d'accroître les acquis des premières réformes à travers de nouvelles réformes qui renforcent également l'autonomie des citoyens.

Si l'on prend des mesures dans la bonne direction, dans différents domaines sociétaux, elles peuvent se renforcer mutuellement pour se transformer en un puissant changement social. Ce n'est certainement pas un processus facile. Le changement social se produit avec des coups et des chocs : une coopération réussie est aussi accompagnée de conflits et de crises. Une réforme réussie n'est jamais seulement une amélioration du système existant : elle permet des changements structurels en stimulant et en provoquant d'autres réformes qui, en synergie, donnent lieu à de véritables transformations. Une réforme ne se suffit jamais à elle-même, ce n'est qu'un pas vers l'objectif de transformation.

Une réforme structurelle se renforce par les pratiques conjointes qui consolident la capacité des citoyens en termes de connaissances, de capacité organisationnelle, etc., de sorte qu'ils soient « désireux et capables » d'impulser, de soutenir ou de se joindre à d'autres réformes. Les citoyens qui, par exemple, établissent une coopérative pour les énergies renouvelables, apprennent rapidement comment fonctionnent les relations de pouvoir. Ce sont eux qui présentent l'interprétation la moins romantique des seuils à franchir et des embûches à contourner, tout en allant de l'avant.

Alors que la direction du réformisme révolutionnaire est claire - vers une société socio-écologique - il n'y a pas de schéma directeur ou de vision définitive disponible. Cela découle de notre idée d'une idéologie en tant que récit ouvert. Les révolutions que nous visons sont si vastes que nous ne pouvons pas saisir une image claire des sociétés et des économies futures. Du moins, pas encore. C'est comme la chenille qui se transforme en papillon. Nous pouvons seulement esquisser des chemins de transformation basés sur les pratiques positives sortant de la situation de transition actuelle. Nous en soulignons trois ici, mais il peut y en avoir davantage.

Premièrement, dans un certain secteur, une multitude d'initiatives peuvent mener à un changement radical. Pensez au secteur de l'énergie et à la croissance des énergies renouvelables. En Flandre, les coopératives d'énergie se sont regroupées et ont mis en place la fédération RESCoop. C'est un pas en avant important, mais il reste encore beaucoup de travail à faire. Aux Pays-Bas, il existe déjà plus de 110 coopératives énergétiques. Encore mieux, l'*Energiewende* allemande reflète l'ambition de transformer tout le système énergétique en un système durable. Grâce à un cadre réglementaire stable, avec le partenariat actif du gouvernement, la part de l'électricité renouvelable en Allemagne est passée de 3,4% en 1990 à plus de 25% aujourd'hui. Et chaque mois,

de nouvelles initiatives citoyennes et à l'échelle des villes sont établies. Par exemple, en 2013, à la suite d'un référendum, la ville Hambourg a décidé de reprendre en main son réseau électrique après une privatisation antérieure. Avec cet exemple, nous arrivons au point suivant.

Deuxièmement, nous avons besoin de nouveaux modèles de gouvernance à plusieurs niveaux. Le niveau local est complémentaire aux secteurs national et international. Partout dans le monde, les municipalités et surtout les villes prennent l'initiative de travailler sur la transition vers une société durable. En Europe, il y a les exemples bien connus de Copenhague ou de Fribourg. Dans presque tous les pays européens, les villes ont signé la Convention des Maires, qui représente une politique climatique très ambitieuse. Ensemble, ces villes représentent plus de 100 millions d'européens. Les villes jouent un rôle directeur clair en matière de neutralité climatique, de mobilité durable et de systèmes alimentaires alternatifs. Au fur et à mesure que ces réseaux deviennent plus puissants, vous pouvez imaginer une Europe rendue durable par le bas, tandis que les réseaux gagnent du pouvoir en relation avec les gouvernements nationaux et la Commission européenne.

Outre les gouvernements locaux ambitieux, il existe des initiatives citoyennes locales. Les initiatives citoyennes sont confrontées au défi de s'unir avec les organisations de la société civile existantes qui veulent s'impliquer dans une nouvelle société civile locale et hybride capable de mobiliser les gens. Et cela est plus important qu'il n'y paraît. Au 20^{ème} siècle, l'État-nation était l'échelle la plus importante de l'émancipation et de l'acquisition de l'autonomie, les syndicats étant un acteur crucial de la lutte sociale. Leur rôle n'est pas encore rempli. Mais au 21^{ème} siècle, l'importance du gouvernement local, en plus du niveau de gouvernement national et européen, augmente. Donc, il y a aussi un besoin de *syndicats de villes* - une nouvelle société civile qui réunit tous les résidents engagés autour d'un programme commun - complémentaire aux ONG opérant à travers l'Europe.

Troisièmement, au 21^{ème} siècle les initiatives de *communautés de pratique* ne sont pas seulement locales. Dans notre ère numérique, elles peuvent être ouvertes et connectées à d'autres initiatives en même temps. Un projet d'agriculture urbaine à Rotterdam pourrait s'inspirer de ce qui se passe à Toronto. Lorsque des experts en informatique conçoivent ensemble le système d'exploitation Linux pour qu'IBM arrête de développer ses propres systèmes, nous ne parlons plus de petites expériences à la périphérie. De nos jours, il n'y a pas seulement des systèmes de logiciels libres, mais il y a aussi des initiatives dans le secteur manufacturier telles que le matériel libre de droit et la conception ouverte (*open hardware and open design*). Les technologies actuelles ne limitent pas la possibilité de micro-usines



gérées localement. De la science-fiction ? En Amérique, les agriculteurs produisent leurs propres outils pour contourner les multinationales et leurs outils brevetés coûteux.

Les sociologues décrivent les communautés de pratique comme des « groupes qui ont un intérêt ou une passion en commun pour ce qu'ils font et qui apprennent ensemble comment faire mieux. » Ce n'est pas un réseau mal défini, mais une communauté caractérisée par une certaine identité (tout le monde poursuit le même objectif), un dialogue ouvert et la création de compétences spécifiques. Ce sont des groupes de personnes qui fournissent identité et plaisir, qui sont eux-même moteurs les plus forts de l'engagement. ¹⁴

5.4 Une ville qui se réinvente

Pour conclure cette partie, tentons un exercice mental. Qu'est-ce que le réformisme révolutionnaire peut signifier pour une ville ? Par exemple, dans une ville verte (*ecocity*), les citoyens créatifs créent une nouvelle entreprise pour le transport local durable : Cargo Velo. L'entreprise transporte des colis, grands et petits, à vélo dans toute la ville. En conséquence, il y a moins de camionnettes et de camions. En outre, l'entreprise travaille avec un centre qui accompagne les chômeurs de longue durée vers un emploi. En même temps, d'autres citoyens lancent des projets agricoles avec des chaînes d'approvisionnement locales : les habitants achètent des produits directement auprès des agriculteurs de la région, créant ainsi des emplois supplémentaires pour les personnes qui ont du mal à trouver leur place sur le marché du travail. Pour la distribution de nourriture, Cargo Velo est utilisé, ce qui fait que moins de camions entrent dans la ville. Cela crée une opportunité pour le conseil municipal de remplacer les voitures avec de nouvelles lignes de tram sur certaines routes fréquentées. Ainsi, les bus roulant au diesel sont remplacés par des tramways. Et ces tramways tirent leur énergie en grande partie de la coopérative d'énergie urbaine qui construit un énorme parc énergétique - des éoliennes avec des panneaux solaires - à la périphérie de la ville. Ce parc énergétique fournit non seulement de l'électricité renouvelable aux résidents urbains, mais en tant qu'actionnaires, ils reçoivent également un dividende chaque année. Ainsi, sa plus-value économique reste dans la ville.

*Avec la renaissance des communs,
il est devenu clair qu'il existe un
troisième mode fondamental
pour organiser la société.*

Ce n'est que le début d'une grande histoire ; le début d'une trajectoire de synergie et de résistance à différents niveaux. La synergie réside dans le fait que les différentes initiatives durables se renforcent mutuellement et atteignent ensemble une échelle économiquement viable. Elles fournissent également de la résistance. Ces nouvelles initiatives rendent la ville moins dépendante des systèmes mondiaux tels que les carburants fossiles et les chaînes alimentaires mondiales, appartenant à des multinationales et soumis à la spéculation. Il y a également moins d'argent sortant de la région en raison de la réduction des achats de carburant et des chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires plus courtes. Enfin, le profit économique des coopératives alimentaires et énergétiques reste aux résidents de la ville et est en partie réinvesti dans le développement d'infrastructures durables.

Cet exemple n'est pas un plaidoyer pour isoler les villes. Au contraire, il s'agit d'organiser les bonnes choses à la bonne échelle. Le café sera toujours importé d'Afrique, les trains relieront les zones de peuplement majeures de la région et les villes au-delà de la région et surtout, les idées s'épanouiront sur les forums numériques du monde entier. Nous pouvons suivre une initiative citoyenne inspirante, par exemple en Équateur, et nous inspirer les uns des autres dans le monde entier.

5.5 L'autonomie connectée comme principe d'organisation

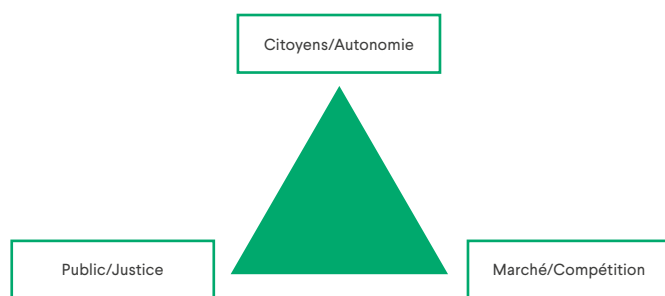
Il y a toujours plus de solutions aux défis sociétaux que nous ne l'imaginons. Les modèles fixes bloquent souvent la route des chemins inexplorés, et ceux qui crient le plus fort semblent avoir les meilleures propositions. Par exemple, en regardant les opinions sur la façon dont le logement devrait être organisé, elles ont tendance à se situer sur un spectre entre deux points de vue opposés. À gauche, on considère que le gouvernement est le meilleur acteur pour l'organiser de manière équitable. D'un autre côté, la droite fait valoir que seul le marché peut attribuer les maisons de manière optimale. Beaucoup de commentateurs ont interprété la chute du mur de Berlin en 1989 comme la victoire de la droite à un niveau plus global. Dans des pays comme le Royaume-Uni, le système de logement social a été démantelé et les foyers de soins ont été transférés du secteur public au secteur privé.

Ce genre de discussions sont piégées dans une dichotomie gauche-droite, dans laquelle la gauche radicale, sans analyse critique, prétend invariablement que le gouvernement est la solution et la droite, tout aussi aveugle, ne voit le salut que dans les entreprises privées. C'est comme si le citoyen - le porteur de la démocratie - ne pouvait que rester à l'écart et était incapable de proposer des solutions aux besoins de la société. Prenant



l'exemple du logement pour les personnes âgées, les initiatives citoyennes comme les Abbeyfield Houses sont rarement mentionnées dans le débat public. Cette initiative est née en Grande-Bretagne en 1956 en réponse à un problème social grandissant : un nombre croissant de personnes âgées dans les quartiers pauvres de Londres n'étaient plus en mesure de vivre de façon décente et indépendante. Aujourd'hui, la British Abbeyfield Society gère 700 maisons avec 7 000 résidents âgés aidés par 10 000 bénévoles. C'est un concept de vie collective avec un mouvement de volontariat qui a déjà pris racine dans de nombreux pays.

Cela ne veut pas dire que les initiatives citoyennes sont la panacée pour tous les défis, mais elles peuvent être une partie importante du futur si nous sommes disposés à élargir nos perspectives. Essentiellement, nous avons trois options de base pour relever les défis et organiser la société. Cette vision élargie de la société peut être représentée par le triangle suivant. Le spectre gauche/droite présenté ci-dessus est en fait seulement la ligne à la base du triangle.



Les trois façons fondamentales d'organiser la société.

Source: Holemans, D, 2016: 140.

Chaque angle indique un extrême de la façon dont la société peut être organisée : une société entièrement axée sur le marché ; une société 100% dirigée par l'État ; ou une exclusivement gérée par des citoyens autonomes. La façon dont une société donnée formule une réponse à un besoin social - comme les maisons de retraite - peut se situer n'importe où dans ce triangle. Avec cette vision élargie, nous arrivons au cœur de l'écologie politique, comme l'a souligné le philosophe Philippe Van Parijs¹⁵. Cette présentation montre l'étroitesse du discours dominant dans notre société (oscillant entre plus d'État ou plus de marché), puisqu'il ne se déroule que le long du côté horizontal du triangle. Une fois que l'on a conceptualisé les trois angles, avec l'autonomie ci-dessus comme dimension verticale, il devient immédiatement clair que lorsque les logiques libérales et socialistes louent l'importance du marché ou de l'État, elles préconisent non seulement moins d'État ou moins de marché, mais plaident aussi pour une sphère autonome plus restreinte. Mais il existe une troisième

perspective qui met l'accent sur les activités autonomes et, par conséquent, moins sur l'implication de l'État et du marché. L'axe horizontal « bureaucratie d'État - marché libre » est typique de la société industrielle moderne ; la transition de cette ligne au sommet du triangle est une caractéristique de la société post-industrielle actuelle qui favorise d'autres formes de participation à la vie sociale du point de vue de l'autonomie, plutôt que celle de l'argent et du travail.

En tant que source d'innovation sociale, l'importance de la sphère autonome ne peut être sous-estimée : beaucoup de solutions aux défis sociétaux ne sont pas données par le gouvernement ou par des grandes entreprises, mais par des citoyens créatifs.

La perspective de l'autonomie est un élément clé de l'écologie politique. En ce qui concerne les deux autres façons de penser, il n'est pas souhaitable, d'un point de vue vert, de pousser la société dans un seul coin du triangle. Contrairement aux libéraux fondamentalistes du marché, les écologistes reconnaissent qu'une nouvelle combinaison des composantes marché, État et autonomie doit être construite. En même temps, le point de vue des écologistes se distingue nettement de l'approche libérale et socialiste. Pour les libéraux, l'autonomie est la liberté de ne pas être contraint par l'autorité de l'État - c'est une conception purement négative de la liberté ; pour les écologistes, l'autonomie est une liberté positive et représente le *potentiel réjouissant de façonner le monde ensemble dans les limites de l'environnement*. L'autonomie est en contradiction avec une individualisation unilatérale : le façonnement réjouissant se fait toujours en coopération avec les autres. Par conséquent, les écologistes parlent de l'*autonomie qui repose sur les liens sociaux et environnementaux, de la*



liberté dans la solidarité, de la diversité dans l'égalité. On ne peut trouver l'épanouissement et construire un monde meilleur qu'à travers une relation fructueuse avec les autres, ce qui implique aussi la dimension de soin, l'un pour l'autre, pour le monde dans lequel nous vivons et pour notre planète vivante. Cette perspective nourricière et attentionnée est liée à la notion d'intendance (*stewardship*) : notre liberté d'agir et de changer le monde implique, en même temps, de s'en sentir responsable.

En tant que source d'innovation sociale, l'importance de la sphère autonome ne peut être sous-estimée : beaucoup de solutions aux défis sociétaux ne sont pas données par le gouvernement ou par des grandes entreprises, mais par des citoyens créatifs. La solution de logement *Abbeyfield* mentionnée ci-dessus est un bon exemple, tout comme les innovations sociales telles que le covoiturage, les initiatives d'agriculture biologique et les coopératives d'énergie. Qui a construit les premières éoliennes modernes pour produire de l'électricité ? C'étaient des citoyens qui développaient une alternative positive aux centrales nucléaires dans des pays comme le Danemark et l'Irlande.

Le triangle montre que l'écologie politique va au-delà de la protection de l'environnement et de la simple modernisation écologique. Les écologistes ne veulent pas seulement respecter les limites de l'écosystème terrestre, ils s'efforcent en même temps de créer une plus grande sphère sociale co-dépendante où les gens peuvent déployer leurs capacités ensemble, sans interférence du marché ou de l'État. L'objectif final est une bonne vie pour tous dans les limites de l'environnement.

5.6 Des partenariats public-privé aux partenariats public-civil | L'État partenaire

La recherche montre que la plupart des initiatives citoyennes s'appuient d'une manière ou d'une autre sur la coopération avec l'État. Ce n'est pas un problème : c'est notre avenir. Le régime néolibéral des trente dernières années a décrété que la meilleure approche pour organiser n'importe quoi dans la société était celle fondée sur les marchés et la concurrence. Cela a conduit à un large éventail de partenariats public-privé, qui, la plupart du temps, ont conduit le gouvernement à perdre son emprise sur les domaines politiques et les citoyens à payer trop d'impôts pour les services fournis. Encore une fois, le triangle montre clairement l'alternative, la voie future du développement : les partenariats public-civil. Avec de plus en plus de citoyens prenant leurs propres initiatives, le défi pour les gouvernements est de devenir des États partenaires, comme cela se passe déjà dans des villes comme Bologne et Gand. Ici, les politiciens ne voient pas leur circonscription politique comme un territoire à gérer d'en haut, mais comme une communauté de citoyens avec beaucoup d'expérience et de créativité.

Laissant de côté la politique imposée d'en haut (*top-down*), ils développent des formes de co-création et de co-production. À Gand, les citoyens ont développé, dans le cadre d'une politique climatique participative, le concept de « rues vivantes ». Ils ont décidé par eux-mêmes de récupérer leurs rues - de fonctionner sans voitures pendant un mois ou deux. Le gouvernement de la ville a pris toutes les mesures nécessaires pour que cela se fasse d'une manière légale et sûre. Si les autorités locales avaient réalisé cette expérience unilatéralement, cela aurait provoqué d'énormes protestations. Grâce à des partenariats public-civil, un domaine sous-estimé du triangle des possibilités sociétales, cette idée a été explorée de manière positive.

Avec la renaissance des communs, il est devenu clair qu'il existe un troisième mode fondamental pour organiser la société. Centré sur le principe de base de l'autonomie, il a sa propre logique, consistant en des formes spécifiques de relations sociales fondées sur la réciprocité et la coopération. Il est plus que probable que ces nouvelles initiatives de communs constitueront un élément crucial de la transformation vers une société socio-écologique. Alors qu'il serait imprudent de lutter pour un « commonisme » pur, comme pour le communisme ou le néolibéralisme, une société fondée sur une seule des trois approches de l'organisation est incapable de faire face à la vaste gamme de défis graves auxquels nous sommes confrontés de nos jours. Cela dit, stimuler et soutenir les communs exige un état actif qui développe de nouvelles institutions qui permettent aux citoyens de s'engager dans des projets de transition de manière sécurisée, afin que leur autonomie et leur créativité puissent s'épanouir.

La valeur indispensable du mouvement des communs est qu'il renforce et ajoute à la diversité institutionnelle des sociétés - l'une des principales caractéristiques de la résistance. En ce qui concerne notre identité et nos relations, cela stimule la capacité humaine de base à coopérer et à prendre soin de nous-mêmes et des autres.¹⁶

5.7 L'aperçu d'une nouvelle économie

Le modèle économique qui nous a apporté la prospérité dans le passé ne peut plus être la voie de l'avenir. Ce modèle de « Prendre-Faire-Utiliser-Jeter » n'est plus viable, car il dépasse la capacité de charge de la terre, détruit les moyens de subsistance et génère plus d'inégalités.

Prenons l'exemple de l'industrie de la viande au Benelux. Tout commence par les combustibles fossiles importés du Moyen-Orient, à partir desquels, dans les ports d'Anvers et de Rotterdam, des engrais sont produits, requérant un énorme apport d'énergie. Ceux-ci sont à leur tour transportés par bateau au Brésil, où ils sont



utilisés pour cultiver le soja (pour lequel des forêts tropicales ont été détruites), qui, à son tour, retourne en Belgique pour nourrir les porcs que les agriculteurs essaient d'exporter en Chine.

En fait, le cycle de vie du produit emblématique de notre époque - le smartphone - est aussi fou. Les métaux rares sont déterrés par des jeunes au Congo, utilisés en Chine pour la production, et les consommateurs occidentaux achètent ces téléphones jusqu'à ce que le nouveau modèle soit lancé et qu'une grande partie des vieux téléphones, toujours fonctionnels, finissent comme déchets électroniques, jetés sur le territoire de pays africains pauvres. Ces exemples montrent qu'obtenir une véritable économie durable simplement en rendant notre économie actuelle, basée sur la croissance et la concurrence, légèrement plus verte, n'est qu'une illusion. Nous devons nous débarrasser de cette *économie extractive* qui tue les communautés et la terre. En effet, les nouvelles grandes entreprises numériques, comme Uber ou Airbnb, appartiennent également à ce type d'économie. On pourrait dire qu'elles forment une sorte d'exploitation minière numérique : elles creusent et extraient de la valeur dans le monde entier pour les sociétés de capital-risque de la Silicon Valley.

Nous devons construire une économie socio-écologique qui non seulement respecte les limites de la planète, mais qui permet également à chaque personne sur terre de mener une vie agréable. Heureusement, plusieurs penseurs ont développé des propositions inspirantes pour cette nouvelle économie et des chemins sur la façon d'y arriver. Dans son livre *Prosperity without Growth*, Tim Jackson, par exemple, plaide pour un abandon de la définition matérielle du progrès qui ne se base que sur l'argent ou la valeur d'échange. Au lieu de réduire la satisfaction de nos besoins à la consommation immédiate, nous avons besoin d'une vision plus large de la définition de la prospérité, incluant l'importance des relations et des communautés. Sur le plan structurel, nous avons besoin de beaucoup plus d'investissements dans des infrastructures qui permettent une vie durable, comme les transports publics et un système d'énergie renouvelable.

Nous puisons également de l'inspiration dans l'œuvre *Doughnut Economics* de Kate Raworth. Le titre fait référence à un diagramme en forme de beignet qui résume les limites écologiques et les objectifs sociaux d'une économie socio-écologique en une image.

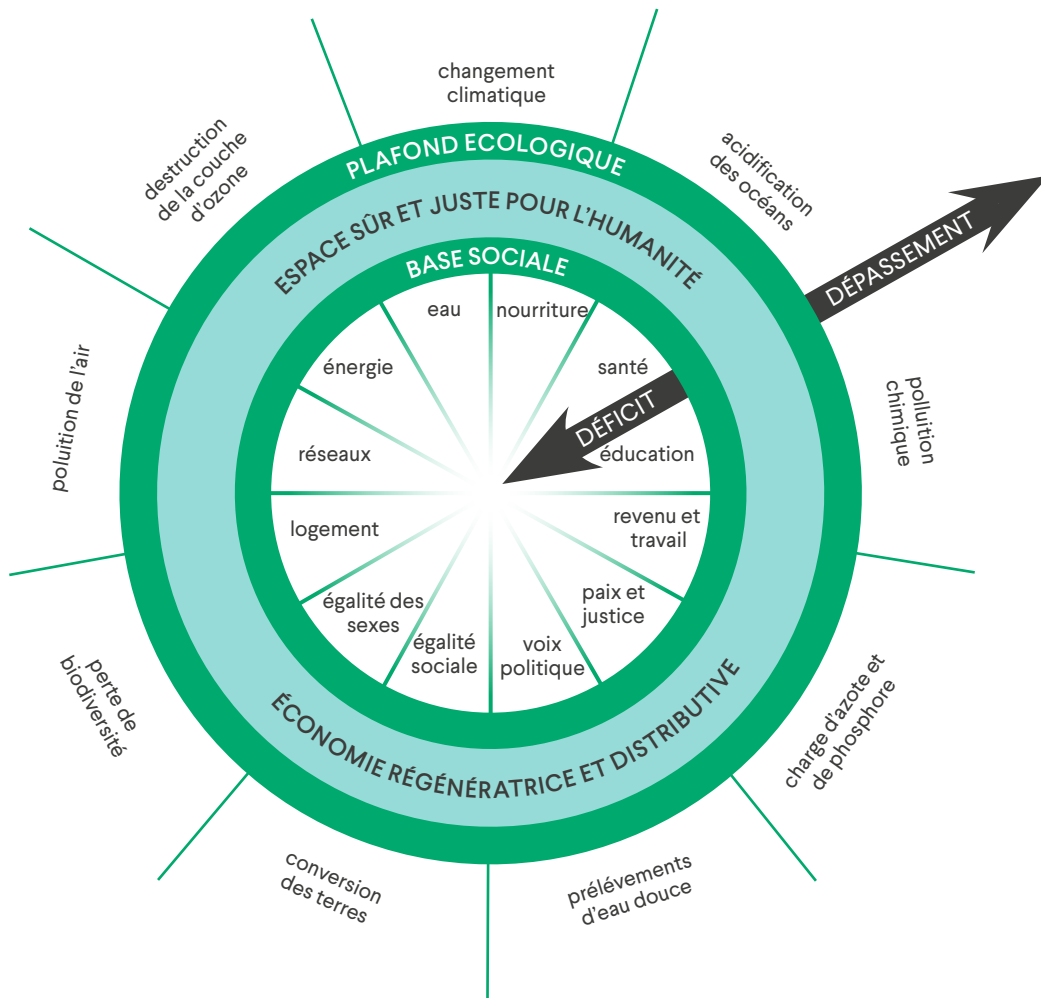
Le cercle extérieur du beignet représente les limites des systèmes vitaux de la Terre - le plafond écologique que l'économie humaine ne doit pas dépasser. Le cercle intérieur représente la base sociale de ce que l'économie doit fournir à chaque personne sur terre.

Entre les deux cercles se trouve l'espace sûr et juste pour l'humanité, que nous ne pouvons réaliser qu'avec une économie conçue comme génératrice et distributive. Contrairement à une économie extractive, cette économie génère beaucoup plus de *biens* que de simples profits. Pensez à un agriculteur qui, par ses pratiques, améliore la biodiversité et la vie communautaire. La conception distributive commence par la question : à qui appartient la richesse ? L'accent n'est plus seulement sur la redistribution de la valeur une fois produite, mais sur le partage dès le départ des sources de richesse. Et cela inclut non seulement l'argent, mais aussi la terre, les entreprises et la capacité de créer de l'argent. Par exemple, qu'en est-il de la propriété de la technologie - qui sera le propriétaire des robots ? Parmi les exemples positifs actuels, on trouve les coopératives d'énergie appartenant à des citoyens et l'agriculture soutenue par la communauté.

Comme je l'ai déjà défendu (Holemans, 2013), cela signifie que l'économie mondiale devient plus petite et que les économies urbaines et régionales se développent de manière écologique en économies circulaires sociales¹⁷. De cette façon, nous pouvons changer l'un des grands paradoxes de notre économie. Nous avons organisé notre économie sur la base d'installations de production centralisées, en transportant dans le monde entier des produits lourds et exigeants en carbone (pensez à l'exemple de la production de viande). D'autre part, ce système limite ce qui est léger, en particulier les idées et les connaissances. En inversant cette logique - partager des idées à l'échelle mondiale et produire plus localement - nous obtenons la base d'une économie totalement nouvelle. On parle alors d'*innovation ouverte et de partage des connaissances* au niveau mondial afin de relocaliser la production. Les entreprises explorent déjà ce nouvel avenir. Le fabricant belge de produits de nettoyage écologique Ecopower a lancé un projet sur l'île de Majorque pour voir comment une production localisée pour une consommation localisée, basée sur des matériaux locaux et des flux de déchets, est possible. L'objectif est d'évoluer en un partenaire mondial de connaissances avec un large réseau de collaborateurs régionaux permettant une fabrication durable.¹⁸

Gorz a été l'un des premiers penseurs à souligner que l'évolution des moyens de production mène le capitalisme à son auto-affaiblissement. Le développement d'artisans « high-tech » (imprimantes 3D) permet de produire efficacement dans les *micro-usines* à l'échelle locale des articles dont les gens ont besoin. En connectant ces micro-usines à travers le monde par des réseaux qui partagent le logiciel et le design, nous n'avons plus besoin de la production classique pour faire des profits sur le marché. Nous pouvons maintenant déterminer conjointement quel produit est nécessaire localement, comment et pourquoi le produire. Cette nouvelle approche réduirait le besoin de transport, de marketing





Le Beignet : une boussole pour le 21^{ème} siècle. Entre les fondations sociales du bien-être humain et le plafond écologique de la pression planétaire se trouve l'espace sûr et juste pour l'humanité. Source: Raworth, K, 2017: 44.

et d'assemblage, ce qui réduirait considérablement les coûts. Gorz appelle cela une « utopie concrète » : il s'appuie sur des développements existants (tels que le logiciel libre et open source, l'automatisation qui mène à moins d'emplois) combinés avec un revenu de base inconditionnel qui reflète l'utopie de l'autoproduction coopérative au niveau local de la communauté. Bien sûr, cette utopie ne se réalisera pas, mais nous permet d'envisager un autre monde radical.

En inversant cette logique - partager des idées à l'échelle mondiale et produire plus localement - nous obtenons la base d'une économie totalement nouvelle.

Les idées de Gorz ont été développées davantage par des penseurs comme Michel Bauwens et Yochai Benkler. Bien qu'ils utilisent de nombreux exemples tirés de l'économie du savoir, leurs concepts tels que la *production par les pairs basée sur les communs* nous fournissent une nouvelle forme de production qui peut enrichir notre modèle économique en le rendant hybride. Ces concepts s'inscrivent dans l'évolution radicale que connaît notre société à la suite de la dernière vague d'innovations technologiques. Comme les innovations précédentes - pensez à la vapeur ou à l'électricité - ces technologies de l'information et de la communication sont perturbatrices : elles déstabilisent l'ordre social, rendent de nouvelles choses possibles et d'autres obsolètes. Pour comprendre comment cela fonctionne, pensez à l'encyclopédie de mon père.

Quand j'ai commencé l'école secondaire, mon père a acheté l'*Encyclopédie Standaard*, qui consistait en douze livres reliés en cuir rouge. L'encyclopédie est un symbole de l'Etat-providence de l'après-guerre, dans lequel la classe moyenne jouit d'un pouvoir d'achat et d'une éducation croissants. La compilation d'une encyclopédie



est l'œuvre d'un groupe restreint d'experts. Vous avez les éditions commerciales chères. En outre, ceux qui en ont les moyens peuvent aller à l'université.

Et puis, maintenant, une génération plus tard, je me retrouve avec des adolescents à la maison. L'encyclopédie lourde a été remplacée par l'iPod léger et chaque requête est répondue sans fil cinq secondes plus tard par Wikipedia. Cette encyclopédie représente un modèle de connaissance et de production complètement différent, construit à partir de différentes relations sociales. Il n'est plus compilé par un petit groupe d'experts, mais à travers un vaste réseau de citoyens. Et ils ne contribuent pas pour l'argent ou un titre universitaire, mais par pure motivation intrinsèque. Tout le monde peut contribuer à Wikipedia ; le contrôle de la qualité se produit ensuite par des personnes qui en ont les mérites. Ce produit est fait par les contributions d'égaux, ou de pair à pair (p2p). Pour Bauwens, Wikipedia est un symbole de la transition vers un autre monde. Selon lui, elle finira par devenir la manière de coopérer et de produire du 21^{ème} siècle. Et il voit des exemples dans de nombreux domaines, tels que les logiciels libres (dont le code est public). Dans cet exemple, le logiciel p2p Linux n'a pas seulement rivalisé avec les grandes entreprises comme IBM, mais de manière plus fondamentale, il a engendré une situation où ce type de logiciel n'est plus un produit du marché. Au contraire, il fonctionne comme un fournisseur de services, une plateforme pour concevoir des applications spécifiques. Mais le code source de Linux reste accessible à tous : c'est un exemple des nouveaux communs numériques. De manière similaire, dans le domaine de la production de marchandises, Bauwens voit disparaître les grandes entreprises verticales au profit de micro-usines en réseau.

Certes, il ne s'agit pas là de la tendance dominante, le dernier rapport de la CNUCED soulignant par exemple la concentration croissante du marché et le retour des rentiers. Il en va de même pour internet en tant que structure de décentralisation. De nos jours, la réalité est qu'internet permet une centralisation extrême (NSA, Silicon Valley, capitalisme des plateformes, big data). Ainsi, la perspective de Bauwens est un point d'entrée prometteur pour une intervention stratégique, sans être naïf sur le danger réel d'une fusion de la NSA et de la Silicon Valley, concentrant pouvoir politique et économique.

Pour Bauwens, la puissance d'internet réside dans le fait qu'il permet un contact horizontal entre des utilisateurs volontaires pour communiquer ou interagir. Et « local » signifie désormais « global » : des initiatives locales, telles que l'agriculture urbaine, peuvent travailler ensemble dans un réseau mondial et partager les connaissances acquises... Ici, vous pouvez étendre et reproduire ce qui était auparavant possible seulement dans des petits groupes. Grâce à internet, le partage

de voitures ou de vélos est devenu un jeu d'enfant, tout comme la revente d'articles d'occasion.

On peut voir le modèle de la production par les pairs basée sur les communs comme la pierre angulaire d'un nouveau système post-capitaliste. Bauwens décrit cette nouvelle institution économique qui devrait occuper une plus grande place dans l'élaboration de la politique économique, basée sur deux niveaux. Sur la couche de base, les gens contribuent à certains communs (logiciels libres ou terrains collectifs, par exemple). Ces communs sont principalement liés à des associations qui ont un but social (une fondation ou une organisation à but non lucratif) et des organisations qui protègent et gèrent l'infrastructure des communs. Sur la deuxième couche, les acteurs du marché peuvent utiliser les communs pour gagner de l'argent grâce à toutes sortes de services complémentaires, tels que la formation, la maintenance, la personnalisation de logiciels, etc. Que ces entreprises doivent payer ou non pour l'utilisation des communs dépend de leurs objectifs. Les entreprises capitalistes classiques devront payer. C'est possible avec de nouvelles formes de licences qui protègent la valeur d'usage créée. Les entreprises axées sur des objectifs sociaux, décrites comme des entreprises éthiques, peuvent utiliser librement les biens communs, à condition de contribuer à la gestion et à l'expansion des communs. Par exemple, les citoyens peuvent se regrouper pour créer leurs propres organisations, comme les coopératives, ce qui permet de gagner de l'argent pour la conservation des communs.

Dans le domaine de l'agriculture, on trouve des projets couronnés de succès en Allemagne (Regionalwert AG), au Royaume-Uni (SA Land Trust), en France (Terre de Liens) et en Belgique (Terre-en-Vue et *The Landmates*). Ils montrent comment une coalition d'acteurs de l'agriculture biologique et environnementale, avec les citoyens, peut développer un modèle de production alternatif. Le modèle agricole et alimentaire actuel rend les citoyens et les agriculteurs impuissants : la liberté de choix du premier groupe se limite à ce qui se trouve dans les rayons des supermarchés, et les agriculteurs sont des pions sur l'échiquier des entreprises alimentaires mondiales - une situation de marché oligopolistique. Dans le système alternatif, les clients et les sympathisants achètent ensemble des fermes pour assurer non seulement le financement, mais aussi la continuité de l'entreprise. Ainsi, ils retirent les terres agricoles de l'économie spéculative et les amènent dans une structure de propriété collective. Ils gèrent la terre comme un bien commun et veillent à ce qu'elle soit utilisée comme terre agricole pour l'agriculture biologique. Cela répond à la critique de Polanyi du traitement de la terre comme une marchandise fictive.

Les Landmates, une fondation et coopérative, est un bon exemple de cette nouvelle économie. La fondation sur-



veille la vision, reçoit des dons et met à la disposition des agriculteurs les terres acquises par l'intermédiaire de la coopérative. La coopérative acquiert des ressources financières par l'émission d'actions. Elle achète également des terres agricoles et fournit des contacts entre les utilisateurs et les agriculteurs. Mais c'est beaucoup plus qu'une institution financière alternative. C'est un modèle agricole durable dans tous ses aspects : écologique, social et économique. Écologique signifie une entreprise agro-écologique avec une attention portée à un sol sain ; social signifie produire pour les clients dans leur propre région ; économique signifie que le prix permet une rentabilité équitable. De ce point de vue, les terres agricoles sont communes : l'agriculteur partage sa responsabilité à travers le soutien d'un groupe de citoyens engagés, et reçoit une compensation pour les services écosystémiques (par exemple, la biodiversité). L'agriculteur travaille avec des ventes dans la chaîne d'approvisionnement plus courte, à travers les systèmes d'abonnement, d'auto-récolte, les ventes à la ferme et les marchés fermiers. Dans ce système, l'agriculteur détermine plus indépendamment son prix, le consommateur joue un plus grand rôle dans un système alimentaire local et durable. Sa liberté n'est plus limitée à l'offre du supermarché ; une offre locale de nourriture durable est garantie. L'agriculteur biologique paie une compensation à la coopérative pour la terre. Tout cela doit *in fine* assurer l'autonomie du système.

Les Landmates sont un exemple illustrant ce genre de nouveau modèle de collaboration. Au lieu d'accepter un système alimentaire mondialisé, contrôlé par quelques grandes entreprises et la concurrence mondiale, il constitue un élément de base au niveau méso d'un système alimentaire nouveau et résilient. Il inclut la dualité du modèle décrit : la fondation qui surveille la vision et gère les communs, et l'entreprise éthique (coopérative) qui fournit des produits, des emplois et des revenus dans une perspective durable.

Un monde dans lequel de telles entreprises, ainsi que d'autres innovations, se transforment en un véritable système alternatif est une possibilité, mais ne va certainement pas de soi. Tout choc technologique perturbe l'ordre établi et offre des possibilités d'émancipation pour créer plus d'opportunités pour plus de personnes. En même temps, l'ordre établi essaie de maîtriser la même technologie. L'avenir n'est pas décidé et dépend d'une série de facteurs, y compris des luttes sociales et des relations de pouvoir. L'émancipation des citoyens dépendra de la mesure dans laquelle ils s'empareront du monde numérique, car tous les systèmes p2p ne mènent pas à un commun. Au contraire, des exemples comme Facebook, Airbnb, Amazon, Google sont hyper-capitalistes. Alors que plus d'un milliard de membres s'amuse et apprécie la valeur d'usage qu'ils produisent eux-mêmes (la photo de vacances que vous venez de publier, gratuitement pour les multinationales),

un petit groupe d'actionnaires s'enrichit en exploitant la valeur d'échange (vendre vos informations personnelles à d'autres sociétés). Et, de plus, les principes démocratiques ne jouent pas de rôle ici puisque le code et la conception de Facebook sont strictement secrets. N'est-il pas temps d'appeler à l'action ? Le gouvernement peut décider qu'il s'agit d'une infrastructure d'intérêt général, ou que les utilisateurs peuvent s'organiser pour prendre le contrôle de Facebook.

L'exemple des *Landmates* met l'accent sur l'importance des nouvelles technologies. Gardons-nous de sous-estimer leur impact ; cependant, ce ne sont pas seulement les travailleurs du savoir qui déplacent les pièces sur l'échiquier. La survie de la coopérative ne dépend pas d'internet. Internet facilite le financement par la collectivité et permet à un agriculteur de communiquer gratuitement avec ses clients. Et dans d'autres domaines - pensez à l'économie circulaire locale durable - internet facilite la recherche d'informations sur la façon de réparer certains de vos appareils cassés (mais ne fournit pas l'endroit physique pour que cela se fasse en collaboration). Au final, il s'agit toujours de l'association fructueuse d'innovations technologiques et sociales. Il en va de même pour les plateformes numériques comme Facebook, Uber ou Airbnb. Il n'est pas nécessaire que ces plateformes axées sur le profit et financées par du capital de risque dominant la nouvelle économie - elles ne sont pas le seul moyen d'utiliser les technologies numériques. En 2014, un nouveau mouvement a été créé, appelé Coopératisme des Plateformes. Il envisage de nouvelles formes de plateformes numériques qui font partie de l'économie générative, avec la valeur financière et sociale circulant parmi les utilisateurs. Une coopérative de plateforme est une entreprise détenue par une coopérative et gérée démocratiquement.¹⁹ Lorsque, par exemple, à Denver, Uber a été lancé, beaucoup de conducteurs de voiture ont perdu leur emploi. Au lieu d'accepter un travail précaire en tant que conducteur Uber, ils se sont organisés avec succès sur une plateforme numérique alternative, *Union Taxi*.

Comme les fondateurs du nouveau mouvement écrivent dans *Ours to Hack and Own* : « ... nous parlons de gouvernance partagée et de propriété partagée des leviers de pouvoir d'internet - ses plateformes et ses protocoles. /.../ Le coopératisme des plateformes... nécessite un type d'écosystème différent - avec des formes appropriées de financement, de droit, de politique et de culture - pour soutenir le développement d'entreprises en ligne démocratiques. Cela signifie lancer le défi au mouvement coopératif de répondre aux opportunités de l'économie des plateformes, et défier l'économie des plateformes de surmonter son obsession avec le profit à court terme pour quelques-uns. » (Scholz & Schneider 2016:12).



5.8 La résilience comme élément d'une nouvelle réglementation socio-écologique

Comme c'est étrange, bien que les États européens se considèrent comme hautement développés, civilisés et intelligents, ils n'étaient absolument pas préparés à la crise de la Covid-19. Dans les années précédant la crise, aveuglés par les dogmes néolibéraux, les gouvernements, français et belge, par exemple, ont détruit leurs stocks stratégiques de masques. Dans la même veine, la Commission européenne a fait activement pression sur les États membres pour qu'ils privatisent certaines parties de leurs systèmes de santé et adoptent des politiques d'austérité, réduisant ainsi les dépenses dans les services publics, comme le secteur de la santé. Toutes ces politiques reposent sur la croyance que les entreprises privées et les marchés sont le moyen le plus efficace de relever les défis sociétaux. Nous sommes un an plus tard et nous voici à présent mieux informés. En temps de crise, nous avons besoin de démocraties et de gouvernements forts pour piloter l'économie, en partant du principe que le bien-être passe avant le profit. La crise de la Covid-19 a fondamentalement remis en question la manière dont il faut organiser la société pour garantir la santé et le bien-être de tous. Face à un choc systémique, la résilience doit être un des principes directeurs de la relance. Ceci dit, la résilience en soi est un concept neutre ; le capitalisme extractif, par exemple, s'est montré des plus résilients. Néanmoins, dans le cadre des politiques socio-écologiques, la résilience peut être utilisée comme un principe essentiel afin de rendre les politiques progressistes plus fiables et plus efficaces à long terme.

Pour commencer, nous avons réalisé que la Covid-19 est un choc que nous n'avons pas vu venir bien qu'il ait été souvent prédit, pour l'essentiel, . De nombreux rapports l'ont annoncé dans les années qui ont précédé son apparition. La recherche a établi le lien entre les nouveaux virus et la destruction des espaces naturels qui, dès lors que ce lien est combiné avec un modèle économique qui dépend d'échanges commerciaux et de déplacements de personnes partout dans le monde, constituent deux aspects problématiques du système mondiale actuel ²⁰. À cela s'ajoute la négligence des gouvernements. Selon le virologue belge Johan Neyts, cette pandémie aurait pu être évitée si les gouvernements avaient investi dans des antiviraux il y a dix ans. La crise du Covid-19 est un autre signal fort indiquant qu'il est temps de changer de paradigme, c'est-à-dire de passer d'une société somnambule axée sur le profit, la concurrence et la consommation, à une société tournée vers l'avenir qui privilégie l'investissement, la coopération et le bien-être. Cette transition est impérative pour éviter ce que Naomi Klein décrit comme la « doctrine du choc » ²¹. Comme elle l'a observé, les néolibéraux partisans du libre-marché sont toujours prêts à utiliser les catastrophes pour dépouiller l'État et bien plus, au

profit de leurs propres intérêts. Des agissements qui rendent nos sociétés encore plus vulnérables aux chocs.

Sachant que d'autres chocs nous attendent en termes de climat, de biodiversité et d'approvisionnement alimentaire, le concept de résilience peut faire office de principe directeur à condition de l'intégrer dans un cadre émancipateur. Qu'est-ce qui définit la résilience ? Un système est résilient quand il continue à fonctionner après un choc. En outre, un système résilient évite les chocs autant que possible.

La résilience dépasse le cadre de la simple robustesse. Elle porte sur des systèmes socio-écologiques capables de se réorganiser sans perdre leur fonction et leur structure. Bien que ce fait ne soit pas souvent admis, notre société mondialisée est bien un système socio-écologique. Comme la démontré la crise de la Covid-19, toute activité humaine dépend des systèmes naturels en même temps qu'elle les influence. En ce sens, la nature est devenue partie prenante. Elle ne peut plus se concevoir ni comme une toile de fond statique, ni comme une ressource à exploiter indéfiniment. Comme l'explique très bien le philosophe français Bruno Latour, nature et culture sont intimement liées, à telle enseigne que prendre conscience de la relation de codépendance entre société et nature fait partie du chemin qui mène à une société résiliente.

Un système résilient est un système capable de se transformer lorsque les circonstances changent pour continuer à fournir les services nécessaires. Prenons l'exemple d'un bassin hydrographique : les nouveaux réservoirs absorbent les pluies hivernales pour empêcher les inondations tandis que pendant les étés, plus secs, ces mêmes réservoirs approvisionnent les systèmes alimentaires locaux en eau. Surtout, un système résilient anticipe de façon proactive et ne se résigne pas à réagir aux événements à mesure de leur survenue.

La résilience englobe quatre composantes : les boucles de rétroaction courtes, la modularité, la diversité et le capital social. La première porte sur la rapidité avec laquelle nous sommes confrontés aux conséquences de nos actions. Les boucles de rétroaction brèves posent problème tant dans la lutte contre le changement climatique que dans la lutte contre la propagation de nouvelles maladies. Dans ces deux cas, la période s'écoulant entre l'action causale et ses répercussions est relativement longue. Beaucoup de personnes se demandent pourquoi nos sociétés sont capables réagir de façon décisive face au coronavirus alors que nous n'y sommes pas parvenus dans le cas de la crise climatique. La réalité est plus complexe. Même si nous réagissons rapidement face à l'urgence sanitaire, par essence, le coronavirus et le climat sont les conséquences d'un seul et même système économique.



Qu'il s'agisse du coronavirus ou du changement climatique, le coupable est notre économie dépendante de la croissance qui pénètre toujours plus profondément dans la nature pour en extraire des matières premières et exploiter les terres. L'abattage des forêts pour l'agriculture industrialisée réduit les habitats de la faune, ce qui la contraint à rechercher sa nourriture dans les établissements humains. Au fur et à mesure de la destruction de leurs écosystèmes, les chauve-souris d'Asie et d'Afrique sont de plus en plus souvent en contact avec les populations humaines²². Les chauve-souris sont porteuses de nombreux virus auxquels elles sont elles-mêmes résistantes. Quand elles sont soumises à des tensions résultant de la destruction de leur habitat, la charge virale présente dans leur corps s'accroît et elles deviennent contagieuses. En résumé, notre système économique fondé sur l'expansion et l'éco-colonialisme détruit la nature depuis des décennies. Mais ce n'est qu'aujourd'hui, en raison de la lenteur des boucles de rétroaction planétaires, que les effets les plus rudes de ce système sur la santé et le climat se font sentir.

La modularité mise en lumière est un autre problème fondamental de notre société. Un système modulaire est composé de plusieurs sous-systèmes qui ne sont pas interconnectés au point de disposer d'une autonomie suffisante. Une économie basée sur des chaînes de production planétaires aux mains de multinationales est précisément le contraire d'un système modulaire. De nombreux pays occidentaux ne sont même plus capables de produire des masques de protection. La Chine fabrique aujourd'hui la moitié environ des masques dans le monde : à l'opposé de la modularité. La modularité implique que d'importantes quantités de masques soient fabriquées dans des lieux différents et relativement éloignés les uns des autres aux quatre coins de la planète. L'entreprise américaine 3M, connue surtout pour ses post-its mais qui est aussi une grande productrice de masques, a déjà démontré que c'est possible. Quand l'économie s'est mondialisée, 3M n'a pas fermé sa société mère aux États-Unis. Elle a fait construire des nouvelles usines en Chine et en Corée du Sud. Chaque usine possède sa chaîne d'approvisionnement et la société mère fabrique également les composants nécessaires aux masques de protection. Bien que les trois unités de production préfèrent livrer dans les régions où elles sont implantées, elles opèrent également sur le marché mondial.

La présence de modules autonomes contribue aussi à maintenir des stocks suffisants. L'absence de stock est une faiblesse critique des économies néolibérales obsédées par la réduction des coûts et la maximisation des profits. Les entrepôts de jadis ont été remplacés par des camions, des avions et des porte-conteneurs. Cette économie dépourvue de tampons est extrêmement vulnérable quand les transports sont à l'arrêt ou que les frontières ferment. Face à la crise actuelle, il convient

de se rappeler que des pays tels que la Belgique et la France, qui veillaient à avoir des stocks stratégiques de masques, s'en sont débarrassés progressivement en raison de leurs politiques d'austérité.

La multiplication des voyages et des transports est un autre facteur qui sape la modularité. Quand des sous-systèmes sont trop interconnectés, un choc peut se répandre sans difficulté dans l'ensemble du système. Un système hautement modulaire possède des composantes plus autonomes et lorsqu'un choc altère un de ses sous-systèmes, les autres sous-systèmes sont moins endommagés²³. Les avantages que présente le développement des économies circulaires plus autonomes ne devraient pas être sous-estimés.

L'importance de la diversité nous est connue par l'agriculture : un agriculteur qui ne produit qu'une seule culture prête davantage le flanc aux nuisibles. La même logique peut s'appliquer à l'économie : une approche unique de la production de richesses – l'approche néolibérale fondée sur le marché mondial – s'assimile à une monoculture, avec tous les risques que cela comporte. En soutenant davantage les entreprises éthiques telles que les coopératives énergétiques²⁴ et les fermes en autocueillette²⁵, il devient possible de créer de la diversité économique.

Au printemps 2020, bon nombre de gouvernements européens ont découvert le prix de la dépendance au marché mondial. Le gouvernement belge a passé une commande de masques de protection, mais il a été contraint de l'annuler lorsque les fournisseurs ont augmenté le prix. Le gouvernement néerlandais a renvoyé une quantité importante de masques en Chine parce que leur mauvaise qualité aurait mis en danger la santé des travailleurs. Pendant ce temps-là, à Bruxelles et dans de nombreuses villes, les citoyens lançaient des initiatives locales pour fabriquer des masques de haute qualité. Des « fablabs » se sont mis à produire des écrans faciaux en plastique, introuvables sur le marché mondial. Bien souvent, accroître la diversité revient à mobiliser une capacité de production flexible. Avec les nouvelles machines telles que les imprimantes 3D et les ordinateurs puissants d'aujourd'hui, c'est beaucoup plus faisable qu'il y a une vingtaine d'années.

La dernière composante de la résilience, le capital social, est souvent oubliée. Elle désigne les réseaux sociaux de notre société et les ressources qu'ils peuvent produire. Le capital social démontre actuellement son importance fondamentale, que ce soit pour les personnes âgées isolées ou pour les sans-abri. Il est synonyme d'aide concrète, mais aussi porteur de valeurs telles que la solidarité et la participation. C'est justement ce capital social qui a été soumis à une pression extrême ces dernières décennies et que nous redécouvrons aujourd'hui. Le nombre de personnes désireuses d'apporter leur



aide pendant cette crise et l'éventail des initiatives est incroyable. Au Royaume-Uni, le National Health Service a lancé un appel aux volontaires pour aider les 1,5 millions de personnes vulnérables du pays souffrant de problèmes de santé sous-jacents. Plus d'un demi-million de personnes ont déjà répondu positivement : elles livrent des médicaments à domicile, emmènent des patients à des rendez-vous médicaux ou les appellent pour s'assurer qu'elles vont bien. En Belgique, la coopérative Partago, une plateforme citoyenne de partage de voitures électriques, travaille avec Food Teams, une initiative qui organise des groupes de citoyens pour acheter des aliments sains à des agriculteurs locaux. Partago et Food Teams ont lancé une campagne de collecte de fonds couronnée de succès pour encourager les citoyens à faire don d'une batterie électrique intégralement rechargée aux volontaires qui apportent gratuitement des produits locaux et frais aux domiciles du personnel soignant et des travailleurs humanitaires. La mise en place de ces dimensions de la résilience exige davantage que de simples changements marginaux. Le réchauffement planétaire s'accélère et la biodiversité est en chute libre. La crise de la Covid-19 résonne comme un signal d'alarme qui met un terme au somnambulisme des pays dit intelligents. Cela nécessite des changements

dans nos pays, en Europe et à l'échelon mondial. Selon l'économiste Dani Rodrick, une économie totalement mondialisée ne peut s'accorder avec un système politique démocratique et la souveraineté nationale. Quatre décennies de mondialisation néolibérale ont vidé l'État-nation de sa substance et ravagé le système politique démocratique. Rodrick propose un demi-tour : une réorientation vers le système politique démocratique et la souveraineté (l'UE pourrait ici reprendre partiellement le rôle des nations) et mettre en œuvre une démondialisation partielle et démocratique. La démondialisation ne doit pas nécessairement faire obstacle aux échanges d'idées ni à la coopération. Au milieu des ruines de la guerre, en 1944, les Alliés ont conclu les accords de Bretton Woods afin de réglementer l'économie mondiale de façon stricte et de garantir ainsi une reconstruction rapide. Les multiples crises contemporaines – la Covid-19, le climat et la biodiversité – exigent une réglementation socio-écologique capable de nous ressusciter des décombres du capitalisme néolibéral mondialisé. Il y a longtemps que nous aurions dû garantir une bonne vie pour tous dans le respect des limites planétaires et le concept de résilience peut être à cet égard une source d'inspiration pour établir cette nouvelle réglementation socio-écologique.

6. Le Bien-Vivre pour Tous

6.1 Le temps libéré

Un aspect clé de la vision écologique de notre société est sa critique du productivisme. Il est impossible de maintenir le train-train d'une production et d'une consommation croissantes ; le burn-out professionnel et la surconsommation montrent que « plus » n'est plus égal à « mieux ». Un travail salarié ou rémunéré plus dur pour produire encore plus n'a pas de sens. Grâce à l'automatisation, nous produisons plus avec moins de personnes, ce qui augmente le chômage structurel. Cependant, cela n'est pas obligatoire : on peut adopter un point de vue positif et dire que le travail rémunéré à temps plein n'est pas une nécessité pour tous. Il y a tellement de choses utiles et enrichissantes à faire - dans la communauté, dans la famille, en prenant soin les uns des autres ou en construisant collectivement le quartier et le monde. Par conséquent, on peut insister sur la réduction radicale du temps normal consacré au travail salarié ou rémunéré.

Comme il s'agit d'erreurs du système, la solution ne peut consister que dans un changement fondamental (une transformation) du système existant. Cela signifie, entre autres choses, une vision différente du travail, au-delà

de la prédominance du travail rémunéré. Le « travail » n'est pas synonyme d'« emploi », tout comme le « droit à un emploi/salaire » n'est pas la même chose que le « droit à un revenu ».

Ces trois types de travail soulignent que, du point de vue des écologistes, le partage du travail n'est pas seulement nécessaire pour compenser les pertes d'emplois dues à l'automatisation.

Ces questions deviennent d'autant plus pertinentes que l'emploi 40/40 stable dans une usine (40 heures par semaine pendant 40 ans) est remplacé par un marché du travail caractérisé par la flexibilité, les contrats d'un jour et les contrats à zéro heure, les tâches ponctuelles sur des plateformes numériques, toutes conduisant à des formes de travail et par là-même des moyens de subsistance, moins sûrs et plus précaires. En même temps, la



numérisation et la robotisation remplacent les emplois existants dans presque tous les domaines de la société. Cela implique que l'une des propositions progressistes importantes - une semaine de travail plus courte et le partage du travail rémunéré (que nous développerons plus tard) - devrait être élargie à des questions telles que le travail décent et l'assurance d'une vie décente, indépendamment du fait d'être actuellement actif sur le marché du travail.

Afin de développer une réponse ayant une véritable force de transformation, nous distinguons avec André Gorz trois types de travail. D'abord, celui dont on parle habituellement : le travail rémunéré ou travail salarié. Nous devons gagner notre vie et donc travailler pour des raisons économiques. Bien évidemment, ce genre de travail peut être enrichissant et utile. Deuxièmement, il y a le travail domestique et le travail indépendant. Cela inclut le travail d'entretien et de soins qui nous permet de vivre nos vies, comme préparer la nourriture, élever des enfants, prendre soin des malades et des personnes âgées, etc. Les femmes entreprennent toujours la plus grande partie de ce travail et une grande partie n'est pas rémunérée. La troisième forme de travail sont les activités autonomes. Nous les réalisons librement, comme une fin en soi. Ce sont les activités que nous vivons comme enrichissantes, sources de sens et de bonheur : jouer de la musique, faire du bénévolat, du bricolage ou du jardinage, et ainsi de suite. Ces activités sont aussi un « travail ». Elles nécessitent des efforts et des connaissances spécifiques, ainsi que suffisamment de temps. La même activité peut être stressante et oppressante ou gratifiante, si l'on est stressé en raison d'un manque de temps ou si on prend notre temps pour la faire, en coopérant avec d'autres et en partageant des tâches sur une base volontaire.

Ces trois types de travail soulignent que, du point de vue des écologistes, le partage du travail n'est pas seulement nécessaire pour compenser les pertes d'emplois dues à l'automatisation. En choisissant radicalement d'être rémunérés pour moins d'heures et de développer des activités autonomes, nous pouvons attribuer un sens à la baisse des heures de travail salarié, par exemple dues à l'évolution technologique. Selon ce point de vue, la réduction progressive du temps de travail pourrait aussi être une condition préalable à la redistribution du travail salarié entre ceux qui veulent travailler, et une redistribution plus équitable du travail non rémunéré dans la sphère privée afin que les femmes puissent acquérir plus de temps autonome. Ce n'est qu'alors que nous pourrions arrêter la division croissante de la société, en termes de richesse, de revenus, et entre cette part décroissante de personnes ayant un bon travail et le nombre grandissant de personnes ayant des emplois précaires et temporaires.

Cette vision est en ligne avec le triangle : les activités autonomes sont bien entendu au sommet. Le concept crucial à cet égard est le *temps libéré*. Pour mieux comprendre, examinons notre société contemporaine. Pour les familles et ceux qui ont un emploi sûr et un revenu décent, il y a une tendance à suivre un rythme de six semaines. Par exemple, après les vacances de fin d'année, nous retournons au travail plein de courage, jusqu'à ce que nous puissions nous détendre avec des vacances de neige ou de randonnée au début du printemps. Puis, après six semaines de travail (ou d'école), nous attendons avec impatience une nouvelle pause autour de Pâques. Puis encore six semaines avant une pause fin mai puis les vacances d'été. La seconde moitié de l'année n'est pas différente. Cette course folle de travailleurs « constamment occupés au travail » est compensée par mais aussi reproduite dans notre soi-disant « temps libre ». Imaginez une conversation avec des collègues, indiquant que vous ne connaissez pas le dernier restaurant, ne partez jamais en city-trip, etc. Dans cette vision du monde, qui attribue une valeur importante à nos choix de loisirs, vous apparaissez juste comme un raté...

6.2 Des robots qui créent notre valeur

En raison du chômage structurel, associé à la disparition des emplois à cause de la robotisation, le partage du travail ne suffira pas à lui seul à assurer un revenu décent pour tous. L'automatisation crée une séparation entre la richesse générée socialement et ce que nous pouvons gagner par le travail salarié (ainsi que les revenus de l'impôt sur le revenu que les gouvernements perçoivent). C'est l'une des raisons de l'émergence d'une économie de rente, basée sur des droits de propriété intellectuelle privés et d'autres moyens de générer une source de revenu régulier (par exemple par l'immobilier). Imaginez un pays où les usines ne fonctionnent qu'avec des robots : cela peut produire beaucoup de richesse, alors qu'aucun travailleur ne gagne de salaire. Bien sûr, cette situation extrême ne se produira jamais, mais elle rend le défi clair.

La solution, par conséquent, dans ce qui pourrait fournir la base du « forfait de sécurité du 21^{ème} siècle », est une combinaison entre un partage du travail et un revenu de base universel. Si l'économie ne peut plus garantir à tous un travail décent, le défi consiste à stimuler le travail en dehors de l'économie capitaliste qui nous implique tous. Grâce à l'automatisation, le travail salarié peut ne plus être la partie la plus importante de la vie de chacun - si nous le souhaitons (bien sûr, le travail rémunéré reste important et devrait être épanouissant et donner aux travailleurs une autonomie dans le travail). Il est donc important de soutenir les personnes dans le développement d'activités autonomes.



Cela peut conduire à une construction différente de l'identité, moins basée sur le travail salarié et la consommation. Nous ferons alors partie d'une société fondée, plus qu'aujourd'hui, sur nos activités autonomes plutôt que sur la consommation ou les activités liées au travail. Nous parlons de lieux et d'initiatives où nous développons la capacité de prendre la responsabilité de notre propre vie et de notre environnement global et local. Plus de temps signifie plus de créativité et d'idées innovantes. Cela donne naissance à une nouvelle version de l'émancipation que nous décrivons comme l'émancipation de troisième ordre. Il s'agit de citoyens qui ont grandi à une époque où les liens de la famille, du village ou de la paroisse ne sont (plus) écrasants. Ils apprécient leur *liberté*, mais ils sentent et comprennent qu'il n'y aura pas d'avenir sans actions communes visant de nouveaux types de *certitude*. Ils se rendent compte que la société de consommation ne fournira pas cet avenir, alors que la confiance dans les gouvernements et l'Union européenne est faible.

Un nouvel objectif pourrait être d'enrichir nos vies avec des activités qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans le modèle capitaliste de profit et de croissance ; cultiver notre environnement au lieu de le remplir de plus en plus de choses. On peut également appeler cela le développement de nouveaux rêves culturels. Au 20^{ème} siècle, la voiture incarnait notre liberté. Peut-être que le vélo sera un symbole de liberté du 21^{ème} siècle - y compris les cafés-vélo, où vous pourrez déguster une délicieuse soupe du potager à proximité et apprendre à réparer votre vélo. Cela peut sembler un peu gentillet, mais c'était aussi le cas du partage de voiture il y a dix ans.

Bien sûr, un travail rémunéré reste une partie importante de la vie de la plupart des gens. Les emplois de qualité apportent aux personnes, en plus du revenu, de la satisfaction et des contacts sociaux significatifs. Bref, il s'agit de trouver un bon équilibre entre les trois formes de travail. Dans la situation actuelle, les activités autonomes ont encore du chemin à rattraper. Et un fort gain socioéconomique est possible, en particulier avec des initiatives impliquant le partage de biens.

6.3 Travailler autrement pour un monde meilleur

Les personnes à revenu élevé ont généralement une plus grande empreinte écologique. Imaginez : après une journée de travail stressante, vous êtes au supermarché sans l'énergie de faire des choix conscients. Donc, vous prenez ce repas prêt-à-manger avec des ingrédients dont vous ne connaissez pas l'origine. Et devinez : vous n'êtes pas seul. D'une part, nous voyons beaucoup de publicités pour de superbes cuisines, tandis que d'autre part, les rayons des magasins avec des repas à réchauffer au

micro-onde ne font qu'augmenter. Le même dilemme concerne le transport : nous voulons prendre le vélo, mais si la voiture est à notre portée, c'est une solution facile est tentante. Même s'il existe un train express de Bruxelles à Barcelone, l'avion a plus de succès. Tant qu'un type de travail, le travail rémunéré, domine notre vie, le travail écologiquement sensible pour le soin, la communauté et l'environnement, ainsi que la consommation éco-consciente, restent secondaires. Cela conduit à la fragmentation sociale et à l'augmentation de l'empreinte écologique due au consumérisme.

Ces trois types de travail soulignent que, du point de vue des écologistes, le partage du travail n'est pas seulement nécessaire pour compenser les pertes d'emplois dues à l'automatisation.

Le nombre d'heures travaillées est clairement lié à notre impact environnemental. Une analyse dans trente pays de l'OCDE montre le lien entre des journées de travail plus longues et un impact environnemental plus élevé. Les pays où les gens travaillent de plus longues heures ont des niveaux d'émissions et de pollution plus élevés. Lorsque le nombre annuel d'heures de travail salarié diminue de dix pour cent (une demi-journée par semaine), l'empreinte de CO2 diminue de quinze pour cent. D'un autre côté, si nous travaillons plus d'heures pour un salaire, nous produisons également plus de biens et de services. Ils doivent ensuite être promus, vendus et consommés, ce qui rend le moteur économique plus rapide, avec une consommation plus élevée d'énergie et de matières premières, et plus de déchets et de gaz à effet de serre. ²⁶

La solution est d'aller au-delà du consumérisme en introduisant *un nouvel échange entre le temps et l'argent*. L'adage « l'argent ne fait pas le bonheur » a été scientifiquement prouvé. À partir d'un certain niveau de revenu, la qualité de vie n'augmente plus. Des pays comme le Costa Rica et l'Uruguay ont une qualité de vie élevée avec un revenu moyen (et la dégradation environnementale qui y est associée) beaucoup plus faible que dans de nombreux pays d'Europe occidentale. Outre l'amélioration de la gestion rationnelle de l'énergie et des ressources, nous devons réduire le nombre d'heures de travail salarié en convertissant la croissance de la productivité en temps plutôt qu'en rentabilité et en argent. Pendant le capitalisme social, la croissance de la productivité s'est traduite par une hausse des profits et des salaires. Avec le néolibéralisme, la croissance de la productivité a principalement augmenté les salaires de ceux qui



gagnaient déjà plus et les revenus financiers des riches. Une inégalité croissante en a été le résultat.

De ce point de vue, nous préconisons la semaine de travail de 30 heures (payées) comme la nouvelle norme, comme elle est promue par les mouvements féministes comme *Femina*. La semaine de travail féminine moyenne d'aujourd'hui sert de point de départ : les femmes travaillent plutôt à temps partiel pour pouvoir combiner leur travail avec les différentes tâches de soins. *Femina* souligne que seule une semaine de travail rémunérée plus courte permet une meilleure combinaison des rôles dans nos vies : travail rémunéré, bénévolat, soins à l'intérieur et à l'extérieur de la famille et développement personnel. Cela permet de redistribuer le travail rémunéré de manière à ce que le plus grand nombre possible de personnes travaillent pour un salaire ou aient un travail indépendant et que personne ne soit surmené.

Dans notre proposition, cette réduction radicale du temps de travail ne conserverait pas le même salaire mensuel. Cependant, cela ne doit pas avoir d'impact sur les personnes ayant un revenu faible ou modeste. Les systèmes de redistribution doivent faire en sorte que l'inégalité sociale diminue et que chacun ait un revenu digne pour vivre correctement. Un élément important est le revenu de base ou allocation universelle dans le cadre du nouveau forfait de sécurité.

6.4 Sécurité : plus qu'un revenu de base

Beaucoup de partisans de l'allocation universelle ou revenu de base (RB) y voient la solution à tous les problèmes sociaux. Ses opposants contestent souvent son caractère abordable comme principal contre-argument. Les deux groupes se trompent : le revenu de base n'est pas une proposition visant à renforcer l'état-providence actuel du 20^{ème} siècle. Il fait partie du contrat social du 21^{ème} siècle qui est encore à développer. Le RB diffère de trois façons de l'aide sociale liée au travail (par exemple le salaire) que nous connaissons aujourd'hui. Il est strictement individuel, détaché des autres revenus et inconditionnel (il nous libère de la demande d'être disponible sur le marché du travail). Pour Philippe Van Parijs, l'argument fondamental pour un revenu de base n'est pas la solidarité, mais la justice : c'est une distribution équitable de la richesse que nous avons construite en tant que société à travers les générations.

Le RB renforce à la fois la liberté et la sécurité. Il augmente l'autonomie personnelle de choisir librement les activités que l'on veut faire. Pour les personnes avec un revenu précaire ou faible, un RB signifie un sentiment de plus de sécurité dans des temps incertains. Il intègre la protection et l'innovation sociale dans une nouvelle forme de protection sociale. En outre, un RB répond aux critiques de Polanyi sur la marchandisation du

travail : ce n'est pas juste que les personnes dépendent complètement du marché du travail pour gagner leur vie. Un RB permet aux gens de négocier sur le marché du travail. En outre, un RB permet de se lancer dans de nouvelles activités indépendantes sans que cela doive nécessairement être très rentable. Finalement, un RB déconnecte les revenus de l'emploi. Ceci est important au vu de l'automatisation qui menace de rendre beaucoup d'emplois inutiles.

Remplacer complètement la sécurité sociale par un RB (élevé), comme le suggèrent les néolibéraux, est une mauvaise idée : cela démantèlerait les rapports sociaux de pouvoir, construits après des décennies de lutte sociale. On peut critiquer les syndicats, mais ils agissent comme une garantie pour les droits sociaux des employés.

Le revenu de base vous fait rêver... Imaginez recevoir 2000 euros chaque mois sur votre compte bancaire. En juin 2016, les Suisses ont voté par référendum, avec un cinquième des votes favorables. Un montant aussi élevé est, en réalité, impossible à verser. Deux questions importantes se posent. Premièrement, un montant aussi élevé est-il nécessaire pour assurer une bonne vie à tous ? Deuxièmement, une simple somme d'argent répond-il à l'objectif d'accroître les capacités des personnes ? La réponse est liée aux formes de soutien que nous offrons dans la vie des citoyens. Prenons deux exemples.

Tout d'abord, supposons que nous introduisons un RB de 1000 euros par mois demain. Le gouvernement affirme alors qu'il peut donc investir moins dans certains secteurs tels que l'éducation. Cela peut sembler plausible, mais un coup d'œil à la Grande-Bretagne nous montre à quoi peut mener une politique néolibérale, même sans RB. À l'époque où le jeune David Cameron allait à l'université, l'accès à l'enseignement supérieur était toujours gratuit. En 1998, un droit d'inscription a été introduit, qui a progressivement augmenté à plus de £ 9000. Qui se porte le mieux ? L'étudiant qui n'a pas eu à payer de frais d'inscription, ou l'étudiant qui doit dépenser tout son RB pour ses études, alors que le gouvernement rend la vie plus chère dans tous les domaines ? En bref : lorsqu'un RB est introduit alors que les services publics sont réduits et que les services de base deviennent plus onéreux, vous pouvez perdre plus que ce que vous gagnez. En fait, votre RB servira de moyen de rembourser votre prêt d'études pendant des années. Voilà une aubaine pour les banques. Et c'est la raison pour laquelle nous devrions être très prudents à propos des propositions néolibérales pour un RB qui ne feraient que conduire à plus d'inégalité et de fragmentation.

Quel montant devrait être versé comme revenu de base mensuel ? L'histoire nous enseigne que l'étape la plus



difficile d'une mesure sociale ou fiscale est l'introduction du principe. Une fois introduit, vous pouvez augmenter progressivement le montant. Nous plaidons donc pour un montant apparemment faible - mais dans l'ensemble, une somme énorme, puisque chaque adulte aurait droit à le percevoir. Pour être clair, nous proposons un RB de 500 euros par mois pour un pays comme la Belgique, tout en maintenant la sécurité sociale (prestations supplémentaires de maladie et de chômage, etc.). Il évoluerait ensuite vers un forfait de sécurité orienté vers l'avenir avec deux éléments supplémentaires. Ceux-ci sont nécessaires, car une somme d'argent ne pèse pas énormément sur les possibilités d'émancipation cruciales comme le sont l'éducation ou les soins de santé.

Dans notre société de la connaissance, l'éducation est le moteur ou le seuil de l'émancipation. Avec un RB de 500 euros par mois, vous pouvez payer vos frais d'inscription et vos cours en Belgique en tant qu'étudiant. Mais si l'introduction va de pair avec la marchandisation de l'éducation, le RB donne très peu de pouvoir. Et l'éducation est beaucoup plus que l'université. La recherche souligne l'importance cruciale de la qualité des services de garde d'enfants, en particulier pour les enfants issus de groupes défavorisés. Une société qui veut garantir à ses membres la plus grande chance de développement personnel offre l'assurance d'une éducation et d'une garde d'enfants libres et émancipatrices.

Enfin, il faut garantir un accès abordable à des soins de santé de qualité, avec des soins de base gratuits. Sans cette mesure, une forme d'incertitude très existentielle revient : l'idée que la société ne prendra pas soin de vous quand vous tomberez malade. Ce n'est pas un luxe inutile à une époque où les gouvernements obsédés par l'austérité ciblent particulièrement la sécurité sociale.

Pourquoi ce montant de 500 euros par mois pour un pays comme la Belgique ? Il couvre environ un quart d'un revenu faible à moyen. Ce montant compense la perte de salaire qui résulte de la transition vers une semaine de travail de 30 heures, les revenus les plus bas étant assurés de progresser. En France, des études ont montré qu'un RB similaire peut conduire à une nette amélioration des revenus les plus bas du pays, sans coûts supplémentaires et en maintenant les services sociaux les plus importants.

Ces derniers sont très importants. On n'aide pas les pauvres uniquement avec de l'argent. Si on augmentait significativement leur salaire actuel mais en réduisant la protection sociale, beaucoup seraient moins bien lotis. En effet, il s'agit aussi d'aide psychologique, de prise en charge des problèmes de toxicomanie, de médiation de dette, de formation pour trouver un emploi, de participation culturelle, etc.

Le RB pourrait comprendre à la fois un élément national et un élément européen. Cela correspond également à

la construction d'un système de sécurité sociale orienté vers l'avenir qui transcende l'État-nation. Le premier élément pourrait être le dividende européen. Cela donnerait à chaque résident de l'Union européenne un revenu mensuel de 200 euros. Ce montant peut varier en fonction du pouvoir d'achat des différents pays - en Belgique, par exemple, 250 euros par mois et en Roumanie, 150 par mois. Il y a des raisons légitimes à ce dividende. Le premier concerne la zone euro. Dès le début, les économistes ont déclaré qu'une union monétaire sans solidarité fiscale est instable. Le dividende augmente également les chances dans la vie des personnes vivant dans les régions périphériques les plus pauvres d'Europe. Cela permettra de réduire les raisons économiques de la migration vers les parties les plus riches. Enfin, l'Union européenne (UE) manque actuellement de la légitimité nécessaire auprès de sa population. Si l'UE veut soutenir une Europe qui se soucie du bien-être (*caring*), alors une politique sociale est nécessaire. Ce dividende européen soutiendrait les systèmes nationaux de sécurité sociale. Si un pays paie un salaire de subsistance de 800 euros, le RB de 200 euros serait financé par l'Europe (ce ne serait pas en plus).

Le deuxième élément - dans ce cas, pour un montant de 250 euros - est financé au niveau national. Cela reste un montant considérable, mais il est possible, car il fait partie des prestations sociales existantes, cofinancées par des revenus plus élevés (en modifiant le système fiscal).

6.5 Des robots à la place des emplois ?

On peut lire à la fois des messages utopiques et des prédictions de malheur sur la robotisation. Par exemple, les robots pourraient occuper plus de la moitié de nos emplois. Cette perspective est un argument fort pour une semaine de travail plus courte et un RB. Si les robots prennent le relais, nous continuons à produire de la richesse, mais nous ne pouvons plus la redistribuer par le travail rémunéré. À mesure que les emplois disparaissent, il est utile de répartir les emplois restants entre le plus grand nombre de personnes possible.

Mais ce scénario extrême est-il réaliste ? Les vagues d'automatisation ont certainement détruit des emplois dans le passé - il suffit de penser à l'industrie automobile. Cependant, en passant d'une société de production à une société de services, de nombreux nouveaux emplois ont été créés. Dans la plupart des pays industrialisés, relativement peu de personnes gagnent leur pain en produisant des voitures, mais la plupart peuvent encore acheter une voiture. Cet exemple montre cependant que l'automatisation peut perturber le marché du travail en réduisant la disponibilité de certains types d'emplois. Depuis les années 1970, nous avons assisté à une forte



baisse du nombre d'emplois décents pour les personnes peu qualifiées. Il n'est pas surprenant que beaucoup d'entre eux se considèrent comme les perdants de la mondialisation et se reconnaissent comme n'étant plus représentés par les partis politiques traditionnels. Pour rester dans l'exemple ci-dessus, le partage de voitures se développe rapidement, ce qui entraîne des changements et des possibilités. Et si, par exemple, de plus en plus de personnes n'achetaient pas de voiture et dépensaient l'argent ainsi économisé dans l'économie locale, par exemple pour entretenir leur jardin ou faire peindre leur maison ? Ce petit exemple montre que l'évolution d'une économie plus collaborative ne profite pas uniquement aux personnes hautement qualifiées, surtout si nous transférons le fardeau fiscal du travail sur le capital et les taxes environnementales.

Mais à coup sûr, la numérisation et la robotisation vont faire disparaître des emplois. En même temps, il y a beaucoup de travail à faire pour rendre notre société résistante aux épreuves du futur. Les robots pourraient-ils rendre les maisons énergétiquement efficaces en isolant les toits et les façades ? Pourraient-ils venir placer des panneaux photovoltaïques sur nos toits ? Il en va de même pour le travail de démontage ou de rénovation dans l'économie circulaire que nous visons. Et irons-nous jamais au marché des producteurs locaux pour avoir une conversation agréable avec un robot ? Le contact humain est également un facteur indéniable dans les transactions commerciales.

Au lieu de regarder les effets possibles de la robotisation, il vaut mieux inverser les choses. Le passage à une société socio-écologique offre de nombreuses opportunités pour créer de nouveaux emplois, y compris pour les personnes peu qualifiées et avec des compétences techniques. En même temps, une attention beaucoup plus grande est nécessaire pour la qualité des emplois et pour le maintien du travail décent. Dans la section suivante, nous abordons ce sujet comme une partie importante d'un forfait de sécurité pour l'avenir, comme c'était déjà le cas dans la sécurité sociale du 20^{ème} siècle.

6.6 Emplois précaires : flexibilité et numérisation

Dans la période de croissance économique et de forte réglementation de l'après-guerre, les sociétés occidentales ont réussi à fournir à la plupart des travailleurs des emplois stables, exercés à plein temps pour un employeur avec des heures, des salaires et des avantages prévisibles. Cela a radicalement changé depuis les années 1970. Les travailleurs eux-mêmes sont plus désireux de changer pour un nouvel emploi passionnant, même quand ils doivent quitter une position stable. Au même moment, les gouvernements ont, à des degrés divers, déréglementé le marché du travail, permettant

beaucoup plus de flexibilité aux employeurs. En outre, la mondialisation a également accru la concurrence avec les chaînes de production internationales ; avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les entreprises peuvent désormais, plus que jamais, déplacer des chaînes de production d'un pays à un autre et externaliser davantage de tâches dans le monde entier.

Alors que pour certains types de travailleurs, cela a créé de nouvelles opportunités, en même temps, un nombre croissant de personnes travaillent désormais dans des emplois précaires en Europe, à l'image de la situation de longue date dans la majeure partie du reste du monde. De plus en plus de personnes en Europe ont des emplois temporaires, des contrats zéro heure ou des emplois mal rémunérés. L'Europe compte désormais de plus en plus de travailleurs pauvres (des personnes incapables de vivre décemment malgré un emploi).

C'est dans ce contexte que l'automatisation génère non seulement de nouvelles possibilités mais menace également de créer des emplois beaucoup plus précaires. Un observateur lucide des syndicats déclare : *« Le travail précaire est devenu un mode de vie pour bien trop de personnes. L'abus des contrats d'agence est devenu un modèle économique qui stimule les profits des actionnaires, tandis que l'économie des plateformes ou la Gig Economy offre la nouvelle technologie au problème éternel des mauvais employeurs qui cherchent à éviter leurs responsabilités envers et le respect des droits de leurs travailleurs. »*

Les nouvelles technologies modifient radicalement la façon dont le travail est organisé et réglementé. La nouvelle classe croissante de travailleurs numériques est de moins en moins employée par une entreprise dans un poste stable et à temps plein. De plus en plus d'entreprises ne recherchent pas de travailleurs mais des *click-workers*, ce qui signifie que les travailleurs sont en concurrence sur Internet à l'échelle mondiale pour des (petites) missions. Cela réduit la portée des réglementations sur les heures de travail, les minima salariaux, les congés de maladie, les retraites, etc. C'est l'un des moteurs de l'érosion de la classe moyenne.

Ceci est également lié au fait qu'en raison de la numérisation et de l'automatisation, nous assistons à l'émergence d'entreprises mondiales qui recherchent des positions de monopole et réalisent des chiffres d'affaires importants avec relativement peu d'employés. Certaines (Uber, Airbnb) ignorent délibérément la réglementation nationale et utilisent tous les moyens pour éviter de payer des impôts et ainsi éroder la base financière des systèmes nationaux de sécurité sociale. Cette évolution entraîne à son tour une méfiance croissante de la part de la population à l'égard de son propre gouvernement.



Cela nous ramène au début de cet essai avec l'exemple des travailleurs de Deliveroo - ou devrions-nous dire les nouveaux esclaves numériques ? Chaque année, de plus en plus de consommateurs utilisent des plateformes numériques comme Uber, Clickworker et Taskrabbit, tandis que le nombre de personnes qui tentent d'y gagner leur vie augmente rapidement. Mais comparez un conducteur Uber avec un chauffeur de taxi employé dans une entreprise régulière : il doit utiliser sa propre voiture, payer sa propre assurance, n'a aucune garantie de travail, ne connaît pas ses « collègues » ou encore n'a aucune connaissance des clients potentiels. C'est un exemple de la transition d'une main-d'œuvre solidaire à un travailleur numérique solitaire.

Les notions de transformation socio-écologique et de révolution industrielle nous permettent de nous emparer des défis sociétaux radicaux que nous nous apprêtons à relever.

Les emplois dans de nombreux secteurs sont (ou pourraient être) décomposés en petites tâches et attribués au soumissionnaire le plus économique, qui sera alors considéré comme indépendant avec peu de droits et encore moins de sécurité ou de stabilité.

Cela nous ramène à un élément central de cet essai : les perspectives de Polanyi sur les *Grandes transformations*. Les technologies perturbatrices non seulement modifient la façon dont nous produisons les choses, mais conduisent aussi à des changements radicaux sur le marché du travail, à la disponibilité et à l'organisation du travail et *remettent en question le régime actuel de nos États-providence nationaux, avec un système de sécurité sociale fondé sur le plein emploi dans des emplois stables et localisés.*

Les notions de transformation socio-écologique et de révolution industrielle nous permettent de nous emparer des défis sociétaux radicaux que nous nous apprêtons à relever. Nous devons adapter notre économie, notre marché du travail et notre État-providence à une économie mondiale changeante et dynamique.

Une révolution industrielle permet aux forces du marché - en utilisant de nouvelles technologies mais aussi des relations de pouvoir liées à de nouveaux modes de production - de se libérer des réglementations existantes et de perturber les liens sociaux fondamentaux. Ce premier mouvement perturbateur déclenche toujours un second mouvement : celui des personnes et des organisations qui veulent protéger le tissu social, contrebalancer les

forces du marché, et développer de nouvelles façons de les réguler. Notre tâche est donc d'élaborer une réponse démocratique qui puisse convaincre. Pour cela, nous devons créer de nouvelles formes de sécurité en développant de nouvelles formes fortes de régulation démocratique, dans le but de réintégrer la nouvelle économie industrielle dans une société démocratique. *Comment pouvons-nous créer une réponse démocratique à ces défis ?* Quelles nouvelles formes de régulation peuvent intégrer la nouvelle économie ? Il est clair que l'Union européenne est le niveau auquel la majeure partie de la nouvelle réglementation doit être développée, en dialogue avec les gouvernements nationaux. Nous avons besoin de nouvelles politiques et réglementations du marché du travail, d'une politique fiscale et d'une sécurité sociale innovante. Ceci est également lié à l'importance du travail du soin (*caring*) et des nouvelles formes de travail autonome (ou, en d'autres termes : à la démarchandisation et à moins de consumérisme). Nous avons déjà développé certains de ces éléments constitutifs : une semaine de travail plus courte, un revenu de base universel, une éducation de qualité pour tous les citoyens et des soins de santé abordables. Nous devons maintenant assurer la protection et le bien-être des personnes qui travaillent dans l'économie des plateformes ou la *Gig Economy* (littéralement, « l'économie des petits boulots »), ainsi que dans d'autres secteurs déjà très déréglementés.

Uber n'a lancé sa première offre de services qu'en 2010. Après une période initiale de bouleversements dus à des changements extrêmement rapides, les chercheurs, les syndicats et les politiciens progressistes analysent maintenant ses effets et mettent en place les éléments d'une réponse politique adéquate. Le défi dans ce cas n'est pas de combattre mais de maîtriser ces développements technologiques et d'œuvrer pour une société durable avec des emplois décents. À quoi ressemble un cadre réglementaire capable de garantir les droits sociaux fondamentaux aux travailleurs des plateformes ? Dans un article récent, des chercheurs ont énuméré les principaux défis auxquels sont confrontés les travailleurs de la plateforme : « ... faibles taux de rémunération, manque de travail et un nivellement par le bas dans le cas d'un travail virtuel peu qualifié. » Comment les travailleurs peuvent-ils se battre pour leurs droits lorsque les employeurs (ou les plateformes numériques) peuvent simplement choisir de ne pas leur proposer de tâches ou d'horaires pour la semaine suivante ?

En décembre 2016, un réseau de syndicats, de confédérations syndicales et d'organisations de travailleurs européens et nord-américains a lancé un appel à la coopération transnationale entre les travailleurs, les organisations de travailleurs, les clients des plateformes, les opérateurs et les régulateurs des plateformes pour assurer des conditions de travail équitables et la participation des travailleurs à la gouvernance du monde



en expansion des plateformes de travail numérique. Dans leur « Déclaration de Francfort sur le travail par plateforme », ils ont déclaré que « *les entreprises, les travailleurs et les régulateurs ont un intérêt commun à garantir que les avantages de la numérisation soient partagés de manière large et équitable - et la participation des travailleurs à la gouvernance du travail est un mécanisme qui a déjà fait ses preuves pour y arriver.* » Six mois plus tard, des chercheurs ont publié un « Manifeste pour réformer la Gig Economy ». Les auteurs ont déclaré à juste titre que le débat sur l'économie des plateformes est intimement lié à la question de la création d'emplois de qualité. Une grande partie de l'avantage concurrentiel des nouveaux joueurs de plateformes (applis) provient du fait qu'ils ne sont pas disposés à se conformer aux réglementations du travail et de la sécurité sociale (par exemple, leurs collaborateurs sont sous-payés, ils n'ont pas de salaire minimum, etc.).²⁷

Comme nous sommes dans une période de transition, nous ne pouvons pas encore produire un nouveau cadre réglementaire exhaustif. Mais différentes études et déclarations indiquent toutes les mêmes sujets de préoccupations qui doivent être traités.²⁸ Nous voyons six enjeux importants :

- 1. Transparence des plateformes.** Comment pouvons-nous accepter en tant que démocratie que les entreprises, se présentant comme « juste une plateforme numérique », travaillent dans le plus grand secret ? Si les données sur les *travailleurs du numérique* étaient partagées avec les inspections du travail, les travailleurs et les syndicats, cela pourrait permettre d'appliquer la législation du travail. Et si les entreprises comme Airbnb sont obligées d'être transparentes, les gouvernements pourraient s'assurer qu'elles paient le bon montant d'impôt.
- 2. La question d'une forme de politique de salaire minimum.** Pouvons-nous accepter que les gens acceptent des tâches à partir d'une plateforme numérique pour n'importe quel montant ? Cela ne mène-t-il pas à un nivellement par le bas, avec des personnes en concurrence pour certaines tâches avec les travailleurs du monde entier, travaillant pour moins d'un euro par heure, sans aucune sécurité sociale ?
- 3. Clarifier le statut d'emploi des travailleurs des plateformes** et laisser les régulateurs adapter le cadre réglementaire relatif aux droits des travailleurs. Les travailleurs de plateformes sont-ils en relation d'emploi avec la plateforme numérique ? Si ce n'est pas le cas, forment-ils un troisième groupe (différent des travailleurs indépendants ?). Comment pouvons-nous leur donner beaucoup **plus de pouvoir pour négocier** les conditions de service avec les clients ?

- 4. Veiller à ce que les travailleurs des plateformes aient accès à la protection sociale,** quel que soit leur statut professionnel. Cela devrait inclure l'assurance chômage, l'assurance maladie, la pension de retraite et l'indemnisation en cas de maladie ou de blessure liée au travail. Que se passe-t-il, par exemple, lorsqu'un étudiant, travaillant pour Deliveroo, a un grave accident de la circulation sur son vélo et qu'il est handicapé pour le reste de sa vie ?
- 5. La répartition du risque d'un manque de travail disponible.** Et si, par exemple, après des mois de forte activité, Uber n'offre plus de travail à certains conducteurs ? Une possibilité pourrait être d'exiger que ces plateformes numériques offrent une option d'assurance. Cette question de l'insécurité du travail concerne également les développements dans d'autres secteurs, tels que les contrats dits « zéro heure », avec des travailleurs ayant un contrat et donc une obligation de travailler, si et seulement si l'employeur leur donne du travail.
- 6. Les travailleurs doivent avoir la possibilité de défendre leurs intérêts,** d'avoir le droit de s'organiser et de négocier des conventions collectives avec les opérateurs de plateformes et/ou les clients (si possible, en collaboration avec les syndicats).

Cette liste n'est certes pas exhaustive, mais contient déjà les composants d'un nouveau contrat social pour l'ère numérique, ainsi que pour d'autres secteurs soumis à une déréglementation extrême. Par exemple, en 2016, la Nouvelle-Zélande a interdit les contrats zéro heure et, en même temps, a prolongé le congé parental payé et introduit des sanctions plus sévères pour les employeurs qui enfreignent les normes minimales d'emploi.²⁹

Parallèlement, l'Union européenne a élaboré un « agenda européen pour l'économie collaborative ». En juin 2017, le Parlement européen a adopté une résolution exigeant l'élaboration d'un cadre réglementaire européen garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs tout en insistant sur le respect des obligations fiscales et les droits des travailleurs. La résolution souligne l'importance primordiale de la protection des droits des travailleurs dans les services de collaboration : « *Tout d'abord, le droit des travailleurs à s'organiser, le droit de négociation et d'action collectives, conformément à la législation et à la pratique nationales.* ». Elle fait appel à la Commission afin de combler les lacunes réglementaires dans le domaine de l'emploi et de la sécurité sociale. Bien qu'une résolution soit loin d'être une réglementation contraignante, elle constitue un premier pas important, même si le texte de la résolution repose toujours sur le principe qu'une concurrence accrue conduit à une meilleure société, négligeant par là le fait que la coopération stimulante pourrait être une meilleure option. Tel est l'objectif du nouveau



Mouvement de Coopérativisme des Plateformes (visant par exemple à inciter les chauffeurs de taxi à mettre en place leur propre plateforme numérique, organisée en coopérative).

Les perspectives présentées ici s'inscrivent dans la notion du réformisme révolutionnaire : différents changements de système qui se renforcent et s'accélèrent mutuellement.

6.7 Un nouveau forfait de sécurité pour le 21^{ème} siècle

La vraie sécurité ne peut naître que du grand processus de transformation en une société socio-écologique. Les robots ne vont pas effectuer ce grand changement pour nous. Cela ne peut être que le résultat d'un projet politique conscient qui engage activement de nombreuses personnes. Les personnes qui vivent dans l'incertitude pourraient choisir de ne pas participer. Par conséquent, nous avons identifié un nouveau cadre structurel qui

offre aux personnes liberté et sécurité. La semaine de travail de 30 heures soulage les personnes de charges de travail excessives. Le revenu de base universel pourrait remplacer les systèmes compliqués de crédit-temps et de congé de soins, qui sont souvent conditionnels. Ce système serait plus équitable car il est également accessible aux personnes qui ne sont pas actives sur le marché du travail. Ainsi, il crée un temps autonome pour tous, ouvrant des possibilités de développement personnel et d'initiatives communautaires. Par conséquent, il offre un espace pour créer des futurs différents, avec les autres, tout en réduisant le degré auquel chaque initiative doit être financièrement rentable.

Les perspectives présentées ici s'inscrivent dans la notion du réformisme révolutionnaire : différents changements de système qui se renforcent et s'accélèrent mutuellement. Si nous nous sentons mieux au travail, et nous pouvons combiner notre travail sans stress avec la vie de famille, nous pouvons encore avoir l'espace et le temps de participer à des initiatives citoyennes ensemble. Parce que ces activités procurent du plaisir et du sens, elles rendent notre identité moins dépendante de la production et de la consommation. Si le partage des initiatives nous permet de faire plus avec moins de pouvoir d'achat, nous pouvons avoir accès à une meilleure qualité de vie, une vie sociale plus riche et une empreinte écologique moindre.

7. Conclusion : L'Europe, un nouveau cadre de liberté et de sécurité

Une nouvelle période de liberté et de sécurité est-elle un vœu pieux, une possibilité fascinante ou une utopie réalisable qui pourrait orienter les politiques vertes ? Les citoyens sont-ils occupés à construire une nouvelle ère ? Est-il totalement naïf ou imprudent de dépendre des citoyens, de nous-mêmes, alors que les gouvernements et les grandes entreprises n'ont pas réussi à assurer un avenir durable ?

Pour être franc : nous n'avons pas d'autre choix. Les changements sociétaux encourageants et impressionnants proviennent de l'engagement civique. Le mur de Berlin n'est pas tombé après de longues discussions entre diplomates ou politiciens. L'État providence a été établi après un travail de longue haleine des mouvements sociaux. Bien sûr, la politique compte et a été nécessaire pour réunir l'Allemagne et pour introduire des lois et des institutions qui ont fait de la sécurité sociale une réalité pour tous les citoyens.

Il est temps pour une troisième période. Au cours de la première, les gouvernements visionnaires de l'après-guerre ont réalisé la plus grande augmentation d'égalité sociale dans les économies de marché capitalistes. Ils ont créé une montagne de sécurité et de liberté. Pendant la deuxième période (encore une fois, longue de plus de trois décennies), les gouvernements ont promis qu'une société de marché conduirait à une meilleure société pour tout le monde. Ce rêve néolibéral a fini en cauchemar pour beaucoup avec la plus grande crise financière et économique depuis les années 1930 et une insécurité croissante. Depuis lors, nous avons maintenu une économie jetable en reconstruisant des dettes massives et en continuant comme si de rien n'était : que ce soit le gouvernement, les entreprises ou les familles. Les deux périodes ont été caractérisées par le déni des limites écologiques, ce qui nous a conduits à la limite de la rupture climatique.



Il est clair que si les récits politiques progressistes ne résonnent plus avec la population, les conservateurs utiliseront tous les moyens possibles pour populariser leurs scénarios régressifs. C'est tout à fait clair pour l'Union européenne et pour beaucoup de ses États membres. Par conséquent, les politiciens progressistes de gauche doivent continuer de parler de la liberté, tout en établissant un lien explicite avec la sécurité. La principale leçon tirée des années 1930, qui a inspiré le slogan « Le fascisme, plus jamais ! », est qu'aucune liberté réelle n'est bâtie sur les sables mouvants de l'insécurité et de l'incertitude.

Nous avons besoin d'une nouvelle vision en politique, où le gouvernement se positionne en tant que partenaire des citoyens et de leurs associations et se soucie des préoccupations de chaque citoyen. Un état démocratique du 21^{ème} siècle qui dirige une économie mixte, régule correctement les marchés et encourage les institutions économiques alternatives, comme les communs et les coopératives. Ce n'est pas un plaidoyer contre le marché - qui est plus ancien que la démocratie - mais contre le fondamentalisme du marché au profit d'une économie mixte qui retranche la logique du marché strictement dans ses limites utiles et nécessaires.

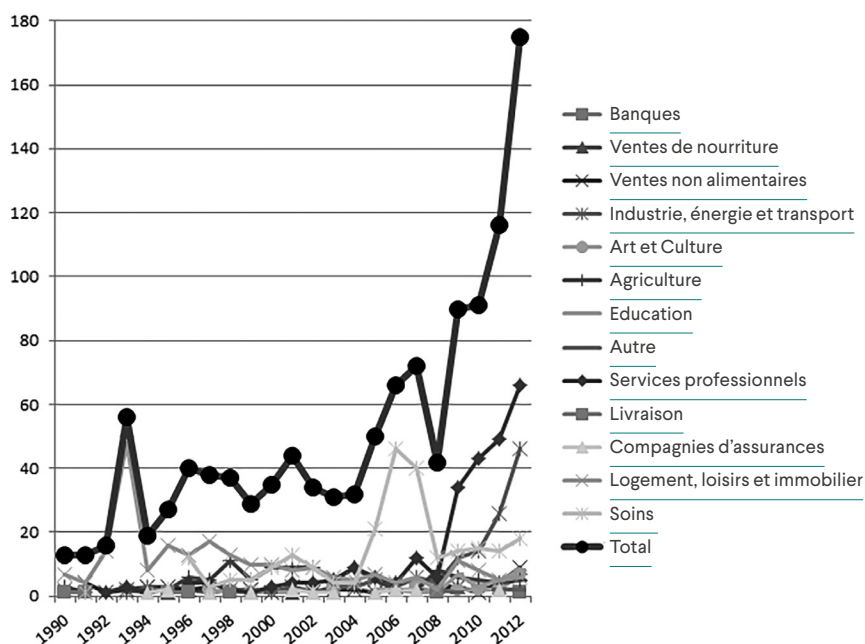
Nous avons besoin d'une nouvelle vision en politique, où le gouvernement se positionne en tant que partenaire des citoyens et de leurs associations et se soucie des préoccupations de chaque citoyen.

Nous avons décrit l'Europe comme une maison sans toit. Personne ne veut vivre dans un tel endroit. L'Union européenne a peut-être une dernière chance de reconquérir les esprits et les cœurs des citoyens. Nous avons besoin d'un scénario optimiste d'une Europe qui renforce les droits des citoyens au lieu de servir si souvent les grandes entreprises (par exemple, le scandale Dieselgate, Monsanto et le glyphosate...). Nous pouvons et devons être critiques à l'égard de l'Union européenne. C'est un fait que l'UE est, par ses traités, basée sur le « marché » et non sur la « société ». Cela signifie également que d'un point de vue juridique, il existe une marge de manœuvre pour modifier les traités afin de politiser l'UE. Au lieu d'une Union orientée vers le marché, nous pouvons l'orienter vers une vie meilleure pour tous. En outre, nous ne devons pas oublier que l'UE - à l'inverse, par exemple, de l'Organisation Mondiale du Commerce ou de l'Organisation Internationale du Travail - est la seule organisation internationale intégrée : elle peut traiter de plusieurs domaines politiques en même temps. Ainsi, nous pouvons développer une cohérence entre

ces domaines politiques - pensez, par exemple, à des politiques qui combinent justice sociale et politique climatique. Avec un agenda aussi complet, l'UE a également les compétences pour réguler le marché, y compris les multinationales qui, en termes monétaires, sont plus grandes que certains États membres de l'UE. Cela vaut également pour la politique fiscale. Les informations de LuxLeaks ou des Panama Papers montrent que les grandes entreprises non seulement alimentent la course entre les États membres de l'UE pour abaisser leur impôt sur les sociétés, mais les mettent également en compétition pour des stratagèmes d'évasion fiscale moyennement légaux, et encouragent l'utilisation de paradis fiscaux. Seule l'Union européenne peut favoriser la coopération fiscale au lieu de la concurrence et se dresser contre les grandes entreprises. Par exemple, la Commission européenne a décidé en 2016 qu'Apple devait payer à l'Irlande des impôts non payés pouvant aller jusqu'à 13 milliards d'euros. Comme l'écrit Oxfam dans un article récent, « ... les taux d'imposition des sociétés doivent être fixés à un niveau juste, progressif et contribuer au bien collectif. Cela devrait inclure une réflexion sur la manière de s'assurer que tous les pays sont capables de remplir leurs engagements dans le cadre des ODD, de réduire leur dépendance vis-à-vis de la fiscalité régressive et de fixer efficacement les dépenses publiques et ce faisant, réduire les écarts de l'inégalité. »³⁰

La Commission européenne a compris l'année dernière que les réformes technocratiques ne suffiront pas. La présentation par la Commission en 2017 de sa proposition pour un pilier européen des droits sociaux et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée a marqué un pas dans la bonne direction. Elle contient vingt principes, qui équilibrent mieux emploi et droits sociaux, notamment sur les salaires, le revenu minimum, le logement et les soins. Il comprend également un nouveau tableau de bord social indiquant les progrès relatifs de différents États-membres. En revanche, il est orphelin de nouvelles propositions (et donc d'argent public) pour de nouveaux instruments, comme un salaire minimum, et on note que la consultation était limitée aux personnes ayant un emploi rémunéré.³¹ Cette proposition est encore loin d'un nouveau type de traité de Maastricht qui introduirait des normes contraignantes au niveau social (à côté des « critères de convergence de l'euro »). Imaginez un traité qui, en plus de l'obligation d'un ratio maximum de 60% entre le PIB et la dette publique, introduirait un salaire minimum de 60% du salaire national moyen pour tous les travailleurs. Imaginez qu'à côté du maximum de 3% de déficit budgétaire public, il fixerait un taux de pauvreté nationale maximum de 3%. Ces « critères de convergence sociale » gagneraient les cœurs du demos européen. Entre-temps, quatre ans après la présentation du pilier européen des droits sociaux, la Commission européenne s'attelle enfin à un plan d'action concret pour sa mise en œuvre. Exemple d'une vision lente





Évolution du nombre de nouvelles coopératives par secteur de 1990 à 2012.
Source: De Moor T, 2013: 11.

mais progressive, le nouvel objectif consiste à utiliser le pilier social européen comme un élément-clé pour garantir une transition climatique équitable et inclusive. Toutefois, il reste encore à voir dans quelle mesure la Commission européenne nourrit véritablement l'ambition de construire un toit social au-dessus de la tête de tous les habitants de l'Europe.

Il est clair également que les institutions européennes n'ont pas remarqué le contre-courant croissant des citoyens actifs et des villes progressistes. Lentement mais sûrement, il y a une nouvelle gamme d'activités autonomes qui forment ensemble un mouvement de transformation vers une société socio-écologique. Il est important de noter que nous ne parlons pas seulement de petits projets isolés. Prenez, par exemple, les 20 majestueuses éoliennes sur la côte de Copenhague. Ce projet a été initié par un groupe d'habitants de la ville qui ont développé l'idée et l'ont présentée à leur ministre de l'Énergie. Au lieu de le refuser ou de l'accaparer, le gouvernement a décidé de lancer un processus de co-création dans lequel les fonctionnaires donnent des conseils techniques et judiciaires. La moitié des actions étaient détenues par une coopérative de citoyens. Après l'achèvement du projet de construction, des milliers de familles reçoivent chaque année un dividende financier. De même, à la suite de l'*Energiewende* en Allemagne, la moitié des installations d'énergie renouvelable appartiennent à des citoyens et à leurs coopératives. Même dans les petites villes, les gouvernements soutiennent la population locale dans la mise en place de projets d'énergie renouvelable. Ce genre d'initiatives peut faire face aux très grandes entreprises. Ainsi, les citoyens

et les gouvernements locaux peuvent vraiment faire la différence et construire ensemble le contre-courant.

Nous pouvons placer ce contre-courant croissant dans une perspective historique. La professeure Tine De Moor parle d'une troisième vague d'initiatives citoyennes ou communes, après la première au Moyen Âge et la seconde pendant la révolution industrielle. Ce n'est pas une moindre comparaison. La recherche aux Pays-Bas montre une croissance impressionnante des initiatives citoyennes dans des domaines très divers depuis 2004, ce qui dénonce clairement une politique néolibérale qui coupe les services publics. ³²

Une première étude exploratoire en Flandre et à Bruxelles montre une augmentation significative des initiatives citoyennes dans les secteurs de l'agriculture, du logement et de l'énergie, avec une augmentation significative depuis 2009 ; comme par hasard, lorsque la crise économique a eu le plus d'impact. Le graphique suivant montre une augmentation continue des initiatives citoyennes. Ce pourrait être le début d'une nouvelle montagne de liberté et de sécurité, surtout si nous mettons cette hausse à côté de la croissance similaire des initiatives dans d'autres pays européens. Hors de question de faire preuve de naïveté. Même s'il y a beaucoup de nouvelles initiatives et que leur nombre augmente de façon incroyable, elles restent fragmentées et, même dans la même ville, se connectent trop peu les unes aux autres. Il en va de même pour les villes : certaines sont membres de nombreux réseaux, mais souvent elles sont plus axées sur l'échange de connais-

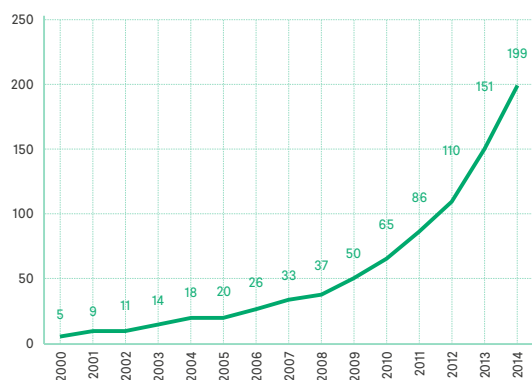


sances que sur la mutualisation de leurs forces pour se battre pour un avenir durable.

Un modèle de changement puissant, le réformisme révolutionnaire, nécessite la construction de nouveaux réseaux, associations et coalitions capables de construire du pouvoir. Le pouvoir n'est pas un gros mot, il s'agit de la capacité de changer le monde. Nous n'avons pas besoin de nouvelles institutions pour prendre le pouvoir sur les personnes ; le but est de leur donner plus d'autonomie. Ces nouvelles structures d'émancipation devraient développer de nouvelles formes de régulation et de coopération, notamment dans le domaine de la production économique. Ces collaborations synergiques devraient permettre, par exemple, la (r)évolution de quelques *fab-labs* dans une ville à de véritables fab-villes dans le monde entier ; des cafés-vélo aux économies circulaires régionales.

Nous pourrions ajouter d'autres exemples à cette liste de prototypes porteurs d'espoir en vue de nouvelles politiques. Pensez par exemple à la façon dont la crise de la Covid-19 a poussé de nombreuses personnes à travailler désormais à domicile, à voyager moins et à redécouvrir l'importance des ressources locales, ce qui a stimulé les initiatives dans le domaine de l'agriculture de circuit court et des communautés alimentaires : les jardins potagers, l'agriculture à soutien collectif, les coopératives alimentaires, etc. Dans de nombreuses villes, les gouvernements locaux soutiennent ces initiatives de multiples façons. Cela montre que les citoyens redécouvrent que la « liberté de choix » entre les différents produits d'une même agro-industrie dans les rayons des supermarchés est fondamentalement différente de la véritable liberté qui permet de choisir et de renforcer le changement d'un système. Le réseau des « Fearless Cities », par exemple, a bien compris que les citoyens ont besoin à la fois de liberté et de sécurité. Il se dresse dans le monde entier pour défendre les droits de l'homme, la démocratie et le bien commun. C'est une réponse claire aux politiciens populistes qui utilisent la peur comme marque de fabrique. Lors de la conférence *Fearless Cities* à Barcelone, des centaines de conseils municipaux et de militants se sont réunis pour discuter de l'interaction fructueuse entre politiques locales et militantisme.

L'Union européenne, si elle veut devenir une institution valorisante, en encourageant sa communauté politique, devrait développer de nouveaux instruments innovants recentrés au niveau local. Pour ne donner que deux exemples, il serait formidable que l'Union européenne complète d'abord Erasmus, le programme d'échange d'étudiants, avec un programme de subventions de transformation. Cela permettrait aux jeunes « entrepreneurs civiques » de développer des projets transformateurs dans leur communauté, ou de développer une expérience à l'étranger dans des projets déjà existants.



Évolution cumulative du nombre de nouvelles initiatives citoyennes en Flandre/Bruxelles, 2000-2014. Source : Noy F. & Holemans D, 2016:80

Deuxièmement, au lieu de subventionner les grandes banques par le biais de sa politique monétaire, l'UE pourrait soutenir la création de centres d'incubation de villes pour de nouvelles institutions économiques, telles que les communs et les coopératives ouvertes.

Certes, personne ne peut prédire l'impact global du tissu croissant des initiatives citoyennes et des villes progressistes. Nous n'avons aucune garantie de succès : voici l'essence de la liberté humaine. L'avenir est imprévisible, mais cela ne devrait jamais nous empêcher de le saisir.



Références

- Bauman, Zygmunt (1999): *In Search of Politics* Oxford: Polity Press.
- Benkler, Yochai (2011): *The Penguin and the Leviathan. How Cooperation Triumphs over Self-Interest*. New York: Crown Business.
- Berlin, Isaiah (1995 <1969>): *Freiheit. Vier Versuche*. Frankfurt: Fischer.
- Bowman, Andrew; Ertürk, Ismail; Froud, Julie; Joha, Sukhdev; Law, John/Leaver, Adam; Moran, Michael; Williams, Karel (2014): *The end of the experiment? From competition to the foundational economy*. Manchester: Manchester University Press.
- D'Alisa, Giacomo; Demaria Federico and Kallis Giorgos (eds.) (2014). *Degrowth: A Vocabulary for a New Era*. London: Routledge, 2014.
- De Moor, Tine (2013): *Homo cooperans. Institutions for collective action and the compassionate society*. Utrecht: Utrecht University, Faculty of Humanities.
- Foucault, Michel (2004): *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France: 1978-79*. Paris: Seuil/Gallimard.
- Gorz, Andre (2011). *De markt voorbij. Voor een hedendaagse politieke ecologie*. Denktank Oikos & Socialisme 21, Leuven.
- Hayek, Friedrich August (1944): *The Road to Serfdom*. Routledge Classics. Abingdon: Routledge. Nachdruck, 2001. Aufl.
- Hayek, Friedrich August (1978): *The Constitution of Liberty*. Chicago: University of Chicago Press.
- Holemans, Dirk (2016): *Vrijheid & Zekerheid. Naar een sociaalecologische samenleving*. Berchem: Epo.
- Holemans, Dirk (2016): *Institutional Diversity for Resilient Societies*. In: Green European Journal, N°14 Winter 2016, p. 14-17.
- Horkheimer, Max/Adorno, Theodor W. (2003/1944): *Dialektik der Aufklärung. Philosophische Fragmente*. Frankfurt: Fischer, 14. Aufl.
- Jackson, Tim (2017): *Prosperity without Growth. Foundations for the Economy of Tomorrow*. 2nd Ed. NY/London, Routledge.
- Noy, Fleur & Holemans, Dirk (2016): *Burgercollectieven in kaart gebracht*. In: *Oikos* 78 69-81.
- Piketty, Thomas (2014): *Kapitaal in de 21ste eeuw*. Amsterdam: De Bezige Bij.
- Marshall, Thomas Humphrey (1950): *Citizenship and Social Class, and other Essays*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mill, John Stuart (1985): *On Liberty*. London: Penguin Books.
- Nussbaum, Martha (2011): *Creating Capabilities: The Human Development Approach*. Harvard University Press.
- Polanyi, Karl (2001, <1944>): *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*. Boston: Beacon Press.
- Raworth, Kate (2017): *Doughnut Economics. Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist*. London: Random House Business Books.
- Rodrik, D. (2011). *The globalization paradox: democracy and the future of the world economy*. WW Norton & Company
- Sassen, Saskia (2014): *Expulsions. Brutality and Complexity in the Global Economy*. London/Cambridge MA: The Belknap Press of Harvard University Press.
- Sen, Amartya (1999): *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Scholtz, Trebor & Schneider, Nathan (2016): *Ours To Hack and To Own. The Rise of Platform Cooperativism, a New Vision for the Future of Work and a Fairer Internet*. OR Books, NY/London.
- Semiott, Richard (2012): *Together: The Rituals, Pleasures and Politics of Cooperation*. London: Allen Lane.
- Streeck, Wolfgang (2015): *Gekochte tijd. De uitgestelde crisis van het democratisch kapitalisme*. Leesmagazijn.
- UNCTAD (2017): *Trade and Development Report 2017: Beyond Austerity: Towards a Global New Deal*. Geneva: United Nations.
- UNDP (2017): *Human Development Report 2016: Human Development for Everyone*. New York: UNDE
- Vasilis, Kostakis & Bauwens, Michel (2014): [Network Society and Future Scenarios for a Collaborative Economy](#). Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.



Remarques

1. [https://www.oecd.org/naec/averting-systemic-collapse/SG-NAEC\(2019\)3_Beyond%20Growth.pdf](https://www.oecd.org/naec/averting-systemic-collapse/SG-NAEC(2019)3_Beyond%20Growth.pdf)
2. Cf. <http://www.voorverbeteringvatbaar.be/2017/09/05/waarom-fietskoeriers-zich-organiseren-in-brussel>
3. Bea Cantillon dans : Patrick Janssens, Frank Vandenbroucke, Bea Cantillon - *Voor wat hoort wat. Naar een nieuw sociaal contract*. De Bezige Bij, Anvers 2011.
4. Ten Hooven M., 'De PvdA ontbeert jazz', dans *De Groene Amsterdammer*, 3 avril 2014, p.14-17.
5. Bluhdorn I, *Populism, Sustainability, Democracy*, Green European Journal, août 2014, <https://www.greeneuropeanjournal.eu/populism-sustainability-democracy>
6. Gorz, A. Politieke ecologie: Expertocratie, tegen zelfbestuur. Dans : *Oikos* Nr. 4, 1997 (Article original paru dans *New Left Review* en 1993).
7. Sennett R., *The Corrosion of Character*.
8. Deboosere P. De stad van aankomst: de stedeling als migrant. Dans : Holemans D. (eds) *Mensen Maken de Stad*. Berchem: Epo, 2012.
9. Blühdorn, I, op.cit.
10. Interview de Francis Fukuyama, 'Oke, ik geef het oordeel: ik heb me bedacht, porte Dulmers R., dans *Knack*, 22 septembre 2010.
11. Pourquoi devrais-je faire confiance aux portugais et à leur monnaie en tant qu'anglais ? C'est une réponse en trois parties : (1) Si chaque pays déterminait la valeur de sa monnaie par rapport à l'or et s'engage à acheter ou vendre de l'or à ce prix, alors (2) il s'engageait à fonder sa monnaie sur ses réserves d'or et (3) donnait à ses citoyens une liberté maximale pour se consacrer à des activités économiques internationales, le paradis sur terre surgirait avec la planète comme un énorme marché sans la nécessité d'une régulation globale. (La Fin de l'histoire)
12. Marçal K., *Je houdt het niet voor mogelijk*, De Geus, Breda, 2015 (2012).
13. Gorz A. *Socialism and Revolution*, p.150.
14. Wenger E, cité dans Welzer H., *Zelf denken*, Jan Van Arkel & Denktank Oikos, 2014, 164-167.
15. Van Parijs P., 'From Autonomous Sphere to Basic Income', dans *Basic Income Studies. An International Journal of Basic Income Research*, vol. 4, volume 2, note de recherche, décembre 2009.
16. Holemans D. Institutional Diversity for Resilient Societies. Dans : *Green European Journal*, N°14 Hiver 2016, p. 14-17. Cf. : <https://www.greeneuropeanjournal.eu/diversite-institutionnelle-pour-des-societes-resilientes/>
17. Une économie circulaire en soi est neutre vis-à-vis des objectifs sociaux et de la quête d'une vie meilleure. Cette perspective ne doit pas être confondue avec l'argument naïf du tout au local. La façon intelligente est de penser à différentes échelles : il y aura toujours des échanges mondiaux et les entreprises de haute technologie, développant par exemple la technologie par satellite, fonctionneront toujours dans un marché mondial.
18. <https://designforsustainability.medium.com/the-resurgence-of-a-culture-of-makers-re-localizing-production-aaeab300c186>
19. http://wiki.p2pfoundation.net/Platform_Cooperativism
20. https://www.theguardian.com/environment/2020/mar/18/tip-of-the-iceberg-is-our-destruction-of-nature-responsible-for-covid-19-aoe?CMP=share_btn_tw
21. https://www.vice.com/en_us/article/5dmqyk/naomi-klein-interview-on-coronavirus-and-disaster-capitalism-shock-doctrine
22. <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/03/SHAH/61547>
23. <https://www.nature.com/articles/s41599-020-0403-x>
24. <https://www.rescoop.eu/>
25. <https://www.accesstoland.eu/Overview-of-Community-Supported-Agriculture-in-Europe>
26. Knight K., Rosa E. & Schor J., 'Could working less reduce pressures on the environment? A cross-national panel analysis of OECD countries, 1970–2007' dans *Global Environment Change* 23 (2013), p.691-700. FEMMA, *Combinatie arbeid en zorg 2.0*, 2014.
27. <http://www.pagina99.it/2017/05/29/a-manifesto-to-reform-the-gig-economy/>
28. Fabo B., Karanovic J. & Dukova K. In search of an adequate European policy response to the platform economy. *Transfer: European Review of Labour and Research/ ETUI*, 6 avril 2017, 1-13.
29. Hunt T & McDaniel S, *Tackling Insecure Work: Political actions from around the world*. A SPERI report for GMB, University of Sheffield, septembre 2017.
30. <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp-race-to-bottom-corporate-tax-121216-en.pdf>
31. <https://www.greens-efa.eu/fr/article/news/european-pillar-of-social-rights-and-work-life-balance>
32. De Moor T. *Homo Cooperans. Institutions for collective action and the compassionate society*. Universiteit Utrecht, août 2013. http://www.collective-action.info/sites/default/files/webmaster/PUB_Homo-cooperans_EN.pdf



Description des organisations partenaires



Green European Foundation (GEF)

La Fondation verte européenne (*Green European Foundation*) est une fondation politique au niveau européen. Elle est liée à d'autres acteurs verts européens, tels que le Parti vert européen et le groupe des Verts au Parlement européen. La GEF travaille pour encourager les citoyens européens à participer aux discussions politiques européennes et, à terme, pour forger une démocratie européenne plus forte et plus participative. La principale source de financement de la GEF est le Parlement européen.

La GEF ambitionne de faire vivre les discussions sur les politiques européennes et sur la politique en général au sein de la famille politique verte et au-delà. Elle agit comme un laboratoire pour de nouvelles idées, développe une offre d'éducation politique transfrontalière et constitue une plateforme de coopération et d'échange au niveau européen. www.gef.eu.

Voir aussi www.greeneuropeanjournal.eu pour le journal en ligne de la fondation.



Oikos Denktank

Oikos est un groupe de réflexion flamand qui œuvre pour le changement socio-écologique en contribuant au débat public d'un point de vue écologique. Oikos se concentre sur des défis à long terme qui sont trop peu abordés dans les débats de société, mais qui sont cruciaux pour l'avenir de notre société et des générations futures.

Oikos veut fournir un cadre inspirant pour les pratiques positives. A travers des séminaires, conférences, publications et des articles d'opinion, les différentes dimensions de cette aspiration au changement sont mises en débat : l'éthique sous-jacente, l'analyse de la situation actuelle et le développement d'alternatives, ainsi que des stratégies concrètes pour y parvenir. www.oikos.be



Grüne Bildungswerkstatt (GBW)

La Fondation Verte autrichienne (GBW) travaille dans quatre domaines : l'éducation, les médias, l'organisation d'événements et les archives. Grâce à son travail, la GBW soutient les personnes et les organisations liées à l'écologie dans le but de stimuler un processus visant à « apprendre à apprendre » dans un monde en radicale transformation. Ce processus est inspiré par une réflexion sur des positions controversées, reliant des questions de fond avec des approches méthodologiques créatives, ainsi que la transmission des compétences et des capacités qui sont importantes pour façonner l'avenir. En tant qu'organisation natio-

nale, la GBW travaille en étroite collaboration avec les Fondations vertes régionales d'Autriche. <https://gbw.at/oesterreich/home/>

Depuis début 2020, la Fondation verte autrichienne s'appelle FREDA - die Akademie. <https://freda.at/>



Ökopolisz Alapítvány/ Ecopolis

Ecopolis a été fondée par le parti politique hongrois LMP (La Politique peut être Différente) en 2010. La Fondation est une personne morale autonome et indépendante dont la mission est de fonctionner en tant qu'institution de base pour son parti fondateur, LMP. Le but d'Ecopolis est d'explorer les idées et les approches éco-politiques du parti, en dialogue avec des personnalités publiques importantes qui partagent les points de vue du parti. En outre, l'organisation vise à créer une société ouverte, à accroître le nombre de sympathisants et à élargir l'électorat potentiel du parti, tout en promouvant l'existence d'une structure sociale et économique fondée sur la participation civile et les principes de durabilité et de justice. <http://okopoliszalapitvany.hu/hu>



Green House Think Tank

Le groupe de réflexion Green House a été fondé en 2011. Son objectif principal est de faire progresser l'éducation et d'entreprendre des recherches sur la politique et l'économie de la durabilité écologique. Il le fait principalement en publiant des rapports sur des sujets pertinents, et aussi en organisant des événements, en publiant sur son site web des articles courts sur des sujets d'actualité, en intervenant dans les débats médiatiques et en maintenant un réseau de partisans. <http://www.greenhousethinktank.org/>



Institut d'écologie politique (IPE)

L'Institut d'écologie politique est une organisation de recherche et d'éducation à Zagreb (Croatie) qui aspire à façonner des modèles de développement alternatif et des solutions démocratiques novatrices pour les transformations politiques et économiques de la société. L'IPE mène des recherches transdisciplinaires et des programmes éducatifs en collaboration avec des organisations et institutions locales et internationales. Sur cette base, l'IPE assure une analyse d'experts et une plateforme de discussion pour les mouvements sociaux, les acteurs politiques et économiques qui représentent une société écologiquement durable, équitable et démocratique en Croatie et ailleurs. <http://ipe.hr/>





Fondation Verte d'Irlande

La Fondation Verte d'Irlande (Green Foundation Ireland) a été officiellement créée en 2011 en tant que forum de recherche et d'influence sur l'opinion publique. Elle cherche à identifier des moyens supplémentaires d'engager le public dans les débats sur l'environnement.
<https://www.greenfoundationireland.ie/>



Institut Vert de Grèce

L'Institut Vert de Grèce (Green Institute Greece) est une fondation scientifique non gouvernementale à but non lucratif, active depuis mars 2011. Il vise à l'étude, l'analyse et la diffusion de tous les aspects de la pensée écologique et de l'écologie politique. L'Institut a été créé à la suite d'une initiative du Parti politique vert « Oikologoi Prasinoi » (Ecologistes verts) de Grèce. Bien qu'il soit affiliés au Parti Vert, il conserve un caractère indépendant. Il œuvre à promouvoir la recherche et la documentation sur l'environnement, la société, l'économie et la politique du point de vue de l'écologie politique.
<http://www.greeninstitute.gr/>





Contactez-nous :



GREEN EUROPEAN FOUNDATION

FONDATION VERTE EUROPÉENNE


3, Rue du Fosse - 1536 Luxembourg
Bureau de Bruxelles :
Mundo Madou, Avenue des Arts 7-8,
1210 Bruxelles – Belgique

t: +32 2 329 00 50

e: info@gef.eu


Connectez-vous avec nous :

Pour en savoir plus, visitez notre site Web

 gef.eu

Suivez nos réseaux sociaux pour rester informé sur nos dernières activités et événements qui se déroulent dans toute l'Europe

 [GEF_Europe](https://twitter.com/GEF_Europe)

 [GreenEuropeanFoundation](https://www.facebook.com/GreenEuropeanFoundation)

 [GEF_Europe](https://www.instagram.com/GEF_Europe)